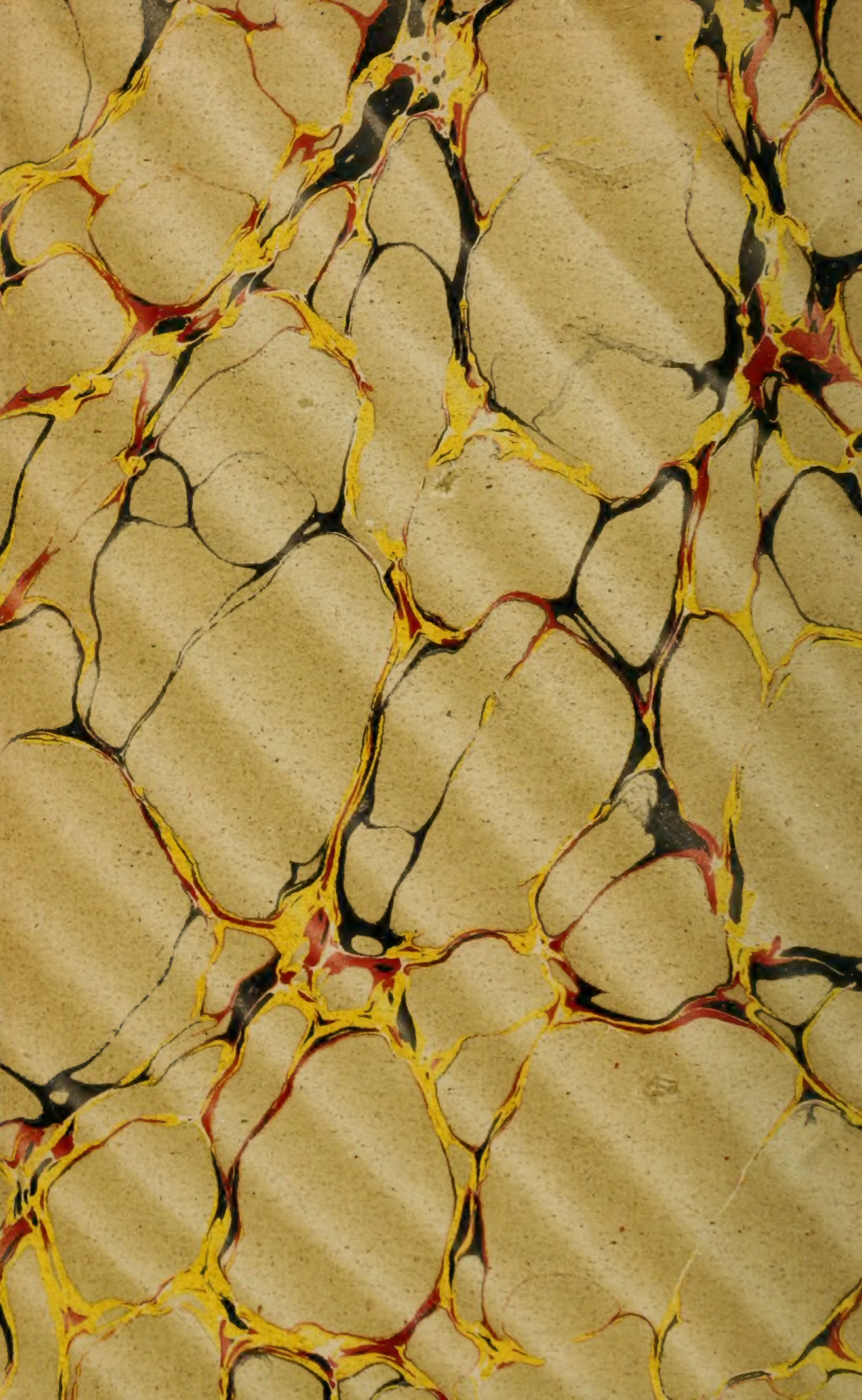
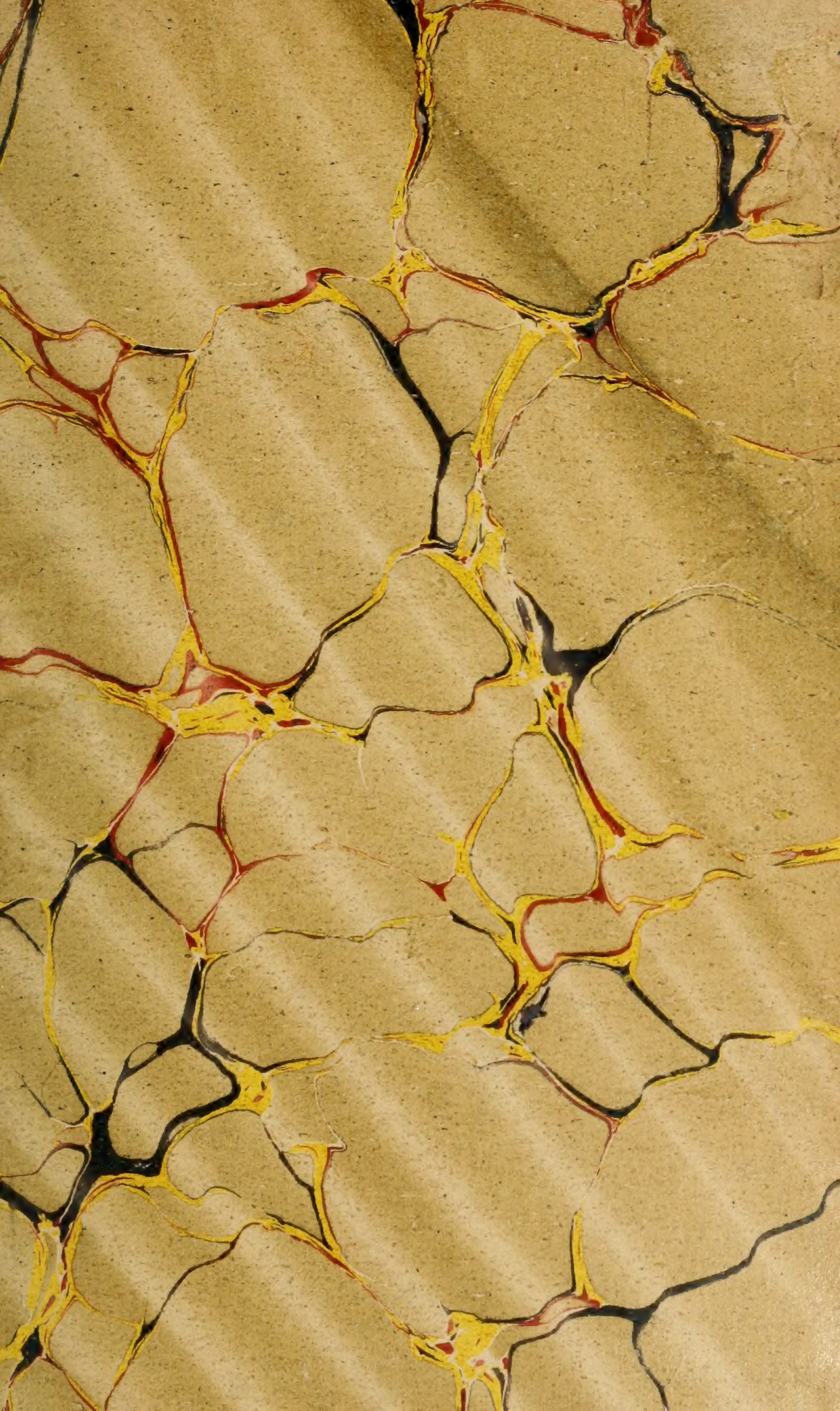






Faites un Roi
sinon
Faites la Paix

Marcel SEMBAT

Faites un Roi
sinon
Faites la Paix

VINGTIÈME ÉDITION



PARIS
EUGÈNE FIGUIÈRE, ÉDITEUR
7, RUE CORNEILLE, 7

MCMXVI

OPTONS!

Ce livre supplie tous les Français de savoir ce qu'ils veulent d'abord et d'agir ensuite comme ils veulent.

Je ne leur demande rien de plus ; mais je ne leur demande rien de moins.

Cela suffirait à terminer la crise actuelle ; et il n'y a que cela qui puisse y suffire.

Cette crise, extérieure et intérieure, nous expose à un péril de mort. Oui ! tel est son terme possible.

Il se peut que la France y disparaisse. Mais il se peut aussi qu'elle y trouve son salut.

Nous courons un risque, nous courons une chance : aussi grands l'un que l'autre. Le danger doit nous ouvrir les yeux, nous ramener à la raison, et par elle à la santé.

Nous sommes loin de toutes deux. Nous sommes dans l'incohérence, a dit gaiement M. Clemenceau. La France se dissout, avait constaté Rouvier. La France est bien malade, prononçait hier Léon Bourgeois. Entre ces étonnantes phrases d'anciens Chefs du gouvernement, il y a un lien; et nos maladies, et notre dissolution sont le produit de l'incohérence gouvernementale plutôt que l'effet d'une fatigue de notre sol ou de notre race.

C'est pourquoi nos maux, si grands et si dangereux, seraient, cependant, assez faciles à guérir.



Il y a de l'incohérence à nourrir des désirs opposés et à former des volontés contraires. Nous sommes pleins de contradictions. J'essaie de les mettre en lumière pour qu'elles disparaissent.

N'est-ce pas se contredire que vouloir une certaine chose dont on repousse, en même temps, les conditions nécessaires et les suites inévitables? Les républicains qui poursuivent une politique belliqueuse m'ont paru tomber dans

cette contradiction. Il méconnaissent les conditions optimes de la politique d'action militaire, qui selon moi ne convient pas à la République.

« Mais ils ne la poursuivent pas, cette politique, ils n'en veulent pas! ils la subissent plutôt! On l'impose du dehors, et ils sont obligés par les évènements, de l'accepter! »

Hé bien? Quand ce serait vrai, cela change-t-il quelque chose à ce que je dis? Une action donnée se lie à des conditions données : qu'importe que vous entrepreniez cette action par goût ou malgré vous? Ses conditions demeurent; et n'en sont pas modifiées.

Un Apache s'embusque au coin d'une rue pour guetter le passant. Le passant l'aperçoit, et se met en défense. L'un a voulu le combat, l'autre s'y résigne : mais la condition optime du combat, pour tous les deux, n'est-elle pas d'avoir une bonne arme et de savoir s'en servir?

Si la République s'adapte mal aux œuvres de guerre, peu importe qu'elle veuille la guerre ou, au contraire, qu'elle la subisse. Cela ne change rien à ses aptitudes; et, s'il était démontré qu'elles sont exclusivement pacifiques, les républicains qui à la fois proclameraient leur

amour du régime et fouetteraient les ardeurs militaires seraient des gens incohérents.

Les entendez-vous? Ils s'ágitent, ils se démènent comme des diables, ils crient aux militaires « fils de vaincus, oubliez-vous les morts? » Ah çà? Est-ce que nous allons recommencer comme après Sedan? Aurons-nous à combattre, armés de phrases et de rhétorique jacobine, contre un adversaire méthodiquement entraîné, savamment commandé, maître de son heure et de ses plans? Faibles échos de la grande époque, nous vous avons trop entendus!

« Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses! » Et l'Angleterre qui allait intervenir et Thiers qui remuait la Russie et l'Autriche qui s'interposait... Assez! ne recommençons pas! Ce qu'on a fait sous la Révolution n'est plus possible aujourd'hui! On n'a plus devant soi des mois et des années pour organiser la défense et refaire des troupes. Oublions les discours de la Convention, et les représentants du peuple aux armées, et les superbes coups de gueule. Avec les shrapnells, cela ne va plus! La guerre moderne est une opération technique, rapide et précise où sera

vainqueur celui qui aura le mieux rassemblé d'avance toute les chances de succès, et qui sera le plus parfaitement préparé par son régime à ce genre particulier d'action.

Aller à la guerre sous des Jules Favre, des Poincaré, des Barthou, des Trochu, des Gambetta, des Clemenceau? Nous serions encore condamnés à cela? Comment osez-vous, trop connus, vous qui, en paix, n'êtes déjà que des conducteurs assez médiocres, vous proposer pour chefs de guerre? Retirez-vous, vous puez la défaite.

C'est à quoi pourtant nous sommes voués, à moins encore qu'en pleine bataille la sédition n'intronise quelque Badinguet, un César d'aventure, un roi improvisé!



Ce n'est pas votre faute, et vous subissez, dites-vous? Est-ce vrai? Est-il bien vrai que vous subissiez la guerre, comme un pis-aller terrible, comme un hasard inévitable dont la menace demeure, malgré vous, suspendue?

Avez-vous essayé de l'écarter? Avez-vous cherché sincèrement les conditions de la paix?

Etes-vous sûrs de vouloir la paix?



Quand on demande aux gens de savoir ce qu'ils veulent et de le faire, on a l'air de leur demander la chose la plus simple du monde.

Dans la France contemporaine, c'est pourtant le plus malaisé. Il faut tout un travail pour se rendre compte de ce qu'on veut, tirer au clair ses préférences, les accorder entre elles, et transformer par la vue nette des conditions et des conséquences, et par leur ferme acceptation, les vagues velleités flottantes en volonté solide.

Voilà le travail qui me paraît indispensable. Nous sommes à présent le jouet des événements, car nous aimons mieux les suivre que les comprendre. C'est pourquoi nous ne les dominons pas, et leur fatalité nous entraîne.

Il faut éclairer cette fatalité, éclairer la route, la pente que nous descendons rapidement, et le précipice.

Un sursaut peut alors nous jeter de côté et nous ramener dans la bonne voie.

Si nous découvrions, par exemple, que nous sommes engagés dans un système d'alliances qui nous mènent, par une surenchère d'armements, tout droit à la guerre; et que, pourtant, ce système d'alliances repose sur la base même qui suffirait à fonder la paix? Notre choix ne deviendrait-il pas plus aisé? Je propose donc ici d'examiner les conditions de la Guerre et les moyens de Paix : afin de savoir, si nous voulons combattre ou si nous préférons sincèrement l'accord.



Opter entre la Guerre et la Paix, ou bien opter entre le Roi et la République ce sont deux options parallèles ou plutôt c'est la même option.

Il y a quantité de gens, M. Delafosse le rappelait récemment qui, monarchistes de toute leur âme, ont fini par admettre qu'ils étaient républicains. Grave confusion! Malgré cette méprise, ils sont, au fond, demeurés des roya-

listes. Leur adhésion corrompt la République. M. Méline a cru que ces recrues la fortifiaient : elle en meurt. Ils arrivent avec des qualités contraires à son génie. Rappelez-vous, de Montaigne, une parole antique sur ce voyageur « qui s'était emporté avec soi »! Hélas! ils s'apportent avec eux, et s'amènent tout entiers! Ils attendent de la République qu'elle continue la monarchie, et lui demandent ainsi ce qu'elle ne peut pas donner!

La République n'a pas cette élasticité! Elle n'est pas bonne à tout faire. Elle implique une certaine direction morale, un certain idéal, et des aspirations vers une Europe nouvelle, aussi bien que vers des rapports économiques nouveaux. C'est à un nouveau monde qu'elle nous conduit. Les relations des Etats entre eux, tout comme l'organisation du travail, en sont bouleversées; et le régime républicain est le début de ce bouleversement.

Le seul fait de son existence tend à le produire; et ce régime n'a de sens que celui-là. L'établir ou le conserver quand on ne désire pas avec ferveur ces bouleversements, cela n'a pas de sens.

Plantez-vous une racine pour couper ensuite tous les scions et toutes les tiges? C'est idiot! Vous n'aimez pas ses fleurs ni ses fruits? Ne la cultivez donc pas! Surtout ne lui demandez pas les fruits de l'autre plante, que vous avez arrachée et jetée dehors.

La République a tout avantage à n'avoir pour partisans que des républicains.

Que les autres aillent au roi! Chacun sa cocarde! Chacun à sa vraie place! Quand on reconnaîtra face à face les uns et les autres, quand les brouillards, les ténèbres, les confusions seront chassés par le plein jour, quand tout le monde verra, d'évidence, que le nationalisme total, c'est le Roi, soyons tranquilles! La France a bon instinct, et n'ira pas aux gens du roi.

A l'époque boulangiste, tout le monde discernait très nettement cette vérité, pour nous obscurcie, que l'humeur belliqueuse et les menées revanchardes veulent un dictateur. Pourquoi sommes-nous tentés aujourd'hui de l'oublier? C'est que, tout en ne voulant pas de dictateur, nous ne voyons pas le moyen d'écarter les chances de guerre, et de fonder sûrement la paix.

Nous cherchons donc un compromis : « ma foi! S'il faut faire la guerre, on se battra! si les Allemands nous attaquent, pourquoi donc un gouvernement républicain serait-il plus empêché qu'un autre de signer le décret de mobilisation! »

Belle confiance étourdie! La guerre nous semble, ainsi, un hors-d'œuvre, un épisode héroïque coupant un moment la vie nationale qui reprend ensuite son cours normal et pacifique.

Mais non! Ce n'est plus cela! La guerre moderne est une affaire de longue préparation, diplomatique autant que militaire, et telle que la période de fausse paix qui la précède n'est qu'une veillée d'armes et, selon le mot de Léon Daudet, qu'une Avant-Guerre.

Elle exige toute une politique appropriée. La condition de cette politique belliqueuse, c'est le Roi. Il s'agit donc, pour les républicains, de savoir si la paix est possible, et si dans l'état actuel de l'Europe on peut l'asseoir sur des fondements inébranlables.

Je le crois, pour ma part, et je tâche ici d'indiquer comment.

PREMIÈRE PARTIE

LA CONDITION DE LA GUERRE

CHAPITRE I

Un point d'interrogation.

En conseillant de faire un roi à ceux qui veulent faire la guerre, je ne croyais rien dire que d'ordinaire et de banal. Quoi? des républicains contesteraient une vérité si évidente? Ils ont donc ignoré jusqu'ici que le régime républicain est un régime de paix? On s'en doute pourtant depuis longtemps! C'est vieux comme tout! La distinction si connue par laquelle Herbert Spencer a différencié les sociétés du type militaire et les sociétés du type industriel l'impliquait déjà. Les récentes démonstrations de Charles Maurras, l'abondance de ses preuves, tout son luxe d'arguments, tout ce déluge de faits, croyez-vous donc qu'il suffise de n'en point parler pour les réfuter?

Il va sans dire que Charles Maurras est royaliste et, par-là, sa démonstration est suspecte de partialité : est-ce que par hasard je vous invite à l'admettre les yeux fermés?

Je vous dis qu'il y a des faits avérés, des constatations historiques, allégués dans son

Enquête et surtout dans *Kiel à Tanger*, qu'il est impossible, à tout esprit de bonne foi, de ne pas retenir! Un hochement de tête ne m'en débarrasse point. C'est un réactionnaire! c'est un monarchiste! Soit! mais que lui répondez-vous?

Charles Maurras a tracé pour moi sur un tableau noir un énorme point d'interrogation. Je n'en puis détacher mes yeux.

Je lis : « Admettez-vous qu'une nation puisse se passer de gouvernement? Ce gouvernement peut-il sans inconvénient manquer de toutes les qualités d'intelligence et de volonté? Peut-il se passer de durée, de continuité, de cohérence? Peut-il se dispenser de former des plans avec intelligence et d'en poursuivre l'exécution avec continuité? »

« *Sinon, par quels procédés, par quels organes assurez-vous au régime actuel la possession de ces qualités*? »

Je ne cite pas là son texte, mais voilà comment je lis son point d'interrogation. Je le désigne du doigt depuis plusieurs années aux yeux qui ne veulent pas voir. Il y a deux manières de se comporter en face de cela : détourner la tête, regarder ailleurs, s'en aller, et continuer à vivre en feignant de n'avoir rien vu; ou bien essayer de répondre : de répondre bien entendu, non pas par des phrases mais par des faits, par des créations, par des institutions. Je préfère la seconde manière, mais je dois convenir que c'est la première qui est adoptée jusqu'ici par l'immense majorité des républicains.



« Répondre! répondre à Charles Maurras? mais, est-ce que vous n'allez pas un peu vite? D'abord, est-ce vrai tout ce qu'il nous raconte, ce royaliste? Est-il si prouvé que nous soyons dénués d'intelligence et de volonté? Manquons-nous à ce point des qualités les plus élémentaires? Pourquoi donc la République en serait-elle à jamais dépourvue? »

Vous avez raison! On n'est pas obligé d'admettre si vite ses infirmités. Voilà des années que les socialistes répètent aux radicaux, par pure obligeance et à titre de renseignement, que le parti radical va mourir, qu'ils sont mourants, qu'ils sont morts. Or, je connais personnellement des radicaux qui hésitent à le croire, et mon dieu, je ne blâme pas leur hésitation!

De même, mon confrère Julia, dans l'éditorial de *La France* marquait un doux étonnement de cette bizarre option que je proposais entre la guerre mais le roi, ou bien la République mais la paix. C'était surprise, plus que contradiction formelle. Tiens? on n'avait pas jusqu'ici songé à cela en jouant de la trompette! Il craignait que je ne fusse égaré par un goût de vérités cruelles et une défiance de mon propre cœur. Pourquoi, après tout, la République ne pourrait-elle pas faire la guerre aussi bien que n'importe quel monarque?

Je le demande à Julia, à *La France*, à tous les

républicains de guerre, de quelle République parlez-vous?

De la République d'aujourd'hui ou de la République que nous ferons demain?

De la République actuelle, présente, de celle que nous avons en ce moment même le bonheur de posséder? Ou bien s'agit-il, dans votre pensée, d'une République future, d'une République éventuelle, possible, à l'horizon, et par exemple, de cette fameuse et célèbre République que nous allons, infailliblement, organiser demain?

Ah! s'il s'agit de celle-là, de celle de demain, de ce beau mirage, nous voici d'accord! Si nous décidons, très vaillants, d'organiser une République mieux douée de volonté, capable de former des plans et d'en poursuivre l'exécution, je suis avec vous pour cette œuvre et je vous demanderai aussi à l'occasion d'être avec moi. Comme je disais, il ne s'agit pas de phrases, ni d'idées abstraites, mais de refonte pratique, d'organes à créer, d'institutions à établir. Voilà qui est entendu : le désordre, l'incapacité, le gâchis ne sont point inhérents à la République. Nous tâchons d'y remédier, nous allons, *demain*, y réussir.

Le roi sera quinaud! et Charles Maurras aboli!

Demain!

Mais c'est aujourd'hui que vous vous apprêtez si je vous entends bien, à faire la guerre? C'est avec la République d'aujourd'hui! avec les institutions d'aujourd'hui! C'est aujourd'hui que vous proposez de rétablir le service de trois ans!

Il s'agit donc de savoir si la République d'aujourd'hui est adaptée à la guerre et à une politique de guerre. La République de demain, nous la jugerons à l'œuvre quand nous l'aurons faite. Je suis sûr que nous réussirons à la doter des qualités essentielles, indispensables en tout temps, et que la paix réclame aussi bien que la guerre. Mais je ne crois pas que nous puissions lui donner les qualités spéciales, propres à la guerre, et je ne le regrette pas.

En tout cas, c'est à voir! nous la jugerons, je le répète, quand elle existera. Pour le moment, jugeons la nôtre. A ses actes, n'est-ce pas? Les actes, l'expérience (et non pas les paroles, ni nos désirs, ni nos espoirs) les faits seuls nous montreront ses qualités.

Ses actes, depuis quarante ans, l'expérience de près d'un demi-siècle, prouvent-ils qu'elle soit capable de desseins continus?

Quand un homme a juré pendant quarante ans qu'il adore le travail, que l'oisiveté lui est insupportable, qu'il est par goût et par tempérament le plus laborieux des êtres, que l'inaction le tuerait! Quand il a répété cela à chaque repas, au dessert, mais qu'en fait il passe son temps à flâner, à rêver, à baguenauder, à fumer des cigarettes en musardant, vous dites peut-être que c'est un garçon délicieux, mais vous ne dites pas que c'est un grand travailleur.

Je connais un brave garçon qui adore les voyages. Par malheur, sa profession le gêne un

peu. Il satisfait donc sa passion en feuilletant, le soir, fièvreusement, des indicateurs et en dressant le plan détaillé de son grand voyage de cet été. Car vous savez, c'est décidé! c'est pour cet été! Je pars en août! oh! absolument décidé! je m'occupe d'un remplaçant pour cinq semaines. Tenez, mon cher ami, je vais vous lire mon plan! il est établi jour par jour! vous m'allez dire un peu comment vous le trouvez, mon voyage!

J'écoute le plan, mais je n'y crois plus. C'était déjà la même chose au printemps dernier. Le voyage n'était pas le même : il allait en Norvège au lieu qu'il va en Grèce. Mais la résolution était pareille! Mon ami est un charmant homme, mais il n'est pas, tout de même, un très grand voyageur!

Et si l'on applique à la République la même règle de bon sens?

CHAPITRE II

L'État républicain jugé par ses fidèles serviteurs.

Vérifions! et nous n'aurons garde d'en croire le royaliste Charles Maurras! D'ailleurs, il est mal placé pour juger la République : il ne la voit que du dehors. Nous sommes, nous, de la boîte! N'en croyons que nos expériences parlementaires. Je ne veux faire appel qu'au témoignage des républicains : ainsi nous tria sur le volet la réunion plénière qui précéda le Congrès de Versailles, et qui fut de Pams le triomphe très bref!

Recueillons, de préférence, l'opinion des républicains officiels. Voire, pour plus de garanties, des républicains les plus officiels de tous, des ministres!

Ah! les ministres de la République! ils sont plutôt durs pour elle! Ils tiennent en profonde méfiance les capacités de l'Etat républicain. Rien n'est plus curieux! et cela va si loin que pour gagner le renom d'un bon ministre, plein

d'avenir, d'un ministre sérieux et d'un véritable homme de gouvernement, il n'est tel que d'affecter un air avisé, un prudent scepticisme quand on parle de l'Etat, de ses aptitudes et de ses administrations.

Serviteurs de l'Etat, chefs de ses grands services, voulez-vous réussir? Ecoutez-moi! Dénigrez l'Etat, raillez les administrations, la routine, M. Lebureau, la paperasse, la torpeur, l'inertie, le gaspillage, la bévue, le rond-de-cuir! Parlez avec une amertume narquoise des allumettes et du tabac, de la Régie, et des cigares, et du téléphone, et de l'Ouest-Etat!

Imitez David, imitez Thierry! Mais non! Que vais-je vous conseiller-là! Ces fidèles serviteurs de l'Etat sont inimitables! Thierry, par exemple, est l'esprit le plus distingué, l'homme le mieux au courant des affaires, et en possession de la confiance la plus justifiée de tout le grand Commerce et de la haute Finance. Symbolique arrivée à Marseille! J'y débarque un jour, longtemps avant que Thierry fut ministre, mais je l'aimais déjà, et prévoyais sa fortune : dès les premiers pas dans la cité, quelles immenses affiches frappent les regards! Thiéry! Si grand! « C'est très vrai », dis-je à l'ami qui m'accompagnait « c'est tout à fait vrai! Avec une petite pointe d'exagération, pour la couleur locale; mais au fond, c'est parfaitement exact. Thierry est un homme de haute valeur et il s'élèvera encore! Thierry est si grand! »

Eh bien! dans notre grand Thierry, rien ne

dépasse la grandeur de son dédain pour l'Etat, dont il est le plus éminent serviteur. Ce dédain, entre toutes ses qualités, n'est pas la moindre. Il contribue à lui mériter ces hautes et flatteuses sympathies du monde des affaires dont je parlais tout-à-l'heure. Fermement persuadé que l'Etat est incapable de rien faire de bon, et de travailler utilement, il était tout désigné pour le portefeuille des Travaux Publics.

Et David! j'allais oublier David! J'eus, certain jour, avec ce brave ami, une toute petite dispute parlementaire. Oh! une vétille! une bagatelle! une mince algarade que j'ai fait, le soir même, disparaître de l'*Officiel* et dans laquelle j'avais tous les torts.

Pourquoi, diable, bronzé comme je suis par vingt ans de Chambre, habitué à tout entendre en souriant, pourquoi me suis-je agacé de son langage, si ordinaire, si convenable, et dont tant de bouches diverses de ministres successifs nous avaient avant lui régalé? Un vrai accès de désespoir, puéril, naïf, ridicule, m'empoigna; je me levai comme un enfant qui geint, et je lui criai : « Mais enfin, Monsieur le Ministre, si l'Etat est si incapable, si impuissant, si irrémédiablement propre à rien, comment pouvez-vous espérer qu'il soit capable d'assurer la défense nationale et la mobilisation? » Je n'ai pas souvenir de sa réponse, qui fut pleine d'assurance et vide de raisons, parce que l'émotion m'empêcha d'y prêter attention.

Encore une fois, pourquoi? Qu'avait-il dit de

si étrange? Ma foi, ce qu'ils disent tous. « Je n'ai, pour ma part, aucune confiance dans l'aptitude de l'Etat à gérer une industrie.... » Etait-ce un accent de dérision qui m'avait piqué et fit de moi, pour une seconde, le chevalier, le don Quichotte de l'Etat républicain?

Il y a longtemps que j'ai cessé d'en vouloir à David du crime de tous. L'incident fut effacé dès le soir, et n'a pas laissé plus de traces dans mon esprit ni dans nos relations qu'au *Journal Officiel*. J'ignore par quel hasard il me revient en mémoire aujourd'hui: mais je me souviens que pendant un instant ce malheureux David me fit l'effet d'un traître, d'un vrai Bazaine.

A ce compte, ils seraient nombreux, les Bazaine, dans la majorité républicaine! Je répète que c'est moi qui avais tort. Mais est-il étonnant qu'on soit, une fois par aventure, saisi au cœur par le perpétuel et déconcertant paradoxe de ces messieurs-là?

Eh quoi? l'État n'est pas capable de fabriquer des allumettes qui prennent feu, ni d'acheter du bon tabac, ni de faire marcher le chemin de fer, et ce même État que vous bafouez quand il est industriel, vous êtes à genoux devant lui sitôt qu'il est sous l'habit militaire?

Froidement, vous admettez, dans la même pensée et à la même seconde, que l'État rate fatalement et par vice incurable toute entreprise dont il se mêle et qu'en même temps on peut affronter la guerre et se fier à lui pour la mobilisation?

Non? le ministre des Travaux publics est, par décret céleste, un idiot renforcé comme fonctionnaire public (si intelligent et habile soit-il comme homme privé), une brute baveuse, type caricatural, un Lebureau grotesque, éternellement frappé de déchéance et d'incapacité! Tandis que dans le même temps, collègue du même cabinet, le ministre de la Guerre est un génie supérieur, capable de mener à bien la préparation la plus compliquée?

Et si c'est le même pourtant? si le même homme, le même Etienne passe d'abord aux Travaux publics et de là à la Guerre?

L'administration, alors? La supériorité du rond-de-cuir de la rue Saint-Dominique sur le rond-de-cuir du boulevard Saint-Germain?

Vous nous la bâillez belle!

L'État n'est pas capable de faire marcher l'Ouest-État, mais il est capable de réussir la Mobilisation!

Vous ne savez donc pas que la guerre contemporaine ressemble chaque jour davantage à une entreprise industrielle? Que la mobilisation est une immense opération industrielle? Qu'elle réclame, comme toute opération industrielle, une compétence et une capacité techniques?

Mais voyons! elle suppose une préparation compliquée, dont l'infini détail s'étend à tous les points du territoire! Il n'y a pas de ligne de chemin de fer qui impose des exigences plus multipliées! Vous en parlez vous-mêmes, sans cesse, de ces quantités prodigieuses d'approvi-

sionnements de tout genre qu'il faut amasser! et de leur manutention! et de leur bon état! et de leur distribution rapide et régulière le jour venu?

Et les vivres, et la nourriture des armées en campagne?

Appeler par dépêches plusieurs millions d'hommes, les faire sortir de tous les faubourgs et de tous les hameaux, surveiller leur prompt transport, en concentrer les fourmillières et les diriger à la frontière, en toute hâte, quand une journée d'avance ou de retard peut fixer le destin! Les équiper, les vêtir, les armer, les alimenter, assurer les convois de munitions et de vivres, en sorte que pendant des semaines à aucune de ces fourmis humaines il ne manque de quoi manger, de quoi se battre!

Vous ne savez pas faire marcher une usine et vous ferez marcher cela?

Cette contradiction monstrueuse est acceptée le plus couramment du monde par l'esprit parlementaire.

David, Thierry, incarnent l'esprit de tous les gens sérieux de la Chambre. Qui croit aux vertus de l'État? Quelques radicaux vieux jeu, quelques socialistes! et encore! combien y a-t-il d'ennemis de l'État parmi les socialistes et les radicaux! Les socialistes, en l'accablant, se croient plus orthodoxes, et les radicaux plus modernes et plus positifs. Vraiment le mépris de l'Etat est l'opinion qui nous divise le moins. Elle nous unit, depuis les anarchistes jusqu'aux économistes de l'Institut, jusqu'à M. Aynard!

Or, bon gré mal gré, quand on décrète l'incapacité administrative de l'État, sa faillite industrielle, le gâchis des services publics et le four des régies, c'est contre l'État républicain que les arguments portent!

« Ah! mais non! pas du tout! c'est à l'État, quelle que soit sa forme que nous en voulons! »

Permettez! je ne vous demande pas ce que vous voulez! Je vous montre ce que vous faites. Il arrive très souvent que nos actes vont plus loin que nos volontés! Par exemple, quand vous criblez de sarcasmes l'Ouest-Etat, et les chemins de fer de l'Etat, et l'État entrepreneur de transports, et ses échecs lamentables, c'est bien de l'Etat français que vous entendez parler. Autrement, on vous rappellerait tout de suite que les chemins de fer allemands sont merveilleusement gérés par l'Etat auquel ils rapportent de gros bénéfices.

Hé! comment donc! Mais j'oubliais que les journaux mêmes qui déchirent à belles dents nos entreprises d'Etat se pâment d'admiration devant les belles recettes budgétaires que l'État prussien doit à ses chemins de fer.

A moins de conclure à une infériorité propre et spéciale aux Français, il faut donc que notre incapacité d'État tienne à la forme républicaine. L'infériorité des Français? votre patriotisme vous interdit de l'admettre. D'ailleurs si les Français étaient une population inférieure, incapable de s'élever à la hauteur des exigences modernes et d'exceller comme leurs voisins dans les entre-

prises collectives, à quoi bon continuer? Inutile de chercher une issue et de leur montrer une voie de salut. Condamnés par notre infériorité à périr dans la lutte des peuples, notre sort serait déjà scellé. J'admets comme postulat dans tout ce que j'écris ici que les Français valent les Allemands et sont aussi capables de progrès et d'action collective que leurs voisins.

Il est donc bien clair que si les Ouest-État, les régies, les allumettes, les arsenaux, les téléphones, les services publics ne marchent pas, ce n'est pas la faute du Français c'est la faute de la République!

Et pour éviter la contradiction signalée tout à l'heure, que n'aperçoivent pas les hommes politiques mais qui choquera tout homme de bon sens, il faut ajouter que la République ne saurait déployer pour la guerre et sa préparation des talents dont elle est si piteusement dénuée pour la paix; et conclure que, si l'on tire les conséquences logiques de l'opinion des ministres républicains, il faut avant de faire la guerre, établir un gouvernement capable de la faire.

CHAPITRE III

Une jeune culotte.

J'ai dit que je ferais appel à notre expérience parlementaire. Par malheur, je ne puis citer ici tout ce que m'a enseigné cette expérience, parce que tout n'en appartient pas au public. J'ai fait partie pendant beaucoup d'années, et à diverses reprises, des Commissions du budget. A diverses reprises aussi, tout le monde le sait, des alarmes se sont répandues, qui exigeaient d'énormes crédits et immédiats. Les demandes du gouvernement provoquaient des enquêtes de la Commission. Le président, sans rien ébruiter, partait en tournée. Ce n'était, je le sais, qu'un civil et voilà de sa part une grande présomption. Certes si Ramolot se plaignait qu'on dût recruter l'armée dans le civil, il eut pu vanter aussi l'avantage de recruter le Parlement dans le militaire. En attendant, un président de la Commission du budget qu'on invite à vérifier des demandes de crédit, et à y regarder de près, est bien obligé de se servir de ses yeux.

Cochery se servit de ses yeux en plusieurs circonstances, et quand il revint, il ne dit pas à la Commission tout ce qu'il avait vu; et de ce qu'il lui dit, la Commission ne publia pas tout.

Mais toutes les craintes que pouvait inspirer le spectacle de ceux de nos services publics qui fonctionnent à ciel ouvert s'en trouvaient justifiées.

*
* *

Voici qui ne comporte aucun secret et appartient à tout le monde.

Dans une grande ville de province où je faisais à l'occasion d'un Congrès socialiste un bref séjour, on me fit passer à l'hôtel la carte d'un labadens. Je me rappelai tout de suite le vieux camarade de collège, perdu de vue depuis trente ans : il était lieutenant-colonel, adorant son métier, un peu ronchonneux et mal convaincu de la compétence parlementaire.

Tout en causant : « Je n'ai pas cinquante ans, me dit-il, je suis une jeune culotte de peau.

« Ma culotte, ma vraie culotte n'est pas de peau, mais de drap, et c'est justement cela qui m'inquiète! Voyons, mon vieux! Pour la mobilisation on nous garde un uniforme tout neuf, n'est-ce pas? un pantalon tout neuf? Dis-moi : est-ce que tu montes beaucoup à cheval? En as-tu une certaine habitude? Ceux qui élaborent ces règlements-là, ont-ils l'habitude du cheval?

« J'aimerais bien les tenir dans un petit coin, comme je te tiens là! Ah ça! vous croyez qu'on

entre en campagne avec un pantalon neuf? un pantalon neuf de gros drap dur et raide? Mais au bout du quatrième jour je me demande en quel état mes hommes auront les fesses! Moi, c'est réglé! Je mets mes vieilles frusques, bien usées, bien assouplies au corps. Mais eux! ils auront les cuisses coupées! Ah! tu me trouves stupide, n'est-ce pas? Eh bien! pour l'infanterie, mon ami, la première question, c'est celle des souliers, et des pieds qui sont dedans : pour la cavalerie, la première question c'est celle de la culotte et... enfin ce n'est pas celle des pieds, mais c'est aussi important. »

Les souliers! Y avez-vous pensé aux souliers de la mobilisation? Savez-vous que ce jour-là les chaussures très grandes et très petites surabonderont et que les moyennes manqueront? Savez-vous comment on les conserve? Moi, chaque été, quand je reprends mes chaussures d'alpiniste, il faut qu'on ait eu grand soin de les graisser l'an passé pour que je ne les retrouve pas dures et cassantes. En un an! Et alors, songez à la conservation des chaussures de la mobilisation! pendant combien d'années?

*
* *

La France unanime, le Parlement tout entier ont la plus grande confiance, et la plus méritée, dans notre mobilisation! Cette confiance est un roc.

Mais chaque fois qu'on a sondé, sur un point

quelconque, on a trouvé que c'était pourri.

A la fin de mai, on nous fit voter de gros crédits, pour dépenses militaires urgentes. Gros: un demi-milliard! urgentes? Etienne ne pouvait pas attendre vingt-quatre heures pour les engager!

Prenez garde, au moins, lui cria-t-on, prenez garde! les entrepreneurs vous guettent; les constructeurs vous roulent; les spéculateurs en terrains sont à l'affut! Et Marin lui révéla dans la région de l'Est, tel ridicule chassé-croisé de garnisons, joint à des spéculations évidentes!

Etienne murmurait: « Sais pas! vous remercie vérifierai! » Albert Thomas, le socialiste, produisit à la Commission du budget et devant la Chambre des témoignages qui criaient au voleur Brousse, le modéré, démontra que les millions votés pour la défense nationale allaient sans doute se dissiper en gaspillages, en pilleries.

En Allemagne chaque mark est voté avec la certitude qu'il sera employé efficacement. Si on donne un mark, on reçoit pour un mark de travaux utiles.

Chez nous, si je donne un franc, il se perd soixante-quinze centimes! et s'il y a cinq sous de bien employés, j'ai de la chance!

*
* *

Cette incapacité administrative de l'Etat républicain, je ne m'y résigne pas. Elle n'est ni nécessaire ni éternelle. On peut assouplir toutes nos

administrations et en tirer un rendement parfait.

Il suffit d'utiliser la bonne volonté très réelle de nos fonctionnaires et leur compétence professionnelle. On s'étonne, on critique, on plaisante nos services publics? Moi, ce qui me confond, c'est que soumis au régime qu'on leur applique, ils ne soient pas complètement détruits. J'admire la force et la solidité de nos vieilles charpentes administratives qui ont résisté à ces bourrasques! Mettez à la tête d'une de ces vastes équipes d'employés qu'on appelle un ministère ou un service public, mettez-y un brave homme de député qui tombe là de la lune, ou de la présidence de son groupe, qui n'y connaît rien de rien, ne sait de quoi il est question; garnissez ce personnage des meilleures intentions du monde, assaisonnées selon son tempérament tantôt de paresse, tantôt de zèle bouillonnant; flanquez-le d'une queue d'amis personnels, d'une famille qu'il aime et redoute, d'un cortège de clients et de collègues qu'il doit ménager et satisfaire! Confiez-lui les nominations et les faveurs! Puis dans un an, quand il commence à prendre l'air du bureau et à se sentir au courant, retirez-le, renversez-le, ou collez-le dans le ministère d'à côté. Maintenez ce régime pendant dix, quinze, vingt ans, trente ans, quarante ans!

Et s'il reste quelque chose debout dans cette administration, saluez! et dites : « C'est égal! elle était solide! »

Et puis... ne continuez pas!

Non! encore une fois, non je ne crois pas que ce système soit fatal, inhérent à la République, nécessaire, éternel.

Mais s'il n'est rien de tout cela, il est actuel! trop actuel!

Et c'est de la République actuelle que nous nous occupons! C'est elle dont les capacités nous concernent.

Sont-elles rassurantes?

CHAPITRE IV

Le possible et l'impossible.

« Vous vous amusez, me criera Julia, vous nous taquinez! C'est de l'espièglerie. Mais vous ne proposez pas sérieusement de démolir la République et de faire un roi par la seule raison qu'il fera peut-être marcher l'Intendance? L'Ouest-Etat, David, Thierry, l'Intendance ne sont pas des motifs de Révolution; ce sont des abus à réformer. Et, dites donc, Monsieur le député, c'est votre métier, cela! »

J'ai essayé, mon cher Julia, j'ai essayé, sans aucun succès, je l'avoue, et nous verrons comment tout à l'heure. Mais je conviens volontiers qu'en effet je viens de citer des abus qui paraissent faciles à redresser. A première vue, ils ne semblent pas inhérents au régime et l'on ne dirait pas qu'ils tiennent à sa racine.

La République a mal gouverné jusqu'à présent? Disons plutôt qu'on a mal gouverné sous la République! C'est la faute des hommes plus que du régime. Nous allons y pourvoir.

Soit! j'en accepte l'augure! Méfions-nous, pourtant d'une illusion très répandue! Je l'appelle l'illusion des « Si ». En raisonnant, on ramène tout fait politique à la volonté humaine; les obstacles matériels s'évanouissent et on s'écrie : « Comme c'est facile! Si... on voulait! »

Tout le raisonnement anarchiste se ramène à cela. J'ai entendu Lorulot dans je ne sais plus quel meeting aux Sociétés Savantes répondre à Francis de Pressensé. Quel logicien! quel magicien! De sa baguette, il touchait successivement tous les maux de la société, et montrait sous chacun d'eux les volontés perverties : « ... Si on voulait... si on s'entendait... » A sa parole, les difficultés se rétrécissaient, se ramassaient, se réduisaient jusqu'à rentrer toutes dans ce « Si » des volontés humaines, comme les moines de Chaucer rentraient tous dans le derrière du diable.

L'erreur est de croire que, s'il est difficile de transformer les conditions physiques et de changer la nature inanimée, il est facile de diriger les volontés et la nature humaine.

« Si on voulait! C'est si facile! » Parce qu'entre notre pensée et le but nous n'apercevons aucun obstacle matériel, comme rien ne s'interpose sur la route, rien que les habitudes, les sentiments et les mœurs des hommes, l'espace nous paraît libre, l'air translucide et l'horizon tout proche de la main!

Il subsiste beaucoup de cette illusion générale des libertaires dans nos espérances de réformes

partielles : si aisées, si promptes en apparence, puisqu'il suffit de vouloir.

Hé! ce n'est pas si facile! Notre volonté individuelle, déjà, c'est à tort que nous nous en croyons les maîtres! Et notre intelligence domine moins nos tendances qu'elle n'est dominée par elles! Quant aux volontés collectives, à la volonté du groupe, c'est aussi difficile à mouvoir que la matière!

Mais ne chicanons pas! Je n'ai aucune intention de faire un roi, vous le savez bien, et ce n'est de ma part qu'un procédé de raisonnement. Oui! l'idée républicaine peut, je m'entête à l'espérer, prendre corps en réalités moins grotesques et moins malfaisantes. Oui! on peut concevoir une République moins étrangère à toutes les conditions de la vie et de l'action. Il le faut d'autant plus que la République actuelle n'est pas seulement, comme j'essayais de l'indiquer dans les pages précédentes, incapable de faire la guerre, elle est tout aussi incapable de faire la paix. L'œuvre belliqueuse dépasse sa force, mais les œuvres de paix la dépassent également.

Changeons-la, Julia, améliorons-la. Mais je vous assure que ce ne sera pas un mince changement, comme on est tenté de le croire! Ce sera une transformation si profonde qu'elle ressemblera plus que vous ne pensez à une révolution! Les abus paraissent ne tenir à rien, et l'on est tenté d'allonger le bras pour les arracher d'un simple geste comme le promeneur arrache nonchalamment un paquet de gui sur une basse

branche! Allez-y! Touchez-y! Tirez dessus! Cela tient plus ferme que vous n'auriez cru!

Les abus ont l'air d'être superficiels! Mais ce n'est qu'une apparence.

Vous avez le coup d'œil trop fin pour n'avoir pas distingué, tout à l'heure, derrière le touffu de nos mésaventures, l'une des causes qui les produisent. Nous l'avons désignée du doigt! C'est ce défilé rapide à la tête des grandes administrations de ministres éphémères et sans compétence. Évidemment cela ne tient pas à l'essence du régime; ce n'est pas un article du programme républicain, et l'on peut citer des ministres, comme Delcassé, qui sont restés longtemps en place. Croyez-vous cependant qu'il soit aisé de remédier, sans changer gravement nos institutions ou sans transformer profondément nos mœurs politiques, à cette instabilité, par conséquent à cette inaptitude, du personnel gouvernant?

Vous voyez, c'est plus compliqué qu'on n'eut dit! Il ne s'agit pas d'une réparation légère qu'une bonne équipe enlève en quinze jours. Il s'agit d'une réfection considérable qui touche aux murs les plus épais et aux fondations même de l'édifice. Œuvre considérable et longue! Elle ne nous effraie pas, ni ne nous décourage! C'est pour cela que nous sommes républicains. Le progrès et la République nous apparaissent comme une série d'efforts continus et sans trêve; et la liberté, comme la condition de ces efforts et de ces progrès.

Mais ces efforts, ce progrès, cette vie libre, ces luttes intérieures des partis qui veulent créer l'avenir contre ceux qui veulent conserver le passé, tout cela, c'est la paix ! tout cela suppose une politique de paix ! La démocratie est donc vouée à la paix : c'est ce que je veux rappeler !

Voyez-vous, Julia, si pour suivre une politique de guerre, il est indispensable de douer la République de capacités qui lui manquent, n'engagez pas cette politique de guerre avant d'avoir accompli votre œuvre de transformation ! Ce serait imprudent ! Assurez-vous d'abord d'un régime capable de savoir, de prévoir et de vouloir.

Votre régime guerrier peut-il être un régime républicain? Non ! je ne le crois pas !

Je crois, comme je disais plus haut, qu'il faut et qu'on peut douer la République de la dose d'intelligence et de volonté que demandent les œuvres de paix.

Je ne crois pas qu'on puisse jamais tirer de la République les qualités qu'exige une politique de guerre ; et je me prétends d'accord là-dessus avec la pensée profonde des meilleurs fondateurs de la République.

Non ! on ne peut pas adapter la République à une politique de guerre ! Ne le lui reprochez pas ! La République est faite pour la paix. Félicitez-la d'être inférieure au Roi pour la guerre et la préparation diplomatique de la guerre. Un savant est fort inférieur pour les crocs à un

tigre; mais il ne se sent point humilié de n'être pas ce fauve superbe, cette belle bête de proie.

*
* *

Nous élèverons la République à la capacité de se conduire dans la vie, mais dans la vie pacifique et industrielle : et ce sera déjà un grand changement!

Les administrations d'Etat deviendront intelligentes et souples. Leur direction cessera d'être incohérente et discontinue : et ce bouleversement sera tel que c'est à n'y pas croire!

Mais nous ne pouvons pas l'élever à la capacité guerrière! Non seulement parce que nous ne le souhaitons pas, mais parce que c'est contradictoire! c'est impossible!

La vie militaire et belliqueuse d'un peuple a d'autres exigences que la vie économique et industrielle. Nous parlions de tigre? En effet, ses crocs et nos dents nous présentent une excellente comparaison! Nous avons besoin de dents pour manger : mais nous ne sommes pas obligés d'en user pour mordre les gens!

Le tigre y est obligé! De même, tout gouvernement a besoin de durée et de continuité pour former des plans et les suivre. Mais un gouvernement de conquêtes a besoin, en outre, de secret, de dissimulation et d'intrigue.

Ne me dites pas qu'il peut s'en passer, que vous ne voulez pas de conquêtes, que vous ne visez qu'à vous défendre : pur verbiage.

La guerre d'aujourd'hui n'est pas comme

sous la Révolution, une action qui peut à la rigueur s'improviser! Une guerre moderne est l'éclat brusque, l'explosion violente qui suppose la lente fabrication, la longue accumulation des explosifs. C'est le corps à corps rapide qui décide en quelques instants la valeur de deux champions, soumis depuis des années à un entraînement méthodique.

Pas de préparation? Aucune chance! Les forces des combattants sont supposées à peu près égales, car le nain a renoncé, de nos jours, à se mesurer avec le géant. La victoire appartient donc à celui qui a le mieux appris à user de ses forces et qui a le mieux choisi son moment.

Guerre de défense, guerre de conquête, supposent l'une comme l'autre la préparation militaire et la préparation diplomatique. Qu'il y ait dans la préparation militaire une partie industrielle, je ne le nierai pas, puisque je me suis appuyé là-dessus tout à l'heure. Mais il y a autre chose! Croyez-vous que les relations d'un roi héréditaire avec ses généraux soient les mêmes que celle d'un ministre de la guerre avec les généraux qui l'ont vu arriver et qui le verront partir? ou même celles d'un Président de la République?

Surtout, la préparation militaire n'est rien sans la préparation diplomatique. Il n'y a plus entre grandes puissances, comme la France et l'Allemagne, de collisions particulières! Quand par impossible les autres nations se mettraient

d'accord pour les laisser combattre seules, cet accord ne tiendrait pas, car la victoire de l'une ou de l'autre changerait toute la situation européenne : de là, l'impossibilité de nous laisser régler seuls cette situation. Les alliances interviennent donc, puisque cette grande guerre mettrait aux prises toutes les nations d'Europe.

Les alliances guerrières supposent des plans secrets, des négociations cachées, une capacité de dissimulation et d'intrigue.

L'alliance russe, pourtant, n'a jamais été connue des Chambres dans toutes ses clauses?

Je le sais bien! Il en est résulté qu'en cela, d'une part, la République a cessé d'être républicaine; et d'autre part, l'alliance russe n'est pas devenue une alliance.

La République n'a point été républicaine, car il est antirépublicain et caricatural de contracter en République des alliances dont le peuple ignore les clauses essentielles.

L'alliance russe n'a jamais été une alliance, parce qu'il n'y a jamais eu prise de contact réelle et intime entre les deux alliés. Jamais les deux gouvernements, par manque des organes nécessaires, n'ont pu échanger leurs idées secrètes, se communiquer leurs désirs intimes, combiner une action simultanée pour les satisfaire.

Voyez-vous le tsar s'épancher sans réserves dans le sein de Félix Faure? Le supposez-vous prenant pour confident ce brave Fallières. Six ans après, il aurait l'agréable surprise de

retrouver son secret imprimé tout vif dans un beau volume de « *Mémoires d'un ancien Président* » ou « *Histoire d'un Septennat* ». Les journaux en publieraient des extraits. Mais à Berlin, on n'attendrait pas l'apparition du volume pour en être informé dans le menu détail.

Changerons-nous cela? Par quelle altération profonde de l'institution républicaine? Par quel organe dictatorial? Par quelle caricature de royauté sous étiquette républicaine? Un Conseil des Dix? Un Comité de Salut public? Un Président irresponsable? Un Premier Consul?

C'est tenter l'impossible. Permettez-moi un souvenir personnel. Je vous avouais tout à l'heure qu'il m'est arrivé en diverses circonstances d'essayer une faible ébauche d'organisation républicaine : sans le moindre succès! Voici l'une de ces occasions.

J'ai proposé un jour à la Chambre, après la crise d'Agadir, d'essayer de créer un nouvel organe. Oh! c'était très modeste, mais peut-être susceptible de développement; et d'ailleurs je ne redoute pas qu'une réforme se présente sous un aspect modeste, embryonnaire.

La proposition consistait à organiser, pour la direction des Affaires Extérieures, un Conseil composé de tous les anciens ministres des Affaires Etrangères. J'espérais même que plus tard on y adjoindrait les anciens présidents de la République et quelques anciens diplomates. Bien entendu, il n'était question que d'un Con-

seil Consultatif que le ministre des Affaires Etrangères mettrait au courant des négociations particulièrement graves et épineuses. En cas de crise, il me semblait que ce serait pour lui un appui précieux. S'il était nouveau venu en diplomatie, et novice, comme c'était le cas de M. Caillaux, il rencontrerait là des hommes dont les connaissances et les souvenirs l'aideraient à se diriger dans le labyrinthe. Ses prédécesseurs l'instruiraient par leur expérience personnelle, et rendraient pour lui vivantes nos annales et les archives du quai d'Orsay. J'y voyais une ébauche de tradition !

Etait-ce chimère pure? Au contraire, la pratique spontanée et tâtonnante me guidait. Caillaux, environné de difficultés, très embarrassé — et je l'en félicite ; et je plaindrais beaucoup le présomptueux qui, en telles circonstances, n'eut éprouvé nul embarras — Caillaux avait d'instinct cherché du secours. Par une démarche très significative il alla lui-même au vu et au su de tout le monde, conférer avec d'anciens présidents du Conseil et d'anciens ministres des Affaires Etrangères. Je me rappelle notamment qu'il alla frapper à la porte de M. Clemenceau et à celle de M. Ribot. Mais que pouvaient-ils faire, mal informés, instruits par la seule lecture des journaux et par l'exposé d'une heure que leur faisait Caillaux?

Clémenceau répondit tout sec à Caillaux que c'était son affaire et qu'il n'avait qu'à se débrouiller. Ribot enguirlanda la même réponse

de phrases plus longues et plus aimables. Avaient-ils tort?

Au lieu que si ces messieurs avaient fait partie d'un Conseil comme celui dont je parle, ils auraient suivi l'affaire par le détail et connu au fur et à mesure tout son développement. Ils auraient pu donner conseil et non pas se retrancher dans un refus courtois ou brusque, ni répondre que ce n'était pas leur affaire. Ils auraient eu qualité.

L'idée était-elle bonne? Peu importe à ma démonstration. Si elle était chimérique, cela prouve davantage la difficulté de douer notre politique extérieure d'un organe de continuité. Ce que je retiens, c'est l'objection qui me fut faite, après la séance, par tous ceux que ma proposition choquait. Ah! comme ils se connaissent bien! et quel jugement sévère ils portent sur les mobiles supérieurs qui guident les hommes politiques!

« Rassembler tous les anciens ministres des Affaires Etrangères? Mais, mon bon ami, ils ne penseraient qu'à jouer des tours à leur successeur! D'où arrivez-vous, voyons? »

Vraiment? Ainsi ces excellents patriotes, ces anciens chefs de la diplomatie française, en présence du péril, en face d'une situation qui peut tourner au tragique, n'auraient d'autre préoccupation qu'une jalouse malveillance envers celui qui, pour l'heure, joue les destinées de la France?

Inclinons-nous! Je n'eus garde d'insister. Il

faut s'en rapporter aux parlementaires! Ils doivent avoir raison.

Mais cela autorise un certain scepticisme touchant la capacité de la République en matière de politique extérieure, et la possibilité d'y mieux adapter l'institution républicaine!

Mon idée ne valait rien, je le vois bien! En avez-vous une autre?

Sinon, soutenez-vous encore que la République peut s'accommoder d'une politique de guerre?

*
* *

Pourtant quel moment que celui d'Agadir! Et l'affaire de la N' Goko Sangha! Et plus tard, les oublis épiques qui firent sortir du quai d'Orsay M. de Selves!

Faut-il des preuves plus fortes et des leçons plus convaincantes?

CHAPITRE V

La preuve par la N'Goko.

Ne l'examinons pas dans son détail. Il y faudrait un livre tout entier. Du reste, si ce livre était bien fait, il n'en existerait pas de plus révélateur. On y verrait à l'œuvre quelques-uns des microbes les plus actifs de notre décomposition.

Un historien l'écrira peut-être plus tard ce volume. Sera-ce un historien français? ou bien quelque érudit, essayant de ranimer une époque historique disparue, et de raconter la chute d'une grande nation?

On y peut tout voir : ramassés en un étroit espace, tous nos maux y grouillent. On y voit une farandole échevelée de ministres qui se succèdent et passent devant nos yeux en courant les uns après les autres sur la scène d'un théâtre, avec toutes les surprises, les quiproquo, les coq-à-l'âne et l'imbroglio d'une farce comique.

On y voit l'imbécillité d'abandonner de vastes

territoires à de grandes compagnies; et la sottise, après cet abandon, de se désintéresser de leurs succès.

On y voit ces grandes compagnies comprendre très vite qu'il est infiniment plus fructueux d'exploiter l'Etat que les lointains territoires; et qu'il y a plus d'or à tirer de la faiblesse des ministres que des sauvages d'Afrique.

Enfin, l'exigence de ces compagnies tournant au scandale, on les voit menacer les ministres, leur faire sommation dans leur propre cabinet au nom « de la presse française et de deux cents députés », engager des négociations avec l'Allemagne; traiter à Berlin, en dehors du gouvernement d'abord; et puis, à la demande du gouvernement!

On y entrevoit pis encore, et jusqu'à la haute trahison, jusqu'aux instigateurs français, courant après la rançon extorquée, l'« indemnité » qu'ils croyaient tenir et qui va leur échapper, furieux, et provoquant « le coup de sonnette » et le « coup de poing sur la table », qui s'appelle dans l'histoire le coup d'Agadir.

Ah! oui! l'instructive, l'attristante histoire! Nous n'y chercherons aujourd'hui que la preuve et la cause, en tableaux vivants, de notre infirmité gouvernementale.

Je l'ai tenue sous mes yeux, cette preuve, et j'ai vu s'étaler cette cause, aux séances de la Commission du budget pendant l'enquête sur la N'Goko Sangha!

A loisir et longuement on les pouvait contem-

pler. Elles étaient en vie; elles remuaient; elles s'agitaient devant nous, et parlaient par des bouches humaines.

Ces hommes qui parlaient-là, étaient-ils des coquins? Avions-nous à démasquer des bandits et leurs complices ?

Mais pas du tout! Tous ces ministres et anciens ministres étaient de braves gens. Il eut bien mieux valu qu'ils fussent des scélérats ! Si nos maux tenaient à la perversité des hommes, ils seraient plus aisés à guérir. Des scélérats, on s'en débarrasse, on les remplace par d'honnêtes gens; et après le départ de ces misérables, on répare du mieux possible les dégâts qu'ils laissent derrière eux; la cause du mal a disparu.

Mais non! ce serait trop de veine! Nous ne sommes pas si favorisés! Nous avions par malheur affaire à d'honnêtes gens, à d'honnêtes ministres, et ainsi la cause de nos maux était plus profonde qu'une simple canaillerie individuelle.

Faute d'individus, non! faute du régime!

Regardez! A côté de Cochery : ce monsieur qui sourit par tic, c'est Milliès-Lacroix, sénateur, ancien ministre des Colonies. Celui-là n'est pas seulement un honnête homme qui s'est refusé au rôle de complice; cette neutralité ne lui a pas suffi : il a résisté aux entreprises criminelles, bravé les menaces ouvertes et l'intrigue cachée.

Ce bon serviteur a tenu tête aux gens qui dévalisaient l'Etat et mis à la porte ceux qui osaient défier, en sa personne, le représentant de la République.

Ecoutez-le : il raconte la scène! et la Commission du budget apprend avec stupeur (je me rappelle une impression de ce genre, étendu au haut d'une falaise des Cornouailles, la tête allongée par dessus le bord, et, en dessous, l'effroi d'une mer furieuse, des noirs écueils et des eaux écumantes) que l'audace des grandes compagnies coloniales s'est enflée à ce point que l'agent de l'une d'elles est venu porter au ministre des menaces de guerre et lui crier dans la figure : « Prenez garde! J'ai derrière moi la presse française et deux cents députés! »

D'où est née cette audace? Attendez! On n'aura pas besoin de vous le dire. Vous allez de vos yeux voir le comment et le pourquoi! Milliès racontait son histoire, avec ses souvenirs personnels, les actes de son ministère; tout à coup il s'interrompt : « Mais ceci n'est plus de mon temps! C'est sous votre ministère, mon cher Trouillot, n'est-il pas vrai? » Car on a aussi convoqué Trouillot et le voici à la gauche de Cochery, à côté du ministre actuel.

Mais non! Milliès-Lacroix doit se tromper! Non! Trouillot ne se rappelle pas! Ce n'était pas « *de son temps* » non plus.

Alors Trouillot et Milliès se tournent tous les deux vers un membre de la Commission du budget. « Est-ce que ce n'était pas *de votre temps*, Clementel »?

Mon ami Clementel est assis à côté de moi. Tiens! c'est vrai! il a été, je me le rappelle, quelques jours aux colonies. Ce n'était pas non

plus de son temps, mais permettez! permettez! Il croit bien que la mesure a dû être prise après la chute du précédent cabinet, avant sa propre arrivée et dans cet interrègne où les bureaux font signer tout ce qu'ils veulent!

Pendant quelques minutes, Trouillot, Milliès-Lacroix, Clementel parlent ensemble et rapprochent des lambeaux des souvenirs. Lambeaux de mémoire, lambeaux de vérité, lambeaux de pouvoir! Un ministre, deux, trois, quatre! Il en arrive de partout. Il s'en dresse à tous les coins de la salle! On dirait qu'il en sort de dessous les tables!

Depuis le début de la N'Goko-Sangha jusqu'au jour de cette enquête, savez-vous combien il en a passé au ministère des Colonies? Sept!

Sept! regardez-les! ils grouillent! Encore ne sont-ils pas tous là! Bien mieux! Tous ceux qui sont là font entendre une même plainte! Ils étaient gênés par les ministres des Affaires Etrangères! Les Colonies étaient contrecarrées par le quai d'Orsay!

Ainsi ce n'était pas assez d'une succession de sept titulaires pour créer l'incohérence, le désordre! pour livrer les décisions au hasard des interrègnes, aux corruptions de la Compagnie, aux complicités des bureaux!

Il fallait encore surajouter à la brièveté de ces éphémères, les tiraillements des services! La compagnie allait de l'un à l'autre, ici accueillie comme un auxiliaire officieux, auquel on n'a rien à refuser; là, traitée en adversaire

avide contre lequel on va plaider; jouant du quai d'Orsay contre les Colonies et se plaignant des Colonies au quai d'Orsay, à la Présidence du Conseil, partout.

Les ministres passaient : la Compagnie durait!

Une volonté : sept volontés! sans compter les autres!

Car j'oubliais! On oublie forcément quelque chose en cette aventure trop riche! J'oubliais! Au cours même de l'enquête, le ministre changea! Tel, qu'on entendait la semaine dernière comme ministre en fonctions et porte-parole de l'Etat, dépose, cette semaine, comme ancien ministre! Il est passé au rang d'Honorable Prédécesseur. On l'entend comme une espèce d'archiviste!

Impression d'abîme, disais-je tout à l'heure? Oui! par moments! impression de gouffre, où l'on va tomber!

Mais à d'autres moments, de cocasserie! à d'autres, dédain! dégoût! nausée! pétaudière!

Ah! les journées de cette enquête-là! Elles m'ont éclairé pour toujours!

Saviez pas? Hé si, mon ami, si! je savais, parbleu! Je savais comme vous savez! en haussant les épaules! en y pensant à l'occasion! en riant! puis en oubliant! On sait les choses comme cela! comme tout le monde!

Un jour, on les voit!

Cette enquête-là n'enquêtait pas que la N'Goko-Sangha! Elle enquêtait la République.

Voilà la résistance de l'Etat français quand il

a en face de lui une compagnie de Français, comme partenaire d'abord et associée, bientôt transformée par la tentation d'exploiter cette faiblesse, en adversaire. Voilà ses facultés de lutte! A l'intérieur! Entre Français! Là où il peut à tout instant, dire : Je veux!

Et ne croyez pas que l'affaire de la N'Goko soit exceptionnelle et monstrueuse! Elle est normale! Elle est typique! D'après cet exemple et ce type, vous pouvez juger comment on traite avec l'État soit qu'il s'agisse de bâtir un fort, soit qu'il s'agisse de subventions aux grandes compagnies maritimes!

Jugez tout d'après cela! Ramenez tout à cela! Cela vous éclaire tout! Les mêmes causes que vous avez saisies là à nu et sur le vif, agissent partout.

L'histoire financière contemporaine de la France, si elle était jamais sincèrement écrite, serait faite de l'histoire d'une foule de pillages particuliers, comme la mise à sac d'une ville conquise!

C'est la mise à sac d'une nation sans cervelle par des financiers habiles. Voyons ce qui se passe quand l'Etat français a en face de lui, non plus des nationaux, mais des gouvernements étrangers.

Vous le devinez, n'est-ce pas?

La preuve par Agadir.

Je l'ai vu, comme dans l'affaire de la N'Goko, à l'occasion des traités marocains.

J'étais moins bien placé, n'étant pas membre de la Commission des Affaires Etrangères. Je n'étais que dans les couloirs. Cela suffisait. Les attitudes significatives nous échapperont, mais les faits sont publics. Il ne nous manquera que la mimique des acteurs.

Retenez bien que, là encore, nous ne rencontrons ni des personnages stupides ni des gens malintentionnés. M. Caillaux, parmi l'équipe nombreuse et bigarrée de nos gouvernants, étincelle d'esprit vif et prompt, comme il passe, dans le va-et-vient des couloirs, d'allure pimpante et dégagée! très dix-huitième siècle, petit marquis, Œil-de-bœuf, lestement courtois, avec une pointe de fatuité exquise et parfumée. Dieu! qu'il m'avait séduit naguère, ce charmant homme, et quel gré nous lui savions d'allier ces façons supérieures à des mérites solides de technicien. Car ce muscadin connaît la finance à fond, comme un ancien inspecteur des finances et un administrateur de grandes sociétés. Il en possède les dessous sur le bout du doigt. Ah! si les socialistes étaient aussi bien au courant que lui! Je me rappelle toujours avec admiration cette merveilleuse, cette illuminante analyse des bilans de sociétés de navigation qu'il osa porter à la tribune dans une discussion sur les Primes à la marine marchande.

Quel jet de clarté! Quelle précise connaissance des choses! Quelle pénétrante étude de vie financière! En l'écoutant j'en faisais comparaison, à part moi, tout enchanté et tout honteux, avec nos dénonciations véhémentes mais générales, vagues, mal informées.

Caillaux comprend vite et bien, et il pense avec précision. Songez-y! Quelle force pour cet homme politique de connaître parfaitement ce monde de la Finance, dont les opérations se lient si étroitement, dans l'Europe moderne, aux négociations diplomatiques. En prenant la direction des affaires, il y apportait donc, de ce côté, une préparation incomparable.

Par contre, au point de vue diplomatique. il était nul! parfaitement nul! novice! béjaune! il était au courant comme vous et moi; il était bon badaud comme vous et moi. Bien entendu, badaud étincelant, d'une conversation prestigieuse, persiffleur, supérieur toujours, et toujours sûr de lui : badaud quand même! badaud à fond, malgré ces dehors éblouissants.

Le bon sens aurait pu le sauver. Oui! ou le guider tout au moins! Et la prudence; et la réserve qui ne s'aventure qu'en tâtant le sol du pied.

Le bon sens, oui! Par malheur, Caillaux n'a pas de bon sens. Que voulez-vous! On ne peut pas tout avoir! et non plus, il n'est pas prudent ni réservé! Ce sont des qualités épaisses et lourdes. Il est, comme je disais, léger, leste, sûr de lui-même, insolent à ravir.

Toute cette affaire d'Agadir, il la mena par

dessus la tête de son ministre des Affaires Etrangères, M. de Selves.

Encore un, M. de Selves qui était plein de mérites et de talents! Et celui-là n'était pas étranger à la diplomatie. D'abord il était le neveu de son oncle! un neveu de M. de Freycinet ne saurait manquer d'être un peu diplomate. Puis, à l'Hôtel-de-Ville de Paris il avait réussi un tour de force, un vrai chef-d'œuvre. Il y avait trouvé un Conseil municipal frondeur, turbulent et chicaneur. Ce terrible conseil municipal, M. de Selves le mit dans sa poche! oh! tout doucement! à petit bruit!

On n'entendit jamais rien qu'un discret tintement. Il disait volontiers, avec un sourire matois : « J'ai fait l'union à l'Hôtel-de-Ville sur le terrain des affaires. » C'était un bon moyen. Il y ajouta une tactique excellente : une de ces tactiques qui classent un homme d'Etat républicain et le tirent de pair. Comprenant que pour sa besogne, plus il y aurait de nationalistes au Conseil, mieux cela vaudrait pour le Gaz, les Omnibus, les affaires sérieuses, il lia partie avec eux, fit très adroitement leur jeu, et son triomphe fut complet le jour où la capitale de la République eut enfin élu une majorité nationaliste.

Il va sans dire qu'aucun ministre républicain ne parut s'en apercevoir ni lui en tenir rigueur. Tous en conservèrent cette seule impression que M. de Selves était doué de qualités diplomatiques de premier ordre.

Il faut croire, tout de même, qu'il n'y a pas une identité absolue entre les petites manigances municipales et la conduite de nos affaires extérieures. Différence de milieu, peut-être? Quoi qu'il en soit, M. de Selves, malgré toute son application et sa bonne volonté, parut toujours un peu dépaysé au quai d'Orsay. Cet homme fin comme l'ambre y prit tout de suite l'air d'un nigaud. Cet esprit si ordonné, cet expert classeur de dossiers fit l'effet d'un brouillon dangereux.

Qui, diable, s'avisera de blâmer Caillaux d'avoir négocié par dessus sa tête quand on se rappellera que tout de go, au lendemain de l'envoi du bateau allemand devant Agadir, il télégraphia à son collègue d'Angleterre pour s'informer si, le cas échéant, un vaisseau de guerre anglais pourrait aller là-bas?

Comme cela, tout bonnement! Par mesure de précaution, sans doute! Il a dû penser qu'on ne court jamais de risque à se renseigner!

Caillaux mit le holà : mais pendant toute la durée des négociations avec l'Allemagne, il y eut deux diplomaties françaises : celle du quai d'Orsay, et celle de Caillaux qui était aussi celle de la N' Goko Sangha!

L'Allemagne se trouvait ainsi en face de deux organes de l'État français, comme tout à l'heure la N'Goko en face des Colonies et du quai d'Orsay. Inutile d'insister sur le parti qu'elle en tira.

Naturellement les deux chefs de ces deux

diplomaties françaises se jetèrent ensuite à la tête toutes les fautes commises, chacun voulant s'en décharger sur l'autre.

A la Commission du Sénat, Clemenceau, vieux casseur de vitres, apercevant ce pétard, mit le feu à la mèche et les fit sauter tous les deux.

Avant de sauter, M. de Selves avait eu le temps de nous offrir une belle leçon de choses : un de ces résumés, de ces raccourcis que j'aime à recueillir ici comme les plus riches de preuves.

Les négociations espagnoles.

M. de Selves suivait avec tant de zèle et une attention si concentrée les négociations avec l'Allemagne qu'il avait oublié l'existence de l'Espagne.

Oublié? mais là, totalement! Oubli complet, absolu! Il ne se souvenait plus qu'elle existât, ni qu'à propos du Maroc la France eut jamais causé avec elle.

Oubli qui aurait pu nous coûter cher, si l'Allemagne avait sérieusement voulu nous mettre à mal, et si l'affaire d'Agadir avait été vraiment d'origine et d'inspiration allemandes.

Mais oubli d'une entière bonne foi! Rien d'affecté! Nul calcul! Sincérité entière. Jamais ce brave M. de Selves n'a pu se persuader que cette faute-là fut de sa faute.

« Que me voulez-vous? », disait-il dans les couloirs. » Eh quoi? on ose me reprocher d'avoir laissé l'Espagne de côté? On ne se rappelle donc plus les embarras et les inquiétudes de cet été? N'avais-je pas assez à faire avec l'Allemagne? J'étais tout absorbé par Berlin! »

Telle est la dure condition des diplomates. Il y a dans *la Bataille* de Claude Farrère un adorable mandarin chinois dont la phrase favorite est : « Il faut que je pense à droite et que je pense à gauche! » Mais M. de Selves, décidément, n'est pas un mandarin diplomate.

Ce fut la Commission de la Chambre qui lui rappela l'Espagne. Tiens! C'est vrai! Il y a l'Espagne! Ce n'est pas assez d'avoir réglé avec l'Allemagne, il va falloir régler avec l'Espagne. M. de Selves continua d'être d'une entière bonne foi. Il déclara qu'il n'avait pas eu le temps jusqu'ici, on devait bien le comprendre, de s'occuper de l'Espagne mais qu'il allait s'y mettre sans tarder.

« Votre prédécesseur avait-il pris la précaution, Monsieur le ministre, de faire des réserves? Y a-t-il eu échange de correspondances avec Madrid? »

« Non, Messieurs! Aucune réserve! Il n'y a trace d'aucune correspondance! (Ainsi je suis à couvert : c'est Cruppi qui prend!) ».

Dans le court trajet du Palais-Bourbon au quai d'Orsay M. Bapst lui propose des doutes. « Quel effet à Madrid! Nos négociations futures vont être bien compromises par de tels aveux!

Il n'est pas possible qu'on n'ait pas écrit! On écrit toujours! Cherchons! »

On trouva si bien que, le lendemain, le ministre put revenir devant la Commission avec une douzaine de lettres, où l'on pouvait lire, avec quelque bonne volonté, toutes les réserves possibles.

Et mis en train par cette heureuse trouvaille, on fouilla les archives pour y chercher les conventions antérieures : on en trouva trop! Il y en avait dans tous les tiroirs. Personne ne les avait connues. M. Delcassé les méditait, les préparait, les proposait, les signait, les classait. On n'eut pas demandé mieux que de les oublier! Mais il fallait s'attendre à les retrouver à Madrid.

Elles stupéfièrent, ces conventions, elles irritèrent quand le texte en fut connu. Bien à tort! Pour les juger, il eut fallu se replacer dans l'état d'esprit qui les avait inspirées, suivre le plan avec continuité! au lieu qu'enfermés dans le moment présent, nous n'étions sensibles qu'aux seules craintes et aux seules espérances de l'heure. Les coloniaux, heureux que le Maroc leur tombât vite dans les mains, se fâchaient que l'Espagne eut reçu trop belle part. Personne, ni eux, ni la presse, ni le public, ni le ministre ne s'expliquait pourquoi Delcassé avait pu nous lier ainsi.

Il y avait un pourquoi, cependant! Une raison fort grave et qu'il eut suffit de rappeler. M. Delcassé avait compris l'utilité d'une alliance entre

la France et l'Espagne. L'Espagne ne peut manquer de sortir un jour de la retraite où l'ont confinée ses revers. La question n'est pas de savoir si elle sortira de son recueillement. La question est de savoir si elle en sortira pour nous ou contre nous.

Pour la décider, M. Delcassé lui proposait un beau morceau du Maroc avec la promesse de notre appui amical et de notre concours militaire et financier. A charge de revanche! Deux cent mille bons soldats d'Espagne combleraient à merveille les insuffisances de nos effectifs.

Cette intime alliance, conseillée par Edouard VII supposait le concours de l'Angleterre, qui y trouvait ses sûretés pour Tanger et le détroit; elle supposait, de plus, une intime collaboration au Maroc.

Quand vint l'heure d'exécuter le plan, on l'avait si parfaitement oublié qu'on ne comprit plus rien aux conventions qu'il avait dictées.

Ce plan impliquait l'amitié; et pour le suivre, nous devions, sitôt quittes de Berlin, nous retourner vers Madrid avec le sourire heureux de gens qui vont enfin travailler ensemble.

Au lieu de l'amitié, ce fut la maussaderie.

La France prit l'air d'un chien hargneux. On grognait contre l'Angleterre, comme si elle nous jouait un mauvais tour en ne renonçant pas, pour nous plaire, à la maîtrise de Gibraltar! On grognait contre l'Espagne! Qu'a-t-elle fait l'Espagne pour avoir des droits au Maroc? Rien du tout! L'Allemagne nous l'a cédé tout entier, le Maroc!

C'est nous qui avons couru les périls et cédé une tranche du Congo! Que nous veut-elle, l'Espagne!

Pendant plusieurs mois, ce fut contre elle une série de chicanes, de bouderies, d'accès de mauvaise humeur, une vraie campagne d'intimidation et de menaces. La diplomatie anglaise, agacée, étonnée de nos maladresses, empêcha pourtant l'Espagne de se rapprocher trop de l'Allemagne mais nous fit comprendre très fermement qu'il fallait tenir nos engagements

L'Espagne reçut, en fin de compte, ce que nous avions promis. Mais nous cédâmes de si mauvaise grâce que nous perdîmes, à la fois, et le cadeau et le bénéfice du cadeau!

Si bien qu'aujourd'hui l'Espagne sent qu'elle ne nous doit rien; et quand nous sollicitons son alliance, elle nous demande ce que nous lui offrons!

L'idée d'un rapprochement entre la France et l'Espagne n'aura servi, faute de plan suivi, faute de continuité, qu'à réveiller l'Espagne de son recueillement.

Nous avons eu l'idée de l'alliance espagnole : mais c'est l'Allemagne, vous verrez, qui à son profit la réalisera.

La preuve par la saignée.

Il faudrait ici un volume, et je me borne à une courte mention; nous retrouverons le sujet plus loin.

La faute suprême de la République actuelle envers la France, c'est de la laisser, chaque année, saigner au profit de l'étranger.

Vous connaissez l'opération chirurgicale de la transfusion du sang? Le type le plus attendrissant de cette opération est fourni par une mère anémique et un fils crevant de santé. Une pipette unit pour une heure, les riches vaisseaux sanguins du bon fils aux veines épuisées de la mère.

Le sang passe de l'un à l'autre sous l'œil attentif du chirurgien et le généreux enfant contemple avec un sourire ému sa mère à laquelle il rend la vie.

Sous l'œil mi-clos du gouvernement, le consortium de nos banques d'émission draine l'or épargné par les Français et en verse le flot sur toute la terre, sauf sur la terre de chez nous.

Depuis combien d'années? et combien de milliards sont ainsi partis Caillaux pourrait peut-être en faire le compte. Il en a parlé une fois à la tribune de la Chambre, en mots rapides, pleins de promesses qui demeurent suspendues.

Mais la saignée continue! Le flot a même pris sa direction parfois vers l'Allemagne.

Or, ces générosités, cette prodigalité de force vitale se comprennent et s'admirent, d'un fils à sa mère. Mais quel aveugle dévouement pousse la France à s'ouvrir ainsi les veines au profit de tout le monde? Pourquoi cette saignée?

A-t-on jamais vu un régime tolérer sans y être contraint cette mise à rançon?

N'est-ce pas une belle preuve d'incapacité que ce grand charroi de nos finances au dehors ait pu se poursuivre sans qu'aucun gouvernement républicain bougeât? sans que l'opinion publique, avertie, sursautât?

Nos gouvernants ne demandent jamais de comptes aux Grands Financiers.

Le cri public n'a pas retenti pour les forcer à intervenir. Le cri public? Il n'y a plus chez nous de cri public ni de clameurs de haro : un faible gémissement, tout au plus! un bougonnage, un ronchonnement qui grommelle!

La Guerre veut le Roi!

Est-ce avec de tels organes, de tels moyens, une telle absence de continuité que nous pouvons sérieusement préparer la guerre? Nous ne ferions que préparer la défaite et assurer l'invasion.

Mais quoi? Delcassé n'est-il pas resté sept ans au pouvoir? En voilà de la continuité!

Oui! mais quand un ministre chez nous disparait et s'en va, il n'y a personne qui ait mission d'installer son successeur et de lui mettre en main les fils de la trame qu'il laisse sur le métier.

Ainsi des propositions d'une importance suprême faites par un gouvernement étranger à la chancellerie française demeurent sans réponse parce que le ministre a changé.

Cela est arrivé au départ de M. Hanotaux.

Cela est arrivé à l'avènement de M. Cruppi.

Ainsi encore, des plans en cours d'exécution demeurent ignorés du successeur. Cela est arrivé au départ de M. Delcassé.

« Mais pourtant, n'est-ce pas le devoir de celui qui s'en va de mettre au courant celui qui le remplace? » Allons, il faut voir la pratique! Il s'en va, ulcéré, blessé jusqu'au cœur! et tout homme à sa place, ne s'imaginerait-il pas que par son départ, la France est perdue?

N'attendez donc de lui que des formalités froides et vides qu'il accomplira stoïquement, la face impassible et le cœur douloureux. Il présentera ses collaborateurs au nouveau titulaire. Il lui exposera brièvement les affaires pendantes. Est-ce sur cet exposé que vous comptez? Mais voyez-les donc, face à face, les deux hommes. Le nouveau venu est aussi gêné que l'autre! Il est plein de déférence, de compassion; il veut épargner la susceptibilité du vaincu! mais il déborde de la joie de son avènement, et de présomption! L'un a hâte de s'en aller; l'autre a hâte de le voir partir. Ils songent, en ce moment, chacun à soi; l'un à sa chute, l'autre à son triomphe, bien plus qu'aux affaires.

Est-ce là cette mise au courant, cette délicate et minutieuse initiation qui doit communiquer de l'ancien au nouveau les plans d'ensemble, les directions générales aussi bien que le détail précis et l'exact état des choses? Il y faut le temps, les confidences, les longs entretiens, la confiance mutuelle

Il y a le Président de la République! Je vous attendais là!

En fait, le Président de la République a-t-il, jusqu'ici joué ce rôle? Les faits répondent.

Et pense-t-on quand on le choisit à Versailles, qu'il aura ce rôle à jouer? Et cherche-t-on les qualités qui le rendraient capable de le remplir?

En droit, serait-ce bien conforme à l'esprit de la constitution actuelle?

Savez-vous qu'il y a tel président du Conseil, fort imbu de ses prérogatives, qui trouverait très mauvais et peu parlementaire cette entente directe et cette transmission d'idées et de plans?

Ne me répondez pas que nous avons aujourd'hui Poincaré! Vous tomberiez dans l'erreur, aussi contraire à la logique qu'à l'esprit républicain, de prendre l'individu pour l'institution.

La fonction du Président de la République en régime de Cabinet, en régime parlementaire, ne comporte pas cette ingérence, cette immixtion. Elle peut se produire en circonstances favorables, et être tolérée par une tacite bienveillance, eu égard à la personne qui occupe la Présidence, à la personne qui occupe le quai d'Orsay, à la personne qui occupe la Présidence du Conseil.

Elle ne peut pas être la Règle. Elle demeure l'Exception.

*
* *

« Ah ça! et croyez-vous qu'avec un roi, nous ne courrons pas de risque? Et si la personne du roi... »

Bien entendu! Le roi peut être un sot! C'est un droit que nous avons tous en naissant et dont nous faisons trop fréquent usage pour le refuser aux rois.

La garde qui veillerait aux barrières du Louvre, ne l'en priverait point. L'éducation la plus soigneuse, l'intérêt personnel le plus évident ne le lui ôteraient point. Le roi peut être un sot, un incapable.

Sans doute! C'est le péril d'avoir un Chef! Et si je ne me trompe, cela confirme singulièrement la thèse : la Guerre exige un Roi! La République exige la Paix.

Car, remarquez-le bien, ce risque du Chef incapable, *c'est le risque même de la Guerre*! il est inhérent à la conduite de la guerre. Vous ne pouvez pas pour la guerre et la bataille vous passer de chef : donc vous courez le risque de vous battre sous la conduite d'un général incapable.

Ainsi la Monarchie est soumise aux mêmes exigences et aux mêmes dangers que la Guerre et la préparation diplomatique de la guerre! Et l'adaptation parfaite de cette forme de gouvernement aux entreprises guerrières, la parfaite concordance entre les conditions de la royauté et celles de la Guerre n'en sont que plus frappantes.

Il y a dans la Guerre, comme dans la Monarchie, une part qui n'est pas livrée au hasard et une part qui appartient à la chance. Dans la royauté, la partie solide est représentée par l'en-

semble d'institutions stables, de traditions et de confiance populaire; la part de chance, par la personne du roi avec ses qualités individuelles et ses défauts propres. Dans la conduite des armées, la partie solide est représentée par l'armement, les munitions, le nombre et l'entraînement des troupes; la part de chance consiste dans la valeur du Général en chef qui livre la bataille.

Vous jouez à pile ou face! Vous pouvez tomber sur un Napoléon; vous pouvez tomber sur un Bazaine.

Il est peu concevable que le roi soit un traître, car on ne peut rien lui offrir de plus précieux que le triomphe de sa couronne. Il ne trahira donc son pays que dans les cas où le pays menace de renverser le trône et où le roi cherche un appui à l'étranger. Mais si le roi est rarement un traître, il peut être le dernier des crétins.

C'est la Chance du Chef! du bon chef! du mauvais chef!

En regard, il faut mettre les résultats de l'absence du Chef.

A la guerre, pas de question. On n'a pas encore essayé de se passer de général pour livrer bataille.

Pour préparer la guerre, la question se pose.

Se pose-t-elle sérieusement? Je demandais plus haut si vous imaginiez le tsar s'épanchant dans le sein de Félix Faure ou de M. Loubet.

Supposez qu'il soit possible de réveiller, à la Cour d'Autriche, les souvenirs de Sadowa et de

l'hégémonie perdue. Avec qui, par qui cette besogne de préparation à la guerre, cette manœuvre de politique belliqueuse, par qui sera-t-elle exécutée? J'admets que vous en formiez le dessein : par qui l'accomplirez-vous? Par un ambassadeur? Mais il est envoyé par quelqu'un, que son devoir est de renseigner, et auquel il rapportera la réponse. Ecartons donc cet intermédiaire. Voyez-vous Pichon ou Poincaré opérer en personne? Ils verront le prince-héritier? gagneront sa confiance? le rencontreront, je ne dis pas dans ces visites officielles, surveillées de toute l'Europe, je dis en ces visites familiales, aux mariages des princesses, aux séjours royaux, dans toutes ces occasions où le but diplomatique de la rencontre n'est pas si affiché, et où la rencontre même résulte des circonstances et non d'une préparation?

Vous voyez le prince-héritier d'Autriche qui va s'exposer, en cas d'indiscrétion, aux plus dangereux ressentiments, vous le supposez confiant à Pichon, à Poincaré, qu'il n'a pas oublié l'antique grandeur de sa Maison, ni l'intrigue qui l'a dépossédée? Va-t-il leur trahir le secret de ses relations avec les cours de Saxe et de Bavière?

Dites que vous n'avez pas besoin de tout cela, que vous vous passerez de tout cela : mais ne me racontez pas que vous comptez pour cela sur Pichon, sur Poincaré!

Pour connaître le fond caché des sentiments, préparer secrètement de brusques revirements, des ruptures d'alliances, de soudaines attaques

combinées, des explosions capables de ruiner l'édifice bâti par Bismarck, allez! il faut d'autres gens que des ministres et des présidents! Il faut la confiance entre gens pour qui le risque est le même et l'intérêt pareil. Qu'y a-t-il à risquer? Pour moi, ministre, la chute! et l'oisiveté académique d'un Émile Ollivier! Pour vous roi, la couronne! Je serai le ministre tombé, et simple particulier, entouré d'amis et de fidèles, je demeure grandi par le souvenir des événements auxquels je fus mêlé et qui m'élèvent au-dessus du commun des hommes. Je vous laisserai aux prises avec un adversaire vindicatif, résolu à se prémunir pour l'avenir; vous aurez à vous humilier, à demander pardon; ou bien à livrer seul la bataille que nous espérions gagner ensemble. Je m'en vais et vous laisse en face de vos sujets, de nos ennemis et du danger.

La partie n'est pas égale! On ne liera donc pas sérieusement partie avec nous. Tels sont en face des risques possibles du mauvais Chef les risques certains du Chef absent.

CHAPITRE VI

Le vrai sens de la République.

Mais alors!

Mais alors, que nous importe? Qu'est-ce que cela vous fait? Vous regrettez? Ah! je comprends que vous regrettiez si vous rêvez conquêtes, revanches, rôle historique de la France! je comprends! Je m'étonne seulement que vous ayez été aveugles si longtemps.

Ceux qui ont fondé la République ne l'étaient pas; et la plupart d'entre eux, clairvoyants, ont aperçu nettement que la République impliquait l'esprit pacifique et s'opposait à l'esprit militaire et belliqueux.

Avant 1870, cette vue était très lucide.

« Mais vous oubliez que 1870 a tout changé? »

En effet, 1870 a changé quelque chose, mais n'a pas tout changé; et l'effet de ce changement partiel fut bizarre!

Partis d'un ensemble d'idées très bien lié, qui unissait la volonté républicaine à la volonté pacifique, plusieurs chefs républicains, tels que

Ferry et Gambetta, oublièrent, dans la terrible commotion de la guerre et de la défaite, qu'il y avait une liaison entre les deux.

Ils conservèrent, en vertu de la force acquise et de leur élan d'avant 70, ils conservèrent leurs préférences pour la République, mais ils y ajoutèrent la volonté guerrière et l'idée de la Revanche.

Leur sentiment était si véhément qu'il leur brouilla les idées. C'était vouloir une charrue qui serait aussi un canon. Ils ne s'en aperçurent pas d'abord. Mais je suis persuadé qu'à mesure que l'Année Terrible s'éloignait dans le passé, leur esprit plus rassis cessa de se méprendre. A la fin de leur carrière, les idées guerrières et revanchardes n'étaient plus pour eux qu'une attitude et qu'une feinte.

Madame Adam, entre autres, a souligné vivement ce fait révélateur que Bismarck a désiré la République en France *et que Gambetta ne l'a pas ignoré.* Gambetta, au lieu de s'indigner, en tira parti. Si l'on rapproche ce renseignement des efforts qu'il fit pour rencontrer Bismark, il devient probable qu'avant la fin de sa vie Gambetta était revenu à la véritable notion de la République pacifique.

En tout cas, reconnue ou non, la contradiction entre la République et la guerre demeure absolue.

Question de logique à laquelle 1870 ne peut rien changer! Quand certains républicains ont cessé de la voir, ne commettons pas l'erreur de

croire qu'ils aient découvert une théorie nouvelle de la République!

La République militariste, la République nationaliste, la République guerrière, ce n'est pas une doctrine, c'est une bévue.

*
* *

Cette bévue, jamais Grévy, jamais Ranc, jamais M. de Freycinet ne l'ont commise. C'est d'accord avec l'esprit et la pensée profonde des vieux républicains, des fondateurs de la République, que nous devons aujourd'hui nous appliquer à mettre en lumière cette vérité un peu méconnue: Pour la Guerre, faites un roi; pour la République, faites la paix.

*
* *

Au fond, il faut bien l'avouer, au risque de diminuer cette qualité de clairvoyance que nous leur accordions tout à l'heure, au fond, en réclamant pour notre pays la République, tous les vieux républicains du temps de l'Empire, et tous ceux de quarante-huit, avaient le sentiment profond qu'une ère ancienne se fermait et qu'une ère nouvelle s'ouvrait.

Avaient-ils si tort? En apparence, oui! Au fond, ils n'avaient pas, peut-être, si tort! Nous allons le voir.

En tout cas, tort ou non, ils ont cru cela, oh! mais dur comme fer! Tout le monde avec eux, sentait alors que c'était fini, la lutte entre nations, les guerres entre les peuples! Fini! cela

disparaissait avec les tyrannies! Les peuples libres allaient vivre en frères! Donc, c'en est fait de la vieille diplomatie, de la vieille histoire!

C'est le passé!

Une ère nouvelle va s'ouvrir, ère de liberté, de grandes agglomérations nationales souveraines et fraternelles, ère de démocratie! en un mot, l'ère de *République Universelle.*

Hé oui! de République Universelle! Il n'y a jamais eu, avant 1870, un républicain sincère et ardent qui ne fut convaincu qu'aussitôt établie en France la République gagnerait toute l'Europe!

Déjà la magie de cette grande idée, l'attrait de la liberté, captaient le monde. En 1848, l'ébranlement fut général! Pologne, Allemagne, Hongrie, Italie, tout valsait! Mais quant à cette irrésistible magie, quant aux souvenirs épiques de la Révolution s'ajouterait le spectacle admirable d'une République vivante, installée, pratiquée, et d'un peuple heureux, fort, souverain et maître de lui-même, quelle nation hésiterait? quel trône resterait solide? quelle tyrannie serait assez forte pour dompter l'élan des peuples, avides de s'affranchir?

Utopie! ricanons-nous! Chimère! pauvres rêveurs!

Ah! nous avons beau jeu, nous autres, les faillis, nous autres, citoyens de la République en caricature, nous avons beau jeu à railler les enthousiasmes fous que nous n'avons pas eu la force de justifier.

Raillons, Messieurs, raillons! Prenez seulement garde à ceci : il y a une chimère, plus folle, une utopie plus ridicule que la République Universelle et la Fraternité des Peuples.

Cette chimère, c'est la vôtre! Cette utopie, cette gageure, ce défi au bon sens, c'est une République qui ne se veut plus Universelle, une République nationaliste, militariste et guerrière!

La République continuant l'histoire à la façon royale! Luttant de ruse avec les rois, échafaudant comme eux des combinaisons diplomatiques, fertile en intrigues savantes, capable d'initiatives foudroyantes, d'attaques brusquées et de surprises victorieuses!

La République est propre à cela comme un bon cheval de labour à gagner le grand prix de Longchamps!

Nos aïeux étaient sages, auprès de votre folie! Avaient-ils si tort voyons, de croire à la République Universelle et à l'irrésistible expansion des idées libérales?

Ah! je comprends qu'il paraisse aujourd'hui décrépit, brèche-dents, branlant la tête, et presque gaga, ce pauvre Idéal invalide de quarante-huit et de 1869.

Le monde est si changé! S'ils revenaient à la vie, ceux de 1848, ils se frotteraient les yeux et n'y comprendraient plus rien.

Mais c'est nous qui leur paraîtrions très vieux et fatigués!

Le monde a changé! Ces grandes idées qui devaient tout conquérir sont passées de mode.

La République? Non, ces mots n'émeuven l'étranger! Des Belges vous disent « Je veux République, mais pas celle de Poincaré! J'aime autant notre roi! » Des Allemands déclarent : « La République comme en France? Ce n'est pas la peine de se faire tuer pour cela! »

Et, notez-bien, en disant ces phrases-là, ils ont l'impression secrète d'être en progrès intellectuel, d'avoir gagné du sérieux, de l'esprit positif et de s'être débarrassés d'une illusion!

Encore sont-ce les vieux qui pensent à prononcer le mot de République par un souvenir des enthousiasmes de jadis, et pour s'excuser d'y être infidèles. Les jeunes n'y pensent même plus.

Fantômes de Quatre-vingt-treize et de Quarante-huit ne soyez pas trop sévères pour nous!

Vous autres, en Quatre-vingt-treize, vous n'avez jamais été en République. Vous étiez en Révolution, c'est tout autre chose! en dictature révolutionnaire! La vie quotidienne et tranquille d'un régime républicain stable, vous ne l'avez jamais connue.

Et vous, gens de Quarante-huit, vous avez pu voir un peu par vous-mêmes, si peu que vous ayez duré, que la réalité ne continue pas le rêve aussi facilement que les ruisseaux écoulent l'ondée!

On a cru que l'idée républicaine avait une vertu si grande qu'elle prendrait vie d'emblée, telle Minerve, et possédant toutes les qualités de l'existence réelle sans perdre celles de l'existence imaginaire.

C'était trop demander, certes! et par contre, nous avons trop peu donné!

Aux libres-penseurs, aux ennemis du Vatican nous avons montré longtemps une République à genoux devant le pape : et les admirateurs de Garibaldi, et toute l'Italie populaire, ont pensé : « C'est cela la République? »

Aux travailleurs socialistes, à l'Allemagne ouvrière, marxiste, aux amis de Liebknecht, ancien combattant de nos barricades républicaines, nous avons montré une République massacreuse de grévistes, pourvoyeuse de prisons, et alliée du tsar! Il y avait de quoi les faire vomir!

Aux libéraux, nous avons montré une République si humble, si honteuse d'elle-même qu'elle rougissait de son principe, s'excusait d'être elle-même et tâchait de se faire pardonner de vivre en se faisant toute petite et serrant les fesses! Nous avons étonné l'univers par notre lâcheté intellectuelle et les rois ont été surpris de nos soumissions. C'est en dehors de nous, malgré nous, malgré notre malveillance, que çà et là des Républiques se sont fondées.

Combien avons-nous laissé de mois s'écouler avant de reconnaître la République portugaise?

A l'heure où j'écris, la République Chinoise n'est pas reconnue par nous : les États-Unis l'ont déjà traitée en grande personne! Mais nous l'avons sacrifiée aux financiers.

Quand la Norwège hésitait, avons-nous fait un geste, dit un mot? Elle l'attendait! Toute l'Europe

s'y attendait! Je me souviens qu'Urbain Gohier avait pris l'initiative d'une pétition et nous la colportions à la Chambre, Dejeante et moi : combien de députés républicains signèrent?

Et puis nos criailleries, nos débats confus et bavards, notre Panama, et le goût que nous avons de nous décrier... mon dieu! il y a, en tout ce dégoût, de notre faute et de celle des autres! Il y a de notre faute, car vraiment on pouvait mieux faire; et de la faute de ceux qui du dehors nous jugent, car après tout on sait bien que la vie pratique est moins parée, moins chatoyante et merveilleuse que la vie idéale. Elle est une dure lutte, une marche pénible ; on se débat dans les broussailles et les ronces, on trébuche sur des cailloux, on s'embourbe dans des fanges, et l'on apprête à rire à ceux qui regardent de loin, et qui au fond d'eux-mêmes sont peut-être bien aises de faire un peu les dégoûtés pour se dispenser d'efforts périlleux.

* * *

Oui! je comprends que l'ancien Idéal apparaisse aux contemporains sous les traits peu flatteurs d'un vieux gaga.

Mais dire qu'il a toujours été gaga? Quelle bêtise! Il a été jeune et triomphant! Il a conquis les cœurs!

Ce rayonnement conquérant de la Liberté sur lequel comptaient si fort les républicains d'autrefois, il a existé! Nos secousses ont électrisé tout l'univers! Berlin a suivi Paris! Le roi de

Prusse a salué les barricades. Comment n'aurait-on pas cru à la force de propagande de l'idée républicaine quand elle ébranlait toute l'Europe?

Bismarck et Guillaume ont gagné la partie, soit! mais ils jouaient gros jeu! et ils savaient qu'ils risquaient leurs têtes.

Ils ont gagné! et comme ils ont gagné, il semble aujourd'hui qu'ils ne pouvaient pas perdre! Et tous les badauds hochent la tête d'un air avisé, et déclarent que les idées républicaines ne sont qu'une gourme de jeunesse.

Une vague d'impérialisme, c'est entendu, passe sur l'Europe. Un héros a réussi, contre l'Autriche et contre la France, à bâtir un nouvel Empire. Ce triomphe a produit son effet ordinaire. On adore, on imite, on le met en maximes. Après avoir béatifié, divinisé la force de l'Idée, on canonise, on divinise l'idée de la Force; et comme les sots d'hier bêtifiaient à propos de l'idée, les sots d'aujourd'hui bêtifient à propos de la Force.

Il a tonné tant de coups de canon en Europe que l'idéal de Fraternité universelle amuse et fait sourire, comme une vieille romance, comme

Ce qu'Alonzo disait à la tendre Imogine

qui s'accompagne sur l'épinette!

Regardez-y de près. Vous verrez aujourd'hui même des traces persistantes de la vertu conquérante de l'Idéal de jadis. Il n'a pas perdu toute sa force! et si nous avions osé nous en servir, nous en serions plus forts nous-mêmes.

En Espagne, par exemple, croyez-vous bonnement que la monarchie eut toujours ménagé la France avec tant de précaution, si elle n'eut senti les sympathies républicaines du peuple? Rappelez-vous Alphonse XII en Alsace-Lorraine! On n'était pas loin, alors, d'une entente hispano-allemande!

Mais ce brave peuple espagnol qui a si peu de raisons d'aimer les Français, aime la République, maudit les moines, et garde en Catalogne, comme à Madrid, les yeux tournés vers nous.

Si, depuis vingt ans, nous ne les avions pas, exprès, calmés et découragés, les révolutionnaires d'Espagne, ce n'est pas le Portugal seul qui serait en République! Nous n'aurions pas besoin d'acheter l'alliance espagnole avec les morceaux de Maroc! Nous n'aurions pas à discuter le retour à la loi de Trois ans.

Et la politique belliqueuse ne s'imposerait plus à notre choix, car personne ne serait tenté de chercher querelle à la Fédération des Républiques occidentales!

Tel quel, malgré nous, ce courant de sympathie espagnole sert assez nos diplomates pour nous donner des regrets de ce qu'ailleurs il ait disparu.

Disparu ailleurs? Hélas! plus haut, j'ai donné les raisons extérieures et visibles. Il y en a de pires et de plus profondes! L'enthousiasme républicain ne se propage plus au dehors, parce qu'il a cessé d'exister en nous.

La voilà, la vraie raison!

Ce n'est pas seulement les étrangers que nous avons dégoûtés, c'est nous-mêmes!

Nous avons nous-mêmes perdu l'enthousiasme! et nous ne l'inspirons plus, parce que nous ne l'éprouvons plus.

Comment voulez-vous qu'on nous suive et qu'on ait foi en nous, quand nous n'avons plus foi en nous-mêmes?

Mais quoi! Qu'y pouvions-nous? L'enthousiasme est une flamme qui s'éteint quand elle n'a rien à dévorer. Pour que la République continuât de fasciner les imaginations des hommes et d'entraîner l'humanité vers l'avenir, il eut fallu que la liberté conquise assurât aussitôt le bonheur de tous.

De cela non plus, les hommes de Quarante-huit ne doutaient pas.

La Révolution détruisait les traces de féodalité, les droits seigneuriaux et affranchissait les serfs. Elle avait donc des amis et des partisans partout où il y avait des hommes capables de goûter la liberté et l'affranchissement.

Imaginez la France d'aujourd'hui apparaissant au monde comme le pays où non plus le serf d'antan, mais l'ouvrier moderne est affranchi! où tiré de servitude, délivré du salariat, il est maître dans le monde du Travail et de la Production.

Partout où il y a des travailleurs, il y aurait des cœurs battant d'enthousiasme à son seul nom.

Mais l'Economique est le grand Déterminateur;

et nous sommes un pays de petite culture et de petits paysans! Voilà le secret de notre impuissance. Les ouvriers des villes ne réussissent pas à vaincre l'inertie des campagnes. La République est la promesse d'un grand Essor à travers les cieux. Nous voudrions bien voler. Tout l'univers ouvrait les yeux pour admirer notre vol! Mais nous n'avons pas d'ailes! ou, ce qui revient au même, nos ailes sont trop petites pour le poids de notre corps; et nous les agitons, en vain, comme des oies de basse-cour, toujours sur le point de nous envoler, ne quittant jamais le sol; et par là, à la longue, un peu ridicules, à battre ainsi des ailes sur notre fumier!

∴

Raison provisoire! raison spéciale à la France et qui ne tue pas l'idée républicaine. Soyez tranquilles! Nos pères n'avaient pas si tort, et l'avenir le dira.

Impuissante en France, la Liberté triomphe ailleurs. Déjà elle est reine en Angleterre qui, sous étiquette monarchiste, tourne de plus en plus à la République sociale. La force impérialiste ayant donné tout son effet et construit les grands empires, s'usera par dedans, et à son tour reculera devant l'idée républicaine réveillée.

Quoi qu'il en soit, rêve ou réalité, une chose demeure certaine, c'est que la République a été voulue et fondée en France par des hommes convaincus que l'ère historique des batailles, des guerres, des conquêtes royales était close, et

que l'ère de la Fraternité des Peuples commençait.

Ils ont cru que c'était fini, la vieille histoire; et je suis convaincu qu'ils avaient raison, au fond. Mais il est avéré qu'ils se trompaient sur la date. Leur montre avançait.

Cela va finir, mais de quelle manière pour nous? Prenons-y garde, car la fin de cette période historique pourrait être aussi notre fin à nous, la fin de la France. Avant que la force de l'Impérialisme ne s'épuise, l'Empire Allemand peut vaincre, envahir, conquérir et absorber la France.

C'est à ce destin-là que nous conduit tout droit, je le redoute, la politique belliqueuse.

Je propose donc, ayant démontré qu'il faut opter pour la Guerre, mais le Roi, ou pour la République, mais la Paix, je propose de choisir la Paix.

Mais la Paix est-elle possible? Sommes-nous libres d'opter? Ne nous forcera-t-on pas, même malgré nous, à faire la guerre? Y a-t-il des moyens d'assurer la Paix?

DEUXIÈME PARTIE

LES CONDITIONS DE LA PAIX

Il est plus difficile de préparer l'œuvre de guerre et de bien mener une guerre moderne que d'organiser et de mener à bien les œuvres pacifiques.

Plus exactement, la guerre exige une *tension d'énergie gouvernante* plus élevée que celle qu'exige la paix.

Or, la République, chez nous, n'est même pas capable jusqu'ici de mener à bien l'administration du pays en temps de paix. Elle n'y réussit que médiocrement et tout notre effort ne peut que la hausser à cette capacité.

Donc, inférieure aux tâches de la paix, elle est hors d'état d'entreprendre et de mener à bon terme une politique belliqueuse.

Quiconque est républicain doit par conséquent s'appliquer de toute son âme, pour éviter les pires désastres, à fonder solidement, si cela n'est pas impossible, la paix européenne.

CHAPITRE PREMIER

Les Mauvais Moyens : triple alliance et triple entente.

« Faire la paix? Fonder la paix? Hé, vous nous embêtez! Nous l'avons la paix, gardons-là, voilà tout!

Quelle mouche vous pique? Quelle rage vous prend de tout bouleverser pour nous assurer le repos? Restons donc comme nous sommes! Laissez-nous tranquilles avec vos choix, vos options! Le roi! la guerre! la paix! Ah! zut! Cela va tant bien que mal, après tout, cahin-cahan, mais sans catastrophe. De temps en temps, une alerte survient. Mais la guerre dont on nous menace toujours n'a jamais éclaté jusqu'ici et depuis près d'un demi-siècle nous vivons en paix avec nos voisins.

Continuons, de grâce, et crainte de pis, n'essayons pas de mieux faire! Vous gâteriez tout! Le vieux proverbe nous engage à ne pas changer notre cheval borgne pour un aveugle. »



Opinion très répandue! Opinion facile et commode, douce aux optimistes, chère aux esprits paresseux qui n'aiment pas qu'on les dérange, aux demi-dormeurs qui ne veulent pas ouvrir les yeux.

Mais il y a autre chose dans cette façon de penser. Ce n'est pas une simple berceuse; c'est la conviction sérieuse et raisonnée de la plupart des diplomates et d'un grand nombre d'esprits réfléchis.

Ces observateurs très renseignés tiennent que le meilleur moyen de garantir la paix européenne consiste en un équilibre de forces. Cet équilibre s'est réalisé de lui-même quand la Triple-Entente a fait contrepoids à la Triple-Alliance. Déjà c'est une grande supériorité, pour un système diplomatique, de surgir ainsi de la logique des circonstances et de s'élaborer peu à peu sous la poussée des événements, et grâce à la prudente collaboration des chefs d'Etat. Précieuse garantie de solidité! qui lui donne une valeur de phénomène naturel en face des rêves et des fantaisies de l'imagination.

Pourquoi chercher mieux? Ce système d'équilibre a fait jusqu'ici ses preuves. Protégeons-le de notre mieux! Défendons la paix, à chaque alerte nouvelle, et par l'effort combiné des sages de tout pays, repoussons chaque assaut de l'esprit guerrier!

Mon ami Jaurès, entre autres, me l'a dit à

plusieurs reprises : « Vous vous exagérez le péril. Il ne faut pas croire que la guerre doive infailliblement survenir. Chaque année qui s'écoule consolide la paix et diminue les chances de guerre. N'est-ce pas les augmenter, au contraire, que de prédire le conflit? »

Je serais heureux de partager cette confiance, et de me persuader que nos communs efforts réussiront longtemps encore à dissiper le péril. C'est parce que je crains tout le contraire, c'est parce qu'en y réfléchissant depuis plusieurs années, j'ai senti grandir et se fortifier en moi l'idée opposée que j'ai écrit ce livre-ci.

A mon avis, le système actuel des alliances européennes nous prépare la guerre et non la paix. Je dis la guerre avec des conséquences beaucoup plus graves pour nous que ne l'imaginent ceux qui la redoutent et la haïssent le plus.

Pour comprendre, il faut d'abord se mettre dans la peau d'un Allemand. Ne vous fâchez pas! Maurice Barrès est aussi bon patriote que vous, et il a bien fallu que pour écrire son merveilleux livre de *Colette Baudoche*, il entrât dans la peau d'un Allemand! Et de quel Allemand! D'un Allemand immigré dans les pays annexés! du professeur Asmus envoyé de Kœnigsberg à Metz pour instruire les petits Messins dans le culte de la grandeur germanique!

Grâce à son don d'imagination sympathique, Barrès nous fait là un précieux cadeau. Pour se former une idée exacte des rapports qui existent entre deux peuples, il est indispensable de se

placer successivement au point de vue de chacun d'eux.

Je tâche donc de m'imaginer l'état d'esprit d'un Allemand, et je regrette de n'être pas mieux préparé à cela. Mais, notez bien que je n'entends pas parler de l'état d'esprit d'un socialiste allemand, ni d'un pangermaniste, ni d'un partisan du Centre! Nous serons amenés en cours de route, à citer ces diverses variétés d'Allemands. Pour le moment, c'est l'Allemand moyen qui nous intéresse! le drap dans lequel se taillent les socialistes, les catholiques, les chauvins et les réactionnaires d'Allemagne.

Quand j'essaie d'entrer dans sa peau, et de penser comme l'Allemand, il me semble éprouver d'abord un contentement mêlé d'inquiétude. C'est comme si je datais de 1870, mais en gardant mémoire d'états antérieurs, et d'une longue et pénible période larvaire. J'ai conscience de n'exister pleinement que depuis la victoire et l'Unité de l'Empire. Depuis cette époque, je compte dans l'Univers et je suis à l'abri. Pour rien au monde, vous entendez, à aucun prix je n'y laisserai toucher! Sitôt qu'on me fait croire que l'unité allemande est menacée, je me lève! prêt à tout sacrifier! Prêt à payer de mon argent si j'en ai, et de ma personne! Socialiste, catholique, libéral, conservateur, contre qui menace l'unité allemande, je suis là.

Voilà un sentiment d'Allemand que je me figure d'autant plus aisément que le Français moyen éprouve de son côté, un sentiment tout

pareil. Persuadez à un Français, socialiste, radical, catholique, réactionnaire, qu'un envahisseur s'avance, un conquérant sans autre droit que son grand sabre, et vous verrez! Oui! jusqu'ici, il m'est aisé de comprendre l'Allemand et je suis aussi résolu que lui à repousser l'envahisseur. Même, je comprends que ce sentiment soit plus frais et plus jeune chez l'Allemand, dont l'unité est d'hier, que chez moi qui y suis habitué comme au soleil.

Mais je devine, à côté, un sentiment que je comprends plus difficilement et qui m'est moins familier : l'angoisse et la crainte du Russe.

L'obsession du Russe chez l'Allemand ne correspond pas du tout à l'hostilité, née de notre défaite, qu'éprouvent beaucoup de Français pour l'Allemand. Cette hostilité est faite de rancune contre hier et d'inquiétude pour demain. Elle était absolument inconnue chez nous avant la guerre, car l'Allemand y était plutôt sympathique, et encore aujourd'hui un très grand nombre de Français ne la partagent pas.

Au contraire, l'Allemand a grandi sous la menace surplombante d'une avalanche formidable suspendue sur sa tête ; une avalanche prête chaque jour à se détacher, à rouler sur lui ; avalanche de sauvagerie innombrable, de brutales et barbares multitudes qui vont couvrir son sol, engloutir sa civilisation et ses mœurs.

L'Allemand côtoie les pays sauvages. Il est mitoyen avec la barbarie, l'Asie, les grandes hordes, les Cosaques, les Huns.

J'ai beaucoup de mal à me figurer cela ; à me représenter, moi vieux civilisé qui depuis des siècles ai désappris la crainte des vraies invasions barbares, à m'imaginer même grossièrement les conséquences sentimentales d'un pareil voisinage. Pourtant, si je n'y réussis pas, je serai incapable de comprendre l'effet que produit l'Alliance franco-russe sur l'esprit des Allemands.

*
* *

J'y parviens d'autant moins que je ne suis pas loin d'éprouver un sentiment contraire. Le Russe ne m'apparaît pas comme un épouvantail. Au contraire! A la distance où je suis de la Russie, le Slave me paraît charmant. Qui est-ce pour moi, le Russe? J'ai bien connu dans ma toute petite enfance le vieux père Pétrot, le mari de ma tante Pétrot, une tante à la mode de Bretagne, qui ne les aimait guère, les Russes! J'avais cinq ans, six ans ; on descendait par des marches dans une vieille petite maison accroupie en contrebas de la rue du village ; on pénétrait dans une salle obscure et on y était embrassé par une petite vieille, ridée, rieuse, branlante, toute pareille à la vieille petite maison. Sur la cheminée, il y avait un bonhomme noirci avec un bicorne de gendarme qui était Napoléon et auquel il ne fallait jamais toucher : du reste, il eut fallu qu'on me soulevât de terre dans les bras !

Fourré dans la cheminée, il y avait, sur une chaise basse, un vieux bonhomme accroupi qui ne disait rien, avec une grosse canne entre les

jambes : « Va dire bonjour à ton oncle Pétrot! » De creux murmures bougonnaient. Il était sourd. Il paraît qu'il adorait Napoléon, cette statue là-haut, et qu'il était allé très loin faire la guerre. Très loin? Faire la guerre? L'oncle Pétrot? Avec sa canne, dis? — Mais non, petit bêta! Il était jeune! — Jeune? — Mais oui! Il était soldat comme ton ami, le père Provost!

Ah! c'était tout différent, le père Provost! Un grand vieux bonhomme, le plus grand que j'aie connu, sauf le cousin Allorge qui avait deux mètres! Toujours muni d'un sécateur, le père Provost promenait au milieu d'un grand jardin plein de fleurs sa haute taille, et ses quatre-vingts ans (tu sais, il a quatre-vingts ans bien sonnés!) sec et rugueux comme un pied de chasselas, mais rieur, bavard! Nous étions une paire d'amis.

Que pouvait-il y avoir de commun entre lui et ce vieux bonhomme immobile d'oncle Pétrot? Rien qu'une chose, rien qu'un souvenir : les seuls mots du père Pétrot dont j'aie gardé mémoire, c'est une fois : « Cochons de Cosaques »? Cela m'a frappé; non pas Cosaques, qui ne voulait rien dire mais « cochons » qui est un mot très défendu. J'en ai parlé après au père Provost, en confidence, pour qu'il blâmât avec moi l'oncle Pétrot et me félicitât d'être indigné. Le père Provost s'arrêta, regarda par-dessus ma tête et prononça : « C'est vrai que c'était de rudes cochons! »

En voilà deux qui n'aimaient pas les Russes!

Mais quoi, les Russes peuvent-ils me représenter, à moi, la même chose qu'au père Provost et à l'oncle Pétrot?

Je trouve aujourd'hui que l'oncle Pétrot et le père Provost n'ont d'ailleurs trouvé en Russie que ce qu'ils y allaient chercher. Le Russe, pour moi, c'est tel camarade révolutionnaire, comme Rubanovitch, un savant qui n'a rien d'un barbare ! C'est toute une littérature passionnante, c'est les héros de Tourguenieff, Tolstoï, Gorki!

Je compte sur le Russe énormément. Je me figure, d'après les livres de Gorki, qu'il y a dans l'âme slave, enfouis, des trésors cachés d'enthousiasme solidaire, de généreux dévouement, un grand besoin et une grande capacité d'affectueuse pitié.

Je compte secrètement sur le peuple russe comme sur l'un des peuples principaux de la Période Socialiste.

Ce Russe-là, que j'imagine, n'est peut-être pas le vrai Russe ; mais c'est mon Russe.

Ce n'est pas celui de l'Allemand. Celui de l'Allemand est un sauvage dur et cruel, servile ou tyrannique, knouté ou knouteur, toujours inculte. Et, au fond ! Le tsar n'a-t-il pas dans ses domaines tous les barbares du Turkestan et de l'Asie-Centrale? Conquis? La bonne blague! Le jour où les Russes d'Europe, trop libertaires ou trop socialistes, inquièteront le tsar, se gênera-t-il pour s'appuyer contre eux sur les sotnias de Cosaques ou de Turkmènes? Ce jour-là, c'est bien l'Asie, n'est-ce-pas, l'Orient

barbare, la horde, qui sera aux portes de l'Europe et au seuil de l'Allemagne ?

L'Alliance franco-russe, puis la Triple Entente apparaissent donc à l'Allemand comme le pacte de deux peuples civilisés avec le barbare. Il lui semble que la cause de la civilisation est trahie et qu'on la livre avec l'Allemagne, aux sauvages.

Mais, dit le Français, n'avez-vous pas contre la Triple Entente, le rempart, trop fort, de la Triple Alliance ?

La Triple-Alliance, en effet, a longtemps rassuré l'Allemand. Il y a eu un temps où l'Allemand se sentait, grâce à elle en parfaite sécurité. Le peuple allemand n'en profitait pas pour menacer ses voisins, et il trouvait mauvais que son gouvernement nous menaçât parfois. En ce temps-là, quand le gouvernement allemand voulait être soutenu par un mouvement d'opinion chauvine, il lui fallait fouetter l'opinion par ses reptiles et surexciter artificiellement le chauvinisme teuton qui ne demandait qu'à ruminer tranquillement sa gloire, buvant sa victoire, mangeant ses triomphes, cuvant tout cela avec sa bière, et sans appétit de nouvelles annexions.

Aujourd'hui, est-ce tout à fait ainsi que les choses se passent ? Un revirement grave s'est produit ! Sans doute, le gouvernement ne se gêne pas pour faire au besoin travailler l'opinion par les gazettes. Mais comme il est vite compris ! Vite suivi ! Il semble même, à nous qui jugeons du dehors, qu'à certains moments la poussée

vienne du peuple et que le gouvernement ait à résister aux ligues militaires.

Nos camarades socialistes jurent que nous nous trompons, et que le peuple allemand veut toujours la paix. Oui ! j'en suis sûr ! Mais la veut-il toujours de la même manière? Je me demande parfois si une sorte de pudeur n'arrête pas nos camarades et s'ils ne craignent pas, en nous présentant les justifications du patriotisme allemand, de paraître glisser aussi eux-mêmes sur la pente du militarisme.

Mais pas du tout ! Il n'y a rien d'inavouable là-dedans : l'Allemand veut son unité, et il la veut de telle sorte qu'il lui est désagréable, intolérable, d'être inquiet à cet égard.

Or, il n'est plus aussi rassuré qu'auparavant. En face de la Triple Alliance s'est nouée d'abord l'Alliance franco-russe, puis la Triple Entente. Il y a eu les manœuvres encerclantes de Delcassé. Tout cela l'a agacé; et n'oublions pas qu'il est profondément convaincu qu'il peut demeurer, lui, Allemand, à la fois en sécurité et pacifique, mais que le Français, par contre, devient agressif dès qu'il est rassuré.

L'Allemand est aussi peu habitué à se mettre dans notre peau que nous répugnons à nous mettre dans la sienne.

Vous, Français, songe-t-il, vous n'avez pas le droit d'être inquiets. Si vous étalez des inquiétupes, elles sont feintes ! Car tout le monde sait que je veux la paix.

Je suit sûr qu'en pensant cela, l'Allemand est

d'une entière bonne foi. Mais, monsieur l'Allemand, que m'importe à moi, je m'en moque, moi au fond, de ce qu'on croit vouloir!

Ce qu'on croit vouloir compte peu. Ce qu'on veut véritablement compte davantage. Encore n'est-ce pas tout! il reste la force des choses. Comment voulez-vous que je sois rassuré quand je vois votre admirable, votre formidable expansion économique? Est-ce que l'Économique ne prime pas tout? Est-ce que les nécessités économiques n'ont pas plutôt fait de déterminer les volontés des hommes et des peuples que l'été de mûrir les épis? Si les épis verts parlaient, ils jureraient peut-être de ne jamais jaunir! Cessez de me jurer vos résolutions pacifiques! Je vois votre armée grossir, celle de vos alliés d'Autriche est redoutable, celle d'Italie pleine d'ardeur libyque aujourd'hui, et d'ardeur niçoise demain! Mon gaillard, il est temps que je m'y prépare; vous allez, un de ces matins, me tomber sur le poil!

*
* *

M. de Freycinet au cours d'un séjour en Suisse, avouait à un journal de Saint-Gall une sécurité parfaite. C'était fort peu de temps après Agadir. M. de Freycinet est un esprit très fin et avisé, mais il attachait trop d'importance à la volonté des hommes, qui ne mérite pas tant de crédit, même quand cette volonté est celle d'un empereur. Il n'avait, disait-il, pas cru une minute à la guerre, même dans le plus aigu de la crise,

tant lui était connue la volonté pacifique de l'empereur et de son entourage.

Quelques semaines après, nous cessions d'être réduits aux conjectures, et nous apprenions les faits par les déclarations officielles du gouvernement. Du gouvernement anglais, bien entendu! du gouvernement anglais, pas du gouvernement français! Et à la Chambre des Communes, non à la Chambre des Députés, cela va sans dire! Le fait est que nous avions été à deux doigts de la guerre.

M. de Freycinet avait donc eu tort d'être si rassuré; et cet habile homme s'était trompé.

C'est que les situations sont souvent plus fortes que la volonté des hommes, et même des empereurs. Ne négligeons pas, j'en suis bien d'avis, ce précieux élément de paix, la volonté impériale. Si l'empereur Guillaume eut été d'autre humeur, nous aurions eu déjà la guerre, et il a laissé passer, soyons justes, de belles occasions de nous mettre à terre. Au moment du discours de Tanger, si au lieu de faire ce discours, il nous eut fait la guerre, où en serions-nous?

Comptons cet élément parmi nos chances : mais surtout, gardons-nous d'y trop compter! Il vaudrait mieux l'omettre tout à fait que de s'y fier absolument!

Un empereur meurt : quelle sera l'humeur du suivant?

Un empereur veut la paix : mais il a cru qu'il pouvait en portant la main à son épée, effrayer

l'adversaire. L'adversaire ne recule pas. L'adversaire réplique : « Je vous attends ! » L'Europe regarde. L'empereur pacifique est obligé de tirer l'épée.



Si les bonnes intentions du peuple allemand et de son empereur ne doivent pas suffire à nous rassurer, comment nos propres intentions pourraient-elles rassurer les Allemands?

Nos intentions? Elles sont, au moins troubles! C'est le mieux qu'on en puisse dire. Nous répéterons plus loin une vieille chose que j'ai souvent écrite : c'est qu'il est nécessaire de choisir, de savoir ce que voulons, et de prendre parti pour la guerre ou pour la paix; mais jusqu'ici nous n'avons pas choisi!

Jusqu'ici, nous avons voulu deux choses contradictoires : d'une part, maintenir la paix. La volonté pacifique du peuple français est si certaine que jamais en nul endroit aucun candidat, fût-ce le plus notoire et le plus enragé des militaristes, n'a osé se présenter comme partisan de la guerre.

D'autre part, jamais nous n'avons consenti à nous avouer à nous-mêmes, bien moins encore à déclarer publiquement que nous acceptons le traité de Francfort ni le *statu quo* territorial. Nous avons accepté et reconnu indirectement le fait accompli en signant une alliance qui l'impliquait. Mais en même temps nous avons

acclamé cette alliance comme une certitude de Revanche.

Cette contradiction entre nos désirs, ces deux souhaits opposés de garder la paix et de ne pas accepter la paix conclue à Francfort ,donnent à notre politique extérieure un air d'équivoque et de mensonge.

Encore une fois, comment voulez-vous que les Allemands prennent au sérieux nos affirmations pacifiques, lorsque les plus notoires revanchards se déclarent amis de la paix?

Ils en concluent que la France souhaite la revanche et que la prudence seule nous empêche de le déclarer tout haut. Ils nous sentent aux aguets, prêts à profiter de l'occasion qui nous promettrait la victoire. Je le demande à tout Français de bonne foi : Ont-ils si tort? Oseriez-vous en votre for intérieur assurer qu'ils ont tort? Si vraiment une occasion se présentait, évidente, unique, livrant l'Allemagne affaiblie à nos coups, et nous offrant une victoire certaine, hésiterions-nous à tomber dessus? Qui de nous peut répondre que la volonté pacifique dominerait, et qu'une violente vague de patriotisme guerrier n'emporterait pas toutes les résistances?

Alors? Voyez-vous que cette seule chance est suffisante pour que l'Allemagne ne s'affaiblisse pas? Oui! mais par là-même éclate cette guerre-en-paix, qui est la lutte des armements, infaillible effet du système actuel des alliances européennes.

Infaillible! « J'ai peur », dit l'Allemand;

l'Autriche est affaiblie par les événements balkaniques; l'Italie n'est pas sûre. Je ne serai tranquille que si je me sens assez fort pour résister tout seul à tous! »

Et nous avons reconnu plus haut que son unité est son bien le plus précieux.

« J'ai peur! » dit la France. L'armée allemande va devenir si forte, qu'en cas de guerre, la mienne ne pourra plus lutter à chances égales! »

Et, en effet! si l'Allemagne est assez forte pour vaincre à elle seule l'attaque combinée de la France et de la Russie, s'il lui faut cette certitude de victoire, ou du moins cette haute probabilité que procure une énorme supériorité d'armements, la voilà assez forte pour attaquer! Ne sera-t-elle pas tentée?

Hé quoi? On nous vante ce système des deux groupemenls rivaux, et l'on dit qu'il réalise un équilibre des forces? Que la guerre est empêchée et la paix maintenue par la crainte qu'inspirent à chaque groupe d'alliés les armements de l'autre?

Mais ne voyez-vous pas sous vos yeux la rivalité d'armements devenir plus âpre? N'en touchez-vous pas du doigt la nécessité? Ne comprenez-vous pas que le ressort de cette nécessité se trouve dans le sentiment profond d'inquiétude réciproque sur lequel vous comptez à tort?

Nous avons la paix depuis de longues années? Je m'en réjouis! Mais les sentiments belliqueux vont s'exaspérant? La paix ne s'enracine pas dans les cœurs! Elle y perd du terrain!On se

dit : « Cela finira par la guerre! » Il ne faut pas le dire? Crevons-nous les yeux, en ce cas! Ce sera le seul moyen de ne pas voir ce trou, cet abîme de sang et de ténèbres vers lequel nous roulons.

« Je les croyais guéris, dira l'Allemand et certains de ma supériorité! Ils disent qu'ils n'ont pas oublié 1870? Ah! la partie n'est pas réglée? Il leur faut une nouvelle leçon! Soit! Finissons-en! »

« Zut! dira le Français, encore une alerte! Encore une provocation! Ah! Mais à la fin, ils m'embêtent avec leur grand sabre! Quoi! J'ai été battu en 1870! Oui! C'est entendu! Faut-il qu'on me le corne aux oreilles et ne puis-je faire un pas sans qu'on me marche sur les pieds? Ces gens-là veulent la guerre; et la vie qu'ils me font est pire que la guerre. Puisque tôt ou tard il faudra régler le compte, finissons-en! »

C'est pourquoi, à mon avis, le moyen diplomatique par lequel on prétend maintenir la paix: l'équilibre de la Triple Alliance et la Triple Entente est un mauvais moyen. Chacun des deux adversaires est condamné au souhait d'en finir. Cet équilibre est instable et se rapproche constamment du point de rupture. Le système actuel des alliances n'assure pas la paix : il mène à la guerre.

Nous verrons, en outre, que dans cette guerre, la Triple-Entente ne serait pas en situation favorable. Car la Triple Alliance serait mieux mat-

tresse d'en fixer l'heure, et la participation de tous les alliés y serait mieux garantie.

Ainsi le système des alliances opposées n'est pas un système de paix, mais de guerre. D'ailleurs il a été inspiré par le souci de la guerre plus que par la préoccupation de la paix! Souci de guerre défensive, je l'admets. Mais la guerre défensive est une guerre aussi bien que l'offensive, et la pensée de se défendre peut conduire à attaquer.

Le système actuel des alliances s'est construit pièce à pièce pour cette défense armée. L'alliance avec l'Autriche a été conseillée à l'Allemagne par le besoin de défendre ses conquêtes contre une guerre de revanche. L'alliance avec la Russie s'est offerte à nous, comme une assurance, dont les primes furent chères, contre une agression possible de la Triple Alliance tentée par notre isolement.

Cela n'importerait guère! Ce qui était, à l'origine, force de guerre, peut évoluer et devenir par transformation une force de paix. Le fait grave est que le système actuel des deux groupes antagonistes demeure, quoi qu'on veuille, une force de guerre. Bien qu'il ait jusqu'ici maintenu la paix, sa vertu propre commence aujourd'hui à se révéler à tous les yeux; et chaque jour nous rapproche de l'explosion. S'y obstiner, c'est préparer la guerre : je ne dis pas que ce soit s'y préparer!

CHAPITRE II

L'appel à l'opinion

Les Pacifistes.

Des voix nous hèlent de loin, du haut d'un grand bâtiment tout battant neuf.

« Par ici! C'est ici! Vous cherchez la paix? C'est ici son Temple! »

Bons pacifistes, salut! Volontiers nous entrons chez vous. Je suis déjà des vôtres, et quand mon éminent ami d'Estournelles fonda le groupe parlementaire de l'Arbitrage, je m'inscrivis avec zèle! Mais notre groupe a-t-il trouvé le vrai secret de la paix?

Je le souhaiterais de tout mon cœur! L'édifice lentement bâti par la diplomatie européenne me paraît un si dangereux temple pour la Paix, que je serais ravi qu'il y en eût un autre!

Il y en a un tout neuf, à La Haye, grâce aux libéralités de Carnegie. Ce monument nous rappelle une série de très louables efforts qu'il

serait discourtois d'omettre, quand on recherche les meilleurs moyens d'assurer la paix européenne.

Ce ne serait que discourtois! Au point de vue pratique, la négligence ne serait pas grave, malheureusement! Je voudrais bien que la propagande pacifiste eut déjà réussi à s'imposer comme une force sérieuse. Mais l'œuvre n'est encore qu'à ses débuts. Il faut l'encourager, et non pas s'illusionner au point de croire qu'elle est achevée.

Il faut l'encourager de tout notre cœur! Les socialistes ricanent volontiers des tentatives pacifistes! Ils y voient une espèce de philanthropie internationale qui se dupe elle-même, quand elle ne cherche pas à duper les autres, et qui ferme les yeux au déterminisme économique de la guerre, comme la philanthropie privée se désintéresse du mécanisme de la misère.

Les socialistes ont tort, tout de même, de railler! Cela n'empêche pas la plupart des députés socialistes de s'inscrire au Groupe de l'Arbitrage et d'appuyer toutes ses manifestations. L'œuvre est à peine commencée et elle a déjà donné des résultats très appréciables. Si elle ne prétend pas être en état d'empêcher toutes les guerres, elle a peut-être contribué à en empêcher quelques-unes. Mépriserons-nous ce bienfait? N'est-ce rien que d'offrir une honorable issue à deux États engagés dans une querelle naissante, et qui s'aggraverait peut-être, faute de cette porte de sortie? Aucun ne voulant céder

le premier, la bataille s'engagerait, si le Temple de la Haye n'ouvrait à deux battants son vaste portail où l'on peut monter ensemble avec noblesse. L'Angleterre et la Russie, après les coups de canon de Hull ; la France et l'Italie après la saisie du *Carthage* et du *Manouba* se sont fait gloire d'y aller.

Ce grand mérite-là n'est pas le seul, ni même le principal! Non! Il y en a un autre! Les pacifistes peuvent se targuer de mieux qu'une guerre épargnée aux peuples! de mieux que vingt traités d'arbitrage dont l'insuffisance, pourtant, ne détruit pas la réelle valeur.

Le vrai mérite de la campagne pacifiste, l'immense service rendu par tous les pacifistes de l'univers, c'est d'avoir fait prendre corps à l'idée du Droit international. En la matérialisant, en l'incarnant dans la Cour de La Haye, en l'édifiant dans ce Temple de la Paix, ils forcent les hommes à la voir; ils empêchent qu'on n'en détourne les regards; ils l'imposent à nos remords.

Comment ne comprennent-ils pas que le Droit international est incompatible avec l'injustice économique? Je le regrette! et je ne m'explique guère cette cécité qui les empêche de voir la servitude économique, mère des guerres capitalistes: mais sous prétexte qu'ils ne nous donnent pas tout ce que nous leur demandons, faut-il dire qu'ils ne nous donnent rien? Ils nous ont donné beaucoup, et ce ne serait pas une simple impolitesse, comme je l'écrivais tout-à-l'heure,

mais une pure injustice, d'oublier ce que le désir de Paix européenne et la haine de la Guerre doivent à leur action persévérante.

Plusieurs d'entre eux se sont avancés très loin! Très loin... pour des bourgeois et des gouvernants, cela s'entend! Tout de même, Léon Bourgeois s'est élevé jusqu'à la conception de Fédération des peuples et des États Unis d'Europe! Héhé! nous voici dans le voisinage de l'Internationale!

Des mots? des mots utiles à répandre! Des idées bonnes à divulguer! Il est excellent que ces expressions-là entrent dans le langage commun et par là dans la pensée courante! La fureur qu'elles inspirent aux amis de la guerre, leur doit concilier notre faveur, à nous autres, amis de la paix.

Savez-vous mon grief contre les Pacifistes? Je leur reproche d'avoir honte de leurs idées! de rougir trop facilement d'eux-mêmes et de ne pas se mettre assez en avant.

Je leur souhaiterais... mon Dieu! Il y a tant de gaillards qui en sont trop bien pourvus...! Je leur souhaiterais un grain d'impudence, deux sous de cynisme. Ne craignez rien! Je les connais! ils sont trop modestes et trop honnêtes gens pour en éprouver du mal! Ils n'auraient garde de devenir irritants ni insupportables : et ils gagneraient de la bravoure intellectuelle!

Par pudeur, aujourd'hui, ils se cachent aux moments où l'on aurait d'eux le plus grand besoin. Quand tout est tranquille, ou le trouble

léger, et l'orage lointain, ils élèvent la voix, et je les en remercie encore. Mais ils semblent croire que leur force se limite au soin de conserver la paix, et, par des précautions générales, de la protéger contre des troubles futurs. Contre les troubles présents, contre l'orage qui gronde et tonne, ils ne se sentent pas de force. Ainsi les petits oiseaux rentrent et se blottissent dans des trous quand souffle la grande tempête. Il y a quelque chose de vrai dans leur crainte : leur force n'est pas assez puissante pour arrêter l'orage. Je comprends même qu'ils redoutent, par d'inutiles audaces, de compromettre leur autorité, qu'ils craindraient de ne plus retrouver dans les occasions où elle peut être efficace.

C'est la raison qu'ils se donnent toujours. Méfiez-vous, messieurs, de tout conseil qui empêche d'agir et qui incline au plus commode parti, à l'inertie. Raison? oui! Prétexte aussi Leurre qui vous trompe! Vous qui ne pouvez pas dompter l'orage, croyez-vous inutile de l'affronter? Vous encourageriez ceux qui sont déjà dehors, luttant contre le vent, et vous résisteriez ensemble.

Quand je pense qu'au moment aigu de la querelle franco-italienne que je rappelais tout-à-l'heure, le groupe parlementaire de l'Arbitrage s'est tu! Il est resté muet! Les nationalistes hurlaient! L'honneur du drapeau! Les hôtes de la France! Le Groupe de l'Arbitrage n'a pas élevé la voix pour rappeler à la France.. qu'elle était liée à l'Italie par un traité d'arbitrage.

Quand Poincaré le dut mentionner officiellement à la tribune, cela parut un acte de courage presque téméraire, tant ce traité était profondément oublié par tout le monde! L'accueil fut glacé. La Chambre s'abstint à peine de murmurer, mais ce fut tout juste; et ce silence! rendu palpable par notre clameur locale! Minute que je n'oublierai jamais! Une grande banquise circulaire de bustes immobiles, de têtes figées, de bras croisés. A la tribune, Poincaré, courageusement obstiné, mais qu'on sentait ému, horripilé par l'hostile silence. Et nous, à l'extrême-gauche, une trentaine debout, battant des mains, regardant de côté les muets, tâchant de les dégeler! Poignée d'énergumènes, ennemis, n'est-ce pas, de tout pouvoir, et qui soutenaient seuls un ministre ferme en son devoir et droit à son poste! qui s'efforçaient d'éviter à leur pays la perte, en une heure, de tant d'efforts pour gagner l'amitié italienne.

Quel exemple! Ah! que n'étiez-vous là! Vous les auriez jugés à leur vraie valeur, allez! les traités d'arbitrage en temps de crise!

Prenez n'importe quel individu d'intelligence moyenne : vous lui ferez saisir aisément qu'un traité d'arbitrage suppose un conflit, une querelle! Il est fait pour servir en cas de dispute! Quand tout le monde est d'accord, il dort, il pend à la panoplie! Il vieillit dans un casier! Donc c'est à l'heure de querelle qu'il faut le prendre! l'aller chercher!

Si, à ce moment, vous en faites fi, si vous

crachez dessus, pourquoi donc l'avez-vous signé? Vous êtes donc idiot?

Le premier venu comprend cela! Mais ce jour-là, il y avait quatre cents députés qui ne s'en souvenaient plus!

Les mêmes qui, six mois auparavant, se pâmaient d'aise quand le ministre les chatouillait d'un traité d'arbitrage avec le Venezuela, avec le Chili, avec le Monomotapa!

Oui ou non, était-ce le rôle du Groupe de l'Arbitrage de rappeler le traité dès le début? Les esprits y eussent été préparés! Qui sait! On aurait peut-être — excusez la supposition! on aurait peut-être réfléchi!

*
* *

Les Pacifistes ont encore un autre tort. Vais-je contrarier mon président d'Estournelles? Qu'il m'excuse! C'est que je compte beaucoup sur lui! Je ne sais si ce tort vient aussi d'un manque d'audace? Ou plutôt d'un défaut de netteté dans les idées? Très souvent, les Pacifistes m'ont paru compromettre leur œuvre et se retirer le moyen de convaincre, par un langage obscur et tout plein de sous-entendus.

« Revanches du droit! Réparations que la justice assure mieux que la guerre! L'avenir qui panse les blessures... »

Qu'est-ce que cela veut dire? Oh! Pour nous, Français, cela n'a rien de mystérieux! Cela signifie que nous n'avons pas besoin de nous battre pour reprendre l'Alsace-Lorraine : nous

la reprendrons par un procédé plus doux. « Vous savez, Français, nous ne sommes pas des chauvins, ni des militaristes, mais nous n'oublions pas! Nous sommes aussi bons patriotes que n'importe qui! Meilleurs, à le bien prendre! Ecoutez-nous! Nous allons inaugurer le régime du droit! Tous les conflits entre nations se règleront par des arbitres! Une fois ce régime établi, il suffira de porter devant des arbitres la question d'Alsace-Lorraine : l'arbitre consultera les populations et sur leur vœu nous restituera l'Alsace et la Lorraine! »

Et voilà! pas plus difficile que cela! C'est simple et de bon goût!

Langage parfait pour séduire les Français et les rallier au pacifisme! Mais l'Allemand, lui, quelle tête fait-il, quand il entend l'écho de ces discours, l'Allemand, ami de la paix, que la propagande pacifiste tente de rallier à l'idée d'arbitrage?

Rien de plus clair! L'Allemand se dit : « Voilà de braves gens qui me prennent pour un imbécile! Ils me prennent pour un gros imbécile ou pour un petit saint! Je n'entends être ni l'un ni l'autre. Ah! ces farceurs de Français! Moi qui les écoutais, avec leur petit boniment! Je les croyais vraiment convaincus par cette belle idée du Droit! Je les croyais désintéressés! Ils ont tout bonnement trouvé un truc! Après m'avoir cassé les oreilles pendant quarante ans avec leurs trompettes de revanche, ils sont de moins n moins pressés d'en venir aux coups!

Alors, au lieu d'amener les canons, on apportera une grande table avec un beau tapis vert; des messieurs prendront siège autour; on parlera pendant trois mois, et puis on comptera les voix. On m'annoncera que je n'ai pas la majorité. En conséquence, ma victoire de 1870 ne comptera plus, et je rendrai l'Alsace-Lorraine! »

Là-dessus, l'Allemand éclate de rire; et quand l'Allemand commence à rire, cela dure en général très longtemps. Vous pouvez, désormais, lui parler arbitrage, régime du droit, pacifisme! Il vous répondra : « Ya! Ya! Conférence! Majorité! Ya! Plus besoin de se battre! Compter les voix! Même résultat! »

Notez bien que je ne suis pas du tout, pour ma part, de l'avis de l'Allemand, et que je le trouve très bien, votre petit discours sur les revanches du droit et les réparations de l'avenir. Il est irréfutable! Je défie bien qu'on vous oppose un argument valide. Mais le diable est qu'on ne vous opposera rien du tout! On se contentera de hausser les épaules. Que voulez-vous qu'on vous réplique? Vous avez si évidemment raison. Il est certain que les populations doivent être consultées et que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Qui donc pourrait empêcher, sous le régime du droit et de l'arbitrage intégral, l'Alsace-Lorraine de revenir à la France, si elle le juge bon? Personne! Et même toute précaution préalable, toute clause contraire qui essaierait d'empêcher un tel résultat, de prévenir une telle application de l'arbitrage

serait nulle de plein droit et rayée plus tard après la signature.

C'est irréfutable. Mais quand on annonce aux gens l'ère nouvelle du Droit, quand on sollicite pour l'établir leur indispensable concours, il faut bien se rendre compte qu'ils essaieront avant tout de prévoir les conséquences que ce régime aura pour eux!

Voyons! La période de force est close! L'ère des Guerres est finie! La période de paix, l'ère du Droit international commencent! Rendez-nous donc... Pardon! C'est sous l'ère précédente, sous la vieille période que nous avons fait des conquêtes, par les moyens de ce temps-là, au prix des sacrifices de ce temps-là, avec les risques qu'on courait en ce temps-là. N'est-il pas juste que nous entrions dans l'ère nouvelle tels que nous sommes et tels que nous a faits l'ère ancienne?

La règle du jeu de guerre est changée, soit! On ne se bat plus à coups de canon, mais à coups de bulletins! Ce n'est plus le nombre des morts, c'est le nombre des voix qui décide! Entendu! mais entendu pour l'avenir! Car enfin, cette partie, où chacun jouait gros jeu, je l'avais gagnée, moi, sous l'ancienne règle? Et ce serait comme si j'avais perdu?

Nous invitons les Allemands à sceller la Paix dans la Justice, et clignant de l'œil, nous ajoutons : « D'ailleurs nous verrons plus tard... » Je demande si nous n'allons pas leur donner le soupçon d'un piège, et la crainte qu'en faisant

appel à leur cœur nous ne les attirions dans une chausse-trappe!

« Entrez, messieurs, entrez!, disons-nous de notre voix la plus câline en ouvrant la petite porte, percée dans la vieille muraille, entrez, c'est la porte du nouveau monde! Nous l'avons percée tous ensemble, d'accord, au prix d'un long travail et vous savez qu'elle nous a coûté grand'peine! Elle nous mène tous au bonheur! C'est le chemin de l'avenir! Nous serons désormais tous amis, et vivrons en paix fraternelle! Notre vieille querelle sera tôt finie! car j'avais si évidemment raison...! »

L'hôte que vous invitez recule! Il se dit qu'on va l'attirer dans quelque mauvais gîte où on l'endormira et que pendant son sommeil on va lui enlever sa bourse!

*
* *

Voilà une cause de faiblesse.

Hélas! il y en a d'autres! Le temps n'est pas venu où les conflits entre peuples s'apaiseront à la voix d'Orphée! Trop de gens ont intérêt à pousser les peuples à s'entre-tuer. Cela fait aller le commerce des armes!

De plus, une trop longue école de violence et d'injustice forme les mœurs des hommes. Esclaves, comment auraient-ils les mœurs d'hommes libres?

Les Pacifistes eux-mêmes nous invitent à ne pas compter sur eux pour assurer, quant à présent, la paix européenne.

Mais ne les quittons pas sans les féliciter de ce qu'ils ont fait à Berne. Le groupe parlementaire de l'arbitrage a été la cheville ouvrière de cette conférence. Ce jour-là, il a indiqué la bonne route et il s'y est bravement engagé. C'est la route qui mène à la Paix, pourvu qu'on ait le courage d'y marcher jusqu'au bout.

CHAPITRE III

L'appel à l'opinion :

Les moyens révolutionnaires.

Dans le petit café blanc qui fait l'angle de la rue du Croissant et de la rue Montmartre, nous achevons le gigot bretonne. Dormoy se lève encore, va jusqu'à la porte et met le nez dehors. Il reste une minute sans rien dire, l'œil aux nuages, et par la porte ouverte arrive, avec un souffle humide, le bruit de l'averse qui tombe. Il pleut à torrents ; depuis le petit matin l'eau ruisselle partout.

Dormoy revient vers nous, mélancolique, et murmure d'une voix découragée : « Je crois que ça se lève ! »

Renaudel éclate de rire : « Ça en a l'air, mon vieux ! Tu nous dis ça toutes les cinq minutes ! »

*
* *

Quand nous arrivons dans l'immense enclos de l'Aéro-Park, dame ! avec ce temps-là, vous pensez qu'il n'y a pas grand monde ! Des espaces

vides, des terrains dénudés, une colline pelée, voilà le coup d'œil! La scène représente un grand désert. Heureusement, il y a dans le bas un petit préau couvert sous lequel une vingtaine de camarades battent la semelle pour se réchauffer. Tiens! voici papa Camelinat, qui regarde, excité, le haut de la colline : « C'est là qu'on s'est battu dans les derniers jours de la Commune. Tu vois, Tiens! les canons étaient là-haut! » Il montre de la main la direction. Ce souvenir nous réchauffe. Tous, nous sommes contre la guerre; mais nous ne sommes pas, semble-t-il, des pacifistes de tempérament. Quelle veine! Le ciel a écouté Dormoy. Cela se lève! la pluie a cessé depuis une demi-heure. Les nuages se disloquent. La foule commence à arriver. Autour des palissades, toute l'armée française est là, rangée, l'arme au pied, pour noyer nos séditions dans notre sang, ou plus probablement pour nous calmer par l'étalage de ses forces. Mais nous sommes déjà très calmes, et il a beaucoup plu.



Juchés sur dix estrades, hâtifs perchoirs, entourés d'étoffes rouges, les orateurs parlent. Allons! C'est un beau succès! Le meeting est réussi!

Parbleu! nous ne serons pas trois cent mille comme les Berlinois au meeting de Treptow. Mais nous sommes bien là une trentaine de mille : nous dirons cinquante, et pour Paris, c'est très

joli, surtout par ce sale temps! C'est une belle réponse aux camarades de là-bas!

Approchons d'une tribune, voulez-vous! D'ici on n'entend rien. On voit moutonner les têtes jusque sur la crête de la colline. C'est plus impressionnant que les discours, je le sais! N'importe, approchons tout de même, quoique nous sachions déjà ce qu'ils disent!

... « Prolétariat tout entier!... plutôt l'insurrection que la guerre... la presse empoisonneuse.. les complots des capitalistes... le Creusot... les fabricants de canons.. à la force capitaliste nous opposerons la révolte ouvrière... »

Ils crient trop! Leur voix se casse, et ils se déchirent la gorge. Pas commode, allez, de parler en plein vent dans une plaine nue!

... « Citoyens, nous sommes tous debout contre la guerre, contre toute guerre! Guerre à la guerre! »

Des bravos crépitent, mais ne retentissent pas, et se perdent dans l'air. Un hourra de « guerre à la guerre! » sonne un peu mieux, mais le grand air vide absorbe tout, même une clameur de foule, et le silence à peine rompu se referme.

Des éclats de trompette! Citoyens, on va vous lire l'ordre du jour! Au son des trompettes, les orateurs des dix tribunes se taisent avec un soupir de repos, et aux dix tribunes on lit à la fois le même ordre du jour :

« Le peuple de Paris envoie au peuple allemand son salut fraternel et se déclare prêt à résister par tous les moyens, et au besoin par

la grève générale et l'insurrection, aux entreprises criminelles des fauteurs de guerre... »

Un hérissement de mains sur la nappe humaine, un dernier « ahouahouah, à bas la guerre! » acclame l'ordre du jour et la foule lentement, comme une banquise au dégel, s'ébranle, se casse et coule le long des pentes vers la sortie.

C'est le retour dans Paris, la rentrée narquoise entre les rangs des soldats et des sergents de ville qui voudraient bien provoquer et grondent : « Si ils bougent, cela va barder! » Mais nous sommes trop contents, tous, fiers de la réussite du meeting et nous passons ricaneurs, blagueurs et bons enfants. « Quelle frousse, mes amis! Non, mais ils ont vidé les casernes! Toute l'armée est là! »

Le camarade anglais Anderson est venu. Soupçonné de parler couramment l'anglais je lui suis indiqué. Par bonheur, Camélinat baragouine un peu, ayant vécu à Londres après la Commune. Anderson veut, d'une volonté anglaise, têtue, nous faire dire tout haut que nous sommes en République. « C'est République en France? N'est-ce pas? Oui, c'est République? Pourquoi, je demande, pourquoi les soldats sont là? J'étais à Berlin, à Treptow. Vous savez? Treptow? Le grand meeting? Pas d'armée! Pas de soldats. Là-bas, c'est l'Empire, n'est-ce-pas, et ici République? »

Il y a des instants où je trouve commode de mal prononcer l'anglais.

Nous rentrons fiers! car pour un meeting français, c'est un beau meeting! Mais au fond de nous, tout au fond, est-ce que notre fierté est sans mélange? Tout au fond, je crois qu'il y a un peu de malaise : le malaise de gens qui ne s'avouent pas tout ce qu'ils pensent. Par moments, ce malaise remonte à la surface et se décharge en une phrase de confidence, une interrogation à mi-voix : « Cela fera *tout de même* de l'effet sur les chauvins, n'est-ce pas? Cela va donner à réfléchir au gouvernement? » Le doute intime cherche à se rassurer. « En cas de guerre, ils verraient bien! Il y aurait *tout de même* quelque chose dans les faubourgs! »

Tout de même? Oui! Cela veut dire que nous avons crié très fort afin de faire peur, mais que nous ne sommes pas sûrs de disposer en maîtres de ces tonnerres dont nous imitons le grondement.

La grève générale? Oui! Les syndicats ont voté! Ils marcheront! L'insurrection? Les barricades? Oui ! Il y aura du mouvement dans les faubourgs, surtout si le peuple a l'impression que nous sommes les agresseurs, les provocateurs.

Mais si nous étions les provoqués? Si Guillaume, carrément, nous attaquait?

« Les socialistes allemands sont là pour un coup! » Cela, c'est la phrase pour l'adversaire, ou pour le douteur, et aussi pour ce douteur qui habite en chacun de nous : on la lance d'un ton tranchant, péremptoire. Puis la petite voix mur-

mure : « Et si les socialistes allemands, ont, comme nous-mêmes, plus de bonne volonté que de puissance? S'ils ne peuvent pas arrêter l'agression? Ou si cette agression qui nous paraît, à nous, si brutalement évidente ne leur paraît, à eux, qu'une riposte? Ecoutez donc : la presse chauvine est diablement canaille quand il s'agit de brouiller les cartes, des deux côtés de la frontière! S'ils se sentent débordés, quoi! Il n'y a pas si longtemps que c'est arrivé aux Italiens! Et pourtant ceux-là avaient fait leurs preuves. Mieux que nous qui n'avons jamais empêché un départ pour le Maroc! Eux dans la guerre d'Abyssinie, ils ont arrêté des trains; des femmes se couchaient sur les rails, (je crois que c'était à Pise), pour empêcher les trains chargés de troupes de quitter la gare. Les camarades se croyaient sûrs de leur fait.

Ah ouiche! Sitôt l'attaque de Tripoli, ça a été le coup de folie, le flot débordé! Rien à faire! Tout le peuple marchait pour la guerre. Le parti socialiste? Les syndicats? Une poignée de bonshommes qui rédigeaient des ordres du jour et qu'on ne prenait même pas la peine de fourrer en prison, tant on s'en fichait.

Voilà ce qui leur est arrivé à nos amis d'Italie. Et à nous? Et aux Allemands? Est-ce qu'autant nous en pend au nez? Alors? »

*
* *

Ces propos d'après meeting, ces détentes qui succèdent à la tension de l'acte, on les retrouve

aggravés quand il faut que l'acte se répète souvent. Et il faut recommencer souvent! Les crises nous y obligent! A chaque alerte, il faut sonner l'alarme. On aurait l'air d'abandonner la partie, de renoncer à la lutte. Jamais! on marche! Le parti lance un Appel, la Fédération affiche un Manifeste, un nouveau meeting s'organise... Ah! encore? Dame, mon vieux, qu'est-ce que vous voulez? On ne va pas lâcher, n'est-ce pas? » « — Bien sûr! seulement les camarades sont fatigués. Cela se voit bien aux réunions! Elles seront moins suivies! » — « Bah! au début cela sera peut-être un peu mou; et puis cela se réchauffera! Allons, à samedi soir, mon vieux, on se reverra au Manège Saint-Paul! Renaudel et Dormoy sont en train de pondre la nouvelle affiche. Moi il faut que je fasse l'article sur la Guerre! »

Et on va faire l'affiche, l'article, le nouveau papier! Écrit par des gens qui n'osent pas tout dire, et lu par des gens qui n'osent pas tout s'avouer!

*
* *

Comment la ferait-on la Grève Générale, puisque la mobilisation l'aurait déjà trop réalisée? Tous les ouvriers seraient déjà à la caserne?

Je sais bien! On s'y prendrait d'avance! On la ferait la semaine précédente, quand tout se gâterait. Mais comment savoir que c'est maintenant « la semaine précédente », et que

dans huit jours la guerre éclatera si on ne proclame pas la Grève? On peut être à la veille de la déclaration de guerre sans que les choses aient l'air plus graves que le mois passé. Les journaux chauvins crient? il y a quinze jours, ils criaient déjà aussi fort.

Les extraits des gazettes allemandes ont l'air très belliqueux? On les choisit peut-être dans les quotidiens les plus exaltés!

Le bruit court que, cette fois, c'est la guerre? Il a déjà couru tant de fois! Il y a des années où il faudrait, à ce compte, déclarer la Grève Générale tous les trimestres.

Brusquement, le matin, une grande rumeur, les rues grouillent, on s'arrache les journaux: ah! le décret de mobilisation a paru!

Ce jour-là!

Un jour, à la Commission du budget, nous causions, avec Klotz, et deux ou trois autres, en attendant le Président. Je crois bien que dans la commission de cette année-là, c'était Doumer le Président. Klotz ne se doutait guère qu'il serait sitôt ministre et n'aspirait même pas au rapport général. Nous bavardions. Il s'agissait d'une complication diplomatique et je menaçais les fauteurs de guerre du soulèvement populaire.

« Il pourrait très bien se faire, » répliqua Klotz, plein de bon sens » qu'à Paris on bouge!

Mais dans les campagnes tout le monde rejoindra, soyez-en sûr! Et à Paris même! Il est très possible qu'au lieu de vous écouter, on aille vous chercher pour vous pendre! »

Oui! continua-t-il avec plus de certitude car la perspective le séduisait, « vous connaissez l'esprit du Français et Parisien! Ceux qui crient le plus fort contre la guerre seront peut-être les plus acharnés, une fois la guerre déclarée! Les antimilitaristes seront obligés de se cacher dans leurs caves! On ira les chercher pour les pendre! »

« C'est fort possible, mon cher Klotz, je conviens que votre prévision n'a rien d'absurde Mais elle n'est pas complète! Ajoutez qu'à la nouvelle du premier revers, le plus prévu, l'entrée des Prussiens à Nancy par exemple, le flot se retournera! On viendra chercher ceux des antimilitaristes qui n'auront pas été pendus pour renverser avec eux le gouvernement! »

« Parfaitement, avoua Klotz, mais avec mandat de continuer la guerre à outrance ».

Cette conversation est déjà vieillotte. Elle omet entre autres un élément qui n'existait guère alors, mais qui a grandi depuis : c'est l'élément royaliste. Les prévisions doivent être complétées par une probable tentative monarchiste en cas de revers ou de soulèvement. C'est contre nous seuls qu'on rédige au Ministère de la Guerre le Carnet B. C'est nous qui menaçons le pouvoir, en cas de guerre, d'un recours à la violence. Or, il n'est plus sûr du tout que notre

coup de force soit le seul à prévoir, et que nous disposions seuls de la violence. Les chefs royalistes sont nombreux dans l'armée, et qui peut jurer que le salut de la France ne leur semblera pas commander le retour du roi?

Nous aussi depuis l'entretien que je raconte, nous aussi, nous avons grandi! Chaque alerte nouvelle a mieux préparé les esprits à passer des phrases aux actes! Il y a pour des Français un abîme entre la phrase et l'acte! C'est toute autre chose pour le Parisien, (je dis pour le camarade inscrit au parti, classé, cotisant, ayant sa carte) c'est tout autre chose d'aller le dimanche après-midi avec sa femme et le gamin jusqu'au Pré Saint-Gervais au meeting en plein air ou bien de décider, le matin où les journaux en énormes titres publient le Décret de Mobilisation, où tous les cœurs battent, où les ordres d'appel arrivent, de décider qu'il ne répondra pas à l'appel, qu'il n'ira pas tantôt à la caserne où on doit l'équiper, et de descendre dans la rue pour y former des cortèges d'émeute ou dépaver pour la barricade.

C'est tout autre chose pour le socialiste actif, pour l'ouvrier syndiqué, mais pour le Parisien ordinaire? Pour l'employé, l'ouvrier qui ne suit que de loin la politique et le syndicat? D'habitude il suit volontiers le mouvement des minorités agissantes, mais ce Jour-là?

Ce jour-là, le peuple bouillonnera dans la rue comme une eau qui bout sur le feu! Chauffé par nous, chauffé par les journaux de guerre!

Et nos feux ennemis élèveront d'heure en heure la température de la masse. Regardez cette rue noire de monde, cette foule où les groupes se font et se défont, ces gens qui ne vont pas à leur travail et qui attendent, causant, fiévreux. Des cris contraires parfois éclatent! Une dispute! Une petite bagarre. Les vendeurs de journaux fendent la foule en criant.

Sur cette foule-là que peuvent les partis organisés, les groupes de quartiers? Qui sait? La soulever tout entière peut-être, lui insuffler l'âme qu'elle attend! Lui faire crier tout d'une voix : « A l'Elysée! A la Chambre! A bas la Guerre! » Ou l'irriter, au contraire, soulever les huées : « Va donc, hé, Prusco! A Berlin! Espion! A l'eau! »

Qui sait? Tout dépendra, voyez-vous, de l'état d'esprit que les nouvelles de la veille, de l'avant-veille auront répandu dans cette foule. Lisant son journal, hier matin, le Parisien s'est-il dit : « Ils ont tort de provoquer les Allemands comme cela! A la place de Guillaume, moi, je me fâcherais » S'est-il dit : « Ah! en voilà assez! Ils nous provoquent, ces gaillards-là!... »

Tout dépend de là! Si nous nous sentons, disais-je plus haut, provocateurs, nous serons furieux contre le gouvernement. Si nous nous sentons provoqués, alors ce sera un allons-y général, un irrésistible courant qui, tel qu'en Italie, emportera tout, comme paille, dans son flot débordé.

Plutôt l'Insurrection!...

Je veux! Qu'est-ce que c'est que cela : « Je veux! » Que veut dire votre « Je veux? »

Vous figurez-vous seulement l'acte que vous voulez? Etes-vous capable, à la minute où vous dites « je veux », êtes-vous capable de vous mettre par avance dans la peau du bonhomme que vous serez au moment d'agir? Voyez-vous le lieu, les circonstances, la rue, la figure des camarades, le numéro du journal? Si oui, votre volonté vaut quelque chose, et je vous crois.

Sinon, ne dites pas que vous voulez! vous criez, oui; vous désirez, vaguement; vous souhaiteriez, peut-être! Brave homme, vous n'êtes pas capable des volontés à terme. Attendez, pour vouloir, que le moment d'agir soit venu. Vous êtes impulsif, et vous ne vous décidez que sous le fouet des événements. Ce que vous ferez, je vous défie de le prévoir, et votre acte sera, peut-être, tout l'opposé de vos serments.

*
* *

Excellent travail mental que j'ai suivi et vécu mois à mois! Merveilleuse école que j'admire! Chacun de nos groupes, éveillé par les dernières alertes, se mit à l'œuvre, surtout après Agadir, et fit effort pour prévoir.

C'était touchant! C'était naïf! C'était admirable! Pour la première fois, on s'apercevait que les phrases, les ordres du jour engageaient à

l'acte, et loyalement on se tâtait, on s'interrogeait. Que faut-il faire? Que ferai-je? Que feras-tu, toi? Es-tu d'avis d'aller à la caserne? pour y rencontrer la foule des réservistes et leur parler, leur conseiller la manifestation, une sortie dans la rue, en armes?

« Mais, mon vieux, tu ne vois donc pas qu'à la caserne. tu es noyé! Tu vas te trouver là au milieu d'une cohue de braillards qui, depuis le matin, crient : « A bas les Prussiens! » et qui auront bu! Qu'est-ce que tu veux faire? »

« Alors, restons chez nous, dans le quartier, dans la rue où nous sommes connus, et unis aux camarades, crions! Crions des fenêtres! Crions par les rues! Ebauchons des cortèges! »

« Mes amis, il y a mieux à faire à la caserne! Oui, on peut trouver des braillards, mais si on a du calme, de la tenue, de l'ascendant, on peut rudement retourner les esprits! Cela se retourne quelquefois promptement! »

Ainsi, se discutèrent des éventualités précises; notre force réelle s'en accrut, et l'énergie des camarades décupla, car la franchise de l'examen dissipa les sourds malaises.

Je crois peu à la vertu du bluff. Est-on vraiment plus fort quand on proclame sa toute-puissance et qu'on essaie d'en persuader tout le le monde et soi-même? Peut-être y a-t-il là une vertu de suggestion, un magnétisme héroïque qui peuvent, en un transport d'enthousiasme, vous donner une force de géant. J'incline pourtant à préférer l'effort qui se connaît et s'ap-

précie soi-même. Ces grands enthousiasmes factices croulent si vite! Cela crève comme des ballons! J'aime décidément mieux la vérité que le mensonge, même le mensonge pieux, qui, dit-on, sert la cause! J'ai confiance dans la vérité! Mesurons notre force; sachons ce qu'elle peut déjà et ce qu'elle ne peut pas encore : et, la voyant grandir chaque jour, nous aurons en elle la vraie confiance, celle qui n'est point aveugle et que le doute n'atteint plus.

*
* *

Nous pouvons déjà quelque chose! Tout le monde l'a senti dans nos groupes, à cet examen de conscience.

Peu de chose? Beaucoup, dis-je! Nous sommes en état, si le gouvernement pousse à la guerre, de l'arrêter en soulevant l'opinion. En ce cas, il y a déjà un vague mécontentement du peuple : nous pouvons lui donner une voix, l'accroître par là et le faire éclater en révolte ouverte.

Quand il y a un courant, nous pouvons le diriger, le précipiter.

Je ne suis pas sûr que nous puissions en créer un, ni surtout résister à un violent courant contraire.

Donc, nous disposons d'une vraie puissance *avant* la guerre. Nous ne pouvons rien, je le crains, quand elle éclate.

Belle puissance, alors? A quoi bon?

A quoi? Voici l'exemple! Il est actuel.

Dans la guerre des Balkans, tout le monde

craignait que l'Europe entière, par la folie de tous ou la ruse de certains, n'y fut engagée. On blaguait ferme le cochon serbe; et des phrases faciles couraient sur la bêtise de nous battre pour lui ouvrir l'Adriatique. (Tâchons, à propos de toute guerre, de montrer le cochon : il y est toujours!)

Servie par les circonstances, l'action du Parti socialiste et de la C. G. T. mordit violemment sur l'opinion. Un vrai sentiment public, très hostile à la guerre se révéla : si net que les chancelleries durent en tenir compte.

Je dis qu'en pareille occasion, si la Russie et l'Autriche en étaient venues aux mains, notre action eut empêché la France de prendre les armes pour la Russie. Le moins qu'on puisse nous concéder, c'est que la participation de la France était douteuse.

Dans une occasion précédente, à propos de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le gouvernement s'en rendit si bien compte, qu'il le fit savoir à Saint-Pétersbourg.

Qui prétendra donc que nous ne pouvons rien? Nous paralysons les effets les plus belliqueux de l'Alliance.

Nous pouvons cela, et nous pouvons encore davantage!

*
* *

L'exemple des républicains de 1870 nous prouve ce que nous pouvons à l'intérieur, comme les exemples diplomatiques que je viens

de citer prouvent comment nous pouvons agir sur les complications extérieures.

L'exemple des républicains! Messieurs, vous ne vous plaindrez pas! Vous ne direz pas: « C'est malhonnête! C'est criminel! » Nous vous prenons pour modèles, et nous songeons à vous imiter!

Le Quatre-Septembre, rappelez-vous, le Quatre-Septembre vous avez renversé le gouvernement impérial en face de l'invasion étrangère et sous le coup de la défaite. Vous avez, plutôt, poussé du pied les ruines de ce gouvernement et vous les avez jetées à terre.

Pourtant vous n'étiez pas organisés; et votre propagande avait moins d'écho dans le pays que la nôtre. Nous sommes organisés. Un Quatre-Septembre socialiste peut succéder à votre Quatre-Septembre.

La seule possibilité, la seule menace est un puissant moyen de pression qui peut arrêter un gouvernement téméraire sur une pente fatale. Pour ceux d'entre vous qui réfléchissent, cette possibilité demeure une épée de Damoclès, un épouvantail.

Voilà l'immense service qu'a tant de fois rendu à la France notre éminent ami Edouard Vaillant quand il a lancé à la face des gouvernants, à toutes les heures tragiques, son fameux défi : « *Plutôt l'insurrection que la guerre!* »

Les gouvernants entendaient : « Gare à Nous! Ne risquons pas imprudemment la guerre! Ne risquons pas légèrement la défaite! C'est peut-être un nouveau Quatre-Septembre! »

Cette crainte-là, elle est l'œuvre, l'espérance et la récompense de tout citoyen qui s'est dérangé pour grossir de sa présence un meeting contre la guerre; qui a collé des affiches contre la guerre; souscrit pour les tracts et les circulaires contre la guerre!

Grâce à lui, nous pouvons cela : effrayer les gouvernants de la perspective d'un mouvement insurrectionnel pareil à celui du Quatre-septembre.

Grâce à lui, grâce à l'organisation du parti, grâce à la force des syndicats, grâce à la C. G. T., nous pouvons, le cas échéant, portés par un courant d'opinion publique, passer de la menace à l'exécution, chasser le gouvernement guerrier incapable ou traître!

Direz-vous encore que c'est peu de chose?

Cette magnifique révolte contre la guerre qui, en France comme en Allemagne, pousse aux meetings les foules irritées, n'est donc pas seulement une protestation généreuse. Une vraie force de paix est ainsi créée, un solide et dur outil est forgé que nous devenons chaque jour plus capables de manier.

Ceci, n'est-ce pas, nous différencie quelque peu des simples pacifistes?

*
* *

Ah! nous voudrions davantage! Nous rêvons mieux que cela!

Belles journées de Bâle où vers la vieille cathé-

drale se pressaient par les rues montantes les processions de l'Internationale!

Pierre Baudin, il m'en souvient, appela ce Congrès, par une courtoise ironie, *le Grand Pardon de Bâle!*

Et ce n'était pas, sous sa plume, une pure moquerie. Il pense réellement que l'efficace des Congrès socialistes internationaux ne l'emporte pas sur l'efficace du grand pardon breton de Sainte-Anne d'Auray. La cathédrale, la chaire aux prônes, les cloches lui semblaient convenir à merveille.

Baudin, positif Baudin (ah! fou musard! musard, vous y êtes déçu!) vous omettez un élément essentiel; ce qui différencie une série d'actes d'une série de rêves, et les Congrès socialistes des pardons de Bretagne, c'est que notre énergie va croissant et que l'effet utile s'augmente.

Oh! nous sommes encore loin de compte! Qui le sait mieux que nous? Vous voyez de quel souci je m'applique à mesurer nos forces! Très loin encore du but, c'est vrai!

Mais nous nous en sommes rapprochés!

Voilà le fait, énorme! A tout petits pas, nous avons franchi une courte distance. Nous sommes, je l'avoue, tortue plus que lièvre! Tout de même la pression simultanée de l'Internationale s'exerce aujourd'hui avec plus d'ensemble et de promptitude! Le mouvement s'exécute mieux! Treptow, Baudin! Rappelez-vous Treptow, en pleine crise d'Agadir! Trois cent mille ouvriers berlinois criant « A bas la guerre! »

Vous n'auriez pas eu cela, il y a dix ans! Vous vous en êtes servis!

A qui le devez-vous? Aux socialistes allemands? D'accord! A eux seuls? Pas à nous, un peu? Bêtise, mon ami! Les Allemands — qui ne le comprend? — ne marchaient avec élan que par l'intime certitude que nous étions de notre côté, prêts à marcher.

De ces trois cent milles internationalistes de Treptow combien auraient consenti à livrer l'Allemagne sans défense aux coups des chauvins?

Pas un! et bravo! Je les en félicite! Nous non plus n'acceptons pas de livrer la France aux pangermanistes! La vertu de l'Internationale (du grand Pardon de Bâle, Baudin!), c'est de permettre, par la confiance mutuelle des sections nationales, l'action simultanée. Ainsi nous nous dressons dans chaque pays contre notre gouvernement pour l'empêcher d'être belliqueux, et au-dessus des patries locales, nous dessinons l'Internationale.

Nous sommes loin de compte? Mais je vous le répète! Entendu! ce n'est pas le rêve! ce n'est pas l'idéal! Ce n'est qu'une esquisse, une ébauche!

Ah ça! Si nous étions assez forts pour dompter les gouvernements, pour arrêter souverainement les guerres, croyez-vous que nous attendrions la guerre pour user de notre force? Il y a longtemps que nous en aurions profité pour mettre les gouvernements à l'ombre! Et nous aurions supprimé d'abord la vraie guerre, la guerre des classes, source de beaucoup d'autres.

Ébauche? mais déjà assez précise! Qui représente à tous les yeux ce que veulent les Partis Socialistes! qui pose en pleine lumière l'organisation internationale des producteurs contre les gouvernants de chaque pays! La forme même de notre action, adaptée dans chaque pays aux circonstances nationales montre que nous ne détruisons pas du tout les nations : au-dessus d'elles, nous élevons quelque chose; et nous les absorbons, sans les abolir, dans un plus vaste ensemble.



Quant à présent?

Hé bien! Quant à présent, je l'ai avoué sans pudeur, il y a des cas où nous ne pouvons rien et ce sont les plus graves.

Il en résulte qu'*il ne faut pas compter sur nous plus que sur les pacifistes pour maintenir et garantir aujourd'hui, en toute hypothèse et contre tout péril, la paix de l'Europe.*

Triste vérité? A qui le dites-vous? Mais vérité! elle est bonne à dire!

Elle nous préserve d'une dangereuse illusion : si nous étions dupes de nos désirs et de nos mimiques, nous négligerions, nous fiant à nos vociférations, de chercher les moyens pratiques d'écarter aujourd'hui les guerres les plus menaçantes.

Les Chinois connaissent de toute antiquité un moyen d'écarter les orages. Dès qu'ils voient apparaître dans la nuée noire le Dragon des

Cyclônes, ils sortent en hurlant de leurs maisons, frappent les gongs, s'assourdissent d'un vacarme infernal.

Chez nous, quelques bedeaux sonnent encore, dans la même intention, les cloches.

Préférons à ces moyens les paratonnerres et les paragrêles.

Persuadons-nous que crier : « *A bas la Guerre! Guerre à la Guerre!* » sans s'aviser d'aucun effort pratique pour prévenir un conflit précis, c'est faire de l'Exorcisme, de la Sorcellerie, de la Magie.

*
* *

L'incantation, le sortilège, les malédictions, les pratiques magiques sont loin d'avoir perdu toute la confiance des hommes. Pendant trop de siècles nous en avons été possédés pour nous en dépouiller si vite.

Grands bras! Cris frénétiques! Gestes furieux! Bave écumante! Mimique forcenée du sorcier, du shamane en train de chasser les esprits! Crécelles du faiseur de pluie! Je vous retrouve parfois dans nos éclats de voix, nos phrases ronflantes, nos poings tendus, et nos anathèmes, et nos ordres du jour! j'essaie de m'en délivrer le plus possible, et tout le Parti essaie par un travail têtu de progrès et de maîtrise de soi-même, de s'en guérir.

Vous nous raillerez? Pauvres petits! Sachez que partout où s'excite un vif et passionné désir

qui n'a pas trouvé procédé pratique de satisfaction, la magie n'est pas morte! La magie, c'est le désir insatisfait qui se proclame, et par des mimiques, croit hâter l'heure de satisfaction! Pouvez-vous tout? Non! alors si vous êtes exempt de nos illusions, c'est que vous n'avez pas de haut désir ou que vous êtes... résigné! Félicitations.

Les socialistes, les syndicalistes, les libertaires sont ardents, fiévreux, et mal résignés; il leur arrive donc, haïssant la guerre, de lui tendre les poings, en criant: « A bas la guerre! » ce qui signifie tout bonnement, « Je désire ardemment que la guerre n'éclate pas! »

Et faute de vrais moyens, ils en trouvent de faux!

J'ai tâché, plus haut, de marquer avec exactitude dans quels cas nous pouvons agir et quelle espèce de mouvement insurrectionnel nous pouvons mener à bien. Mais il y a des formes insurrectionnelles qui sont chimériques. Par l'insurrection, on peut renverser son propre gouvernement : on n'arrête plus, de nos jours, par ces procédés un envahisseur!

Il fut un temps où de la meilleure foi du monde nous pensions arrêter les armées par l'insurrection. Notre ami Gustave Hervé, nous en présentait la vigoureuse image.

Quoi? Les gouvernants déchaînent la guerre? Debout, camarades! Chaque ville, chaque commune, chaque village de l'Yonne se hérisse de barricades! Approchez, soldats! Soldats fran-

çais, soldats allemands, pas de différence! On tire dessus!

Quand un enfant veut regarder de trop près le secret du joujou, il casse la poupée! En aurons-nous cassé, des poupées! La perspective de l'action prochaine nous força dans la dernière crise à regarder de près le mécanisme de ces révoltes, puisqu'enfin c'était peut-être pour dans deux jours!

La possibilité d'une insurrection est, comme j'ai dit, un fort moyen de pression et une menace excellente. Mais quand le temps des menaces est passé? Quand la guerre est déclarée? On menace un forban qui va commettre un forfait : mais nous avons été obligés de concevoir telle guerre éclatant sans forfait, par la force des choses.

Que faire? La Commune dans chaque ville, hissant le drapeau rouge, et les insurgés se faisant tuer plutôt que de céder aux guerriers des deux pays? Et c'est nous, les socialistes scientifiques, qui nous paissions de ces billevesées? Mais la guerre moderne est une entreprise de grande industrie! La ville insurgée contre l'armée ennemie, sans artillerie, sans munitions, c'est l'artisan contre la grande Usine. Une armée moderne avalerait l'une après l'autre les villes insurgées comme on avale des fraises. Cela se règle en huit jours, une guerre du vingtième siècle! Et par ouragans d'obus et par batteries accumulées! Où diable nos villes prendraient-elles le temps de se fédérer entre elles et

d'organiser une commune défense, c'est-à-dire si je ne m'abuse, de revenir à une armée nationale capable de tenir le coup?

Châteaudun, au mieux! Mais le sacrifice héroïque est la belle impulsion de l'heure : ce n'est pas un programme de parti! Ce n'est pas une tactique! Et ce n'est pas non plus une sérieuse opération de guerre, ni une stratégie!

Histoires de l'autre monde, souvenirs d'un âge disparu, votre évident archaïsme, votre air vieillot, et du temps passé, suffiraient le jour venu à glacer tous les enthousiasmes. Mourir, oui! Mais comprendre qu'on va se faire tuer pour rien du tout, sans résultat possible, par simulacre théâtral, non! Au théâtre, passe, car après la tuerie, les morts se relèvent. Mais sous les obus comptez-vous retenir les gens, si vous ne leur montrez pas à quoi sert leur dévouement?

*
* *

Une autre réflexion paralyse!

Ces villes qui tombent une à une, comme des noix qu'on gaule, ces insurrections sur tous les points du territoire, impuissantes à organiser la défense locale, elles ont réussi peut-être à empêcher la défense nationale.

L'héroïsme des ennemis de la guerre aura donc pour seul effet d'ouvrir leur pays à l'envahisseur?

Avec cette perspective, ils ne seront pas nombreux, les insurgés, car le socialiste, ennemi de

la guerre, ne consent pas à faciliter, indirectement, la guerre de conquête ni à frayer la route à l'invasion.

« Ça m'est égal!, me cria certain jour, un libertaire de mes amis. L'invasion? Je m'en fous, de l'invasion! Quoi? Parler allemand? soit! Sera-t-on plus malheureux qu'aujourd'hui? L'insolence? Tenez! Regardez-les, nos cocos! »

Nous étions, cela explique la véhémence des propos, nous étions à Villeneuve-Saint-Georges au lendemain de la tuerie. Il me montrait de la main, comme nous passions devant la station pour aller voir le cadavre du charbonnier, il me montrait les officiers! Beaux gaillards, des dragons en petite tenue, le bonnet sur l'oreille, cambrés et fiers : il y en avait, je l'ai vu, il y en avait qui souriaient!

« Hé bien! fis-je, êtes-vous décidé à la faciliter, l'invasion? A trahir, quoi! au profit de l'empereur Guillaume. Car l'invasion est tout ce que vous voudrez, sauf un événement indifférent! Si elle n'est pas haïssable, alors elle est désirable, car elle supprime une frontière, elle supprime des guerres futures. Détestable ou désirable, mais indifférente, jamais! Alors? Ferez-vous le jeu de Guillaume? »

« Ah! zut! » me répondit le camarade.

*
* *

Crier vaguement : « A bas la guerre!, tendre des points menaçants aux nuages, et s'imaginer qu'on est à l'abri de la guerre, puérilité pure! Il

ne suffit pas de craindre la guerre pour s'en préserver, ni de la maudire pour l'éviter.

Pour faire œuvre utile, il faut sortir du vague, et chercher pour empêcher une guerre précise, la plus menaçante, un moyen précis.

Ainsi l'entente franco-anglaise, le rapprochement avec l'Angleterre empêcha le conflit qu'après Fachoda tant de gens trouvaient inévitable.

Peut-on arranger de même façon les conflits de la France et de l'Allemagne?

Peut-on faire après Agadir ce qu'on fit après Fachoda? Et le rapprochement franco-allemand est-il possible comme le fut le rapprochement franco-anglais?

CHAPITRE IV

Une question d'État d'esprit

Ce qu'il y a d'excellent chez les pacifistes et chez les révolutionnaires, c'est leur méthode d'Appel à l'opinion.

Cela est vraiment républicain, et d'avenir.

La vieille diplomatie ignorait l'opinion. Bismarck bravait à la fois l'opinion et s'appuyait sur elle : libérale, il la bravait; patriotique, il l'utilisait. Mais il la trompait au besoin sans scrupule, et même avec un rire de vieux diable.

L'appel à l'opinion du peuple pour former, redresser au besoin la conduite des gouvernants est une idée moderne. Elle implique de grands devoirs.

Des gens nous diront même qu'il est absurde de s'appuyer sur l'opinion, surtout en matière extérieure et diplomatique.

N'avons-nous pas reconnu les avantages du secret? Et puis l'opinion n'est-elle pas souverainement incompétente.

Le secret? Il est nécessaire à la politique bel-

liqueuse. Si nous arrivons à donner à la République la politique de paix qu'il faut, nous ne craindrons pas le grand jour.

Incompétente, l'opinion! Voilà qui ne peut toucher que les personnes étrangères au corps diplomatique! Quand on a l'habitude des diplomates on rencontre, je dis parmi les plus accrédités, tant de stupéfiante légèreté sous une mine imposante, tant de frivolité et de cécité mentale derrière ces belles figures réfléchies, tant d'imprévoyance avec cet air avisé qu'on ne peut vraiment plus désespérer d'amener les foules au niveau de cette élite.

Çà et là il y a parmi les diplomates des hommes de haute valeur et très informés, et très capables d'utiliser leur information (c'est le cas notamment de tous ceux qui liront ces lignes) et, plus rarement, se rencontre parmi eux le grand homme, le Cavour, le Bismarck, le Talleyrand.

Nous étonnerons-nous que le grand homme soit rare en diplomatie comme partout? Non! mais nous constaterons qu'il brille comme une étoile au-dessus des fumées et des poussières, et qu'il y a la même distance entre lui et le commun des diplomates qu'entre lui et le commun des hommes.

Mais qui prend pour méthode l'appel à l'opinion s'impose de grands devoirs : il doit entreprendre de l'éduquer.

Tout le monde, parbleu! tout le monde prétend éduquer l'opinion! Combien se rendent

compte qu'il faut pour cela s'éduquer d'abord soi-même? Car « former l'opinion » n'est-ce pas, après tout, répandre son propre état d'esprit? Mais il y a une partie objective, documentaire, une chasse aux mensonges, une mise en lumière des faits exacts, qui sont indispensables pour former l'opinion.

Surtout, je voudrais qu'on s'appliquât à développer en chacun l'habitude de penser par soi-même. C'était une partie excellente du mouvement d'opinion dreyfusienne. Gauchement, c'est entendu, avec des airs très amusants de gravité prétentieuse, un fort grand nombre de citoyens se crurent tenus en conscience de penser par eux-mêmes. Leur gaucherie venait du manque d'habitude. Leur prétentieuse affectation venait de la gloire de cette conquête. L'effort était merveilleux!

Il faut reprendre cela! Il faut répéter aux gens qu'il n'y a rien à faire, qu'à condition de prendre l'habitude de réfléchir à ce que nous voulons.

L'Embarras des richesses.

Le *Radical* du 18 mai 1913 nous fit cadeau d'un excellent conseil. « Allons plus loin! écrivait-il à propos de la Conférence de Berne. Sachons ce que veulent les gouvernants allemands et disons-leur ce que nous voulons ».

C'est parfait! Mais j'ajouterai quelque chose! Une simple petite phrase intermédiaire : *sachons*

aussi auparavant, ce que nous voulons! Car pour le dire aux autres, il est indispensable de le savoir nous mêmes !

*
* *

Ce que nous voulons? Hé! ce n'est pas difficile à dire ! S'il était aussi aisé de l'obtenir !

Vous croyez cela? Commençons donc tout de suite par le plus aisé!

Que voulons-nous? En bonne foi, pour l'étranger impartial, l'examen de nos paroles et de nos actes semble démontrer que nous voulons à peu près tout, et même des choses contradictoires.

A notre insu, cela va sans dire! Nous ne savions pas être si gourmands! Mais c'est fort naturel. On commence toujours par demander tout.

Pourquoi pas? Ce n'est qu'après qu'on se réduit. La vie nous limite à ce qui est raisonnable, c'est-à-dire à la mesure de nos forces. L'enfant tend la main vers le soleil, réclame la lune. La vie le rend plus sage. Le Français ne paraît pas encore très sage, et il nous arrive souvent de réclamer la lune.

Nos diplomates, par exemple, ces hommes graves, d'une solennité rassurante et qui inspire confiance, qui les supposerait capables d'enfantillages? Combien de fois, pourtant, ils croient habile de réclamer la lune! Ils appellent cela : *faire valoir nos droits.*

Nos droits! Certainement! Ils ont raison! Nous avons des droits partout! Car nous sommes une

vieille nation. Leibniz soumettait à Louis XIV un plan de conquête de l'Egypte! Saint-Louis y avait perdu la bataille! Voilà des droits! Bonaparte suit les conseils de Leibniz et occupe un temps l'Egypte. Lesseps y creuse son canal. Voilà des droits. Et en Syrie, depuis les croisades! et au Liban! et en Perse! et en Chine! Que de droits, mes amis, que de droits! La terre en est toute parsemée, toute foisonnante comme d'une riche moisson. Il suffit de l'engranger. Partout où il y a un sauvage converti, un missionnaire martyr, un trafiquant enrichi, un noir à caleçon tricolore, partout où Saint-Louis est mort, où nos aïeux furent glorieusement vainqueurs ou triomphalement vaincus, nous avons des droits, nos droits, l'héritage de la France, le patrimoine sacré de la patrie.

Hélas! Nous dûmes en céder pas mal déjà! Les Indes, ô Dupleix! le Canada, ô Champlain, ô Montcalm, et la Louisiane! Il faut se faire une raison! Consolons-nous! Si nous avions gardé et fait valoir tous nos droits, où diable se seraient logés les autres peuples? Car nous avons droit à toute la planète, et possédons des titres à réclamer légitimement toute la terre : demander toute la terre, cela revient à demander la lune!

Nous sommes une vieille nation. C'est fort honorable et fort périlleux. Il est flatteur d'avoir derrière soi un long passé, mais il est fâcheux de vieillir et d'être en lutte avec des peuples plus modernes, dont la vie centralisée est plus récente, et l'unité plus jeune.

C'est périlleux! Appliquons-nous donc à ne pas gaspiller nos forces en les éparpillant. Des droits? A quoi nous servira d'avoir des droits partout quand nous n'aurons plus de forces nulle part?

Pour rester jeunes (car les peuples sont plus heureux que les individus! Chacun connaît l'âge maximum que nous ne dépassons guère, au lieu que les nations ne sont pas ainsi condamnées à mort à terme fixe), pour rester jeunes, il faut agir au lieu de souhaiter, atteindre un but précis au lieu de les poursuivre tous : donc limiter ses désirs et choisir!

Sachons ce que nous voulons!

L'empire des mers? La perfide Albion le détient!

L'entière occupation des continents? C'est trop grand! Il y a déjà du monde et que faites-vous des nouveaux venus?

Les nouveaux venus! Ils n'ont pas de droits! Ah! la misère de leurs droits fait pitié! Les Allemands, par exemple, n'ont aucun droit nulle part!

L'autre jour attendant vainement de l'argent
Qui me vient de Hanovre
Je pleurais de pitié dans la rue en songeant
Combien Rothschild est pauvre!

Par malheur, leurs forces croissent! Et il est prudent de tenir compte des nouveaux venus. Ils pourraient être tentés de prendre avec nos droits les mêmes libertés que prit Louis XIV

vis-à-vis de l'Empire et de l'Espagne! Pensez à cela une minute, je vous prie : au sourire royal de Louis XIV, quand on parlait des droits d'autrui.

⁂

Mais quelle duperie? Pourquoi nous dépouiller bénévolement de nos droits? Que coûte-t-il de garder nos jalons posés? Cela réserve l'avenir! Et on prend plaisir à rêver que les temps futurs restaureront notre puissance!

A mon avis, cela ne réserve pas l'avenir et cela compromet le présent.

N'est-il pas courant, admis par les chauvins eux-mêmes qui s'en plaignent avec amertume, que nous abandonnons, en fin de compte, nos droits contre de la monnaie de singe?

Nous avons dû nous résigner à céder à l'Angleterre nos droits à Terre-Neuve et en Égypte. En échange de quoi? De la permission de conquérir, au Maroc, tout ce qui ne nous rapprochait pas trop du détroit de Gibraltar.

Terre-Neuve! Vous rappelez-vous l'abandon de nos droits sur Terre-Neuve? On jetait les hauts cris : la Bretagne était perdue! La marine française n'aurait plus de bons matelots!

Et l'Egypte! On en pleure encore! Nous ne pouvions pourtant pas confisquer toute l'Afrique!

En réalité, nous avons réglé tous ces litiges avec l'Angleterre *pour avoir la paix avec elle*, pour assurer l'Entente cordiale.

Mais si au lieu d'attendre tant d'années pour

faire ce marché, si au lieu de nous gargariser avec nos droits séculaires sur l'Egypte, nous avions su traiter à propos, à l'heure voulue, nous aurions eu, au lieu d'un blanc-seing qui n'a rien coûté aux Anglais, toute la vallée du Niger qui eût complété nos possessions de l'Afrique occidentale en échange de l'Egypte! Et joyeusement! on nous aurait dit merci par dessus le marché! avec un vigoureux shake-hand!

Aujourd'hui, la Turquie croûle. Vite, nous reparlons de la Syrie! Quand les Allemands avouent des visées sur l'Anatolie, il semble qu'ils nous volent. Ah ça? Préférez-vous qu'ils viennent en Champagne? J'aime mieux les voir en Asie-Mineure!

Mais l'Anatolie, ne pourrions-nous pas, nous aussi, la mettre en valeur?

Hé oui! oui! Mais bon dieu! Voulez-vous encore mettre la terre entière en valeur? Voyons, décidez! Choisissez! Voici étalée la carte du globe. Que désirez-vous? Voulez-vous l'Afrique? l'Asie? l'Amérique du Sud? l'Océanie? Disons-le, de grâce, une bonne fois, pour que les autres sachent en quel endroit du monde il leur sera permis de poser le pied sans nous marcher sur les droits!

*
* *

Les Allemands, dites-vous, sont aussi trop ambitieux! Ils se poussent partout; ils prennent de tous les côtés!

Eh bien! entendons-nous! C'est le cas! Le *Radical* a raison! Arrangeons-nous, *sachons ce qu'ils veulent*, plantons des piquets, et faisons comme les paysans, un bornage!

Mais d'abord, n'est-ce pas, *sachons ce que nous voulons.*

Sachons, ensuite, prendre notre parti de bonne grâce, et renoncer sans soupirs à ce dont nous ne voulons pas!

Savoir exactement ce qu'on veut et prendre sa part sans grognements, jalousie, ni rancune, voilà justement une de ces habitudes d'esprit qu'il faut donner aux Français si l'on cherche à former l'opinion chez nous.

Ce n'est qu'une question d'état d'esprit, mais elle peut opposer à la paix un obstacle plus infranchissable que vingt barrières diplomatiques.

Comprenez-vous tout ce qu'il peut y avoir, pour les étrangers, d'irritant et d'insupportable dans cette manie de nous fâcher quand un autre peuple se développe?

Publiquement nous nous reprochons, et trop justement, de mal tirer parti de notre sol et de ses richesses naturelles, et en même temps nous crions à tout le monde : « Hé! Vous autres! Pas par ici! C'est gardé! Chasse réservée! »

*
* *

On se fait ainsi, à notre grand dommage, une très fausse idée des Français. Nous faisons

l'effet de ces roquets qui aboient furieusement tout le long de leurs grilles, après tous les passants qui, sans mauvaise intention, se promènent et vont à leurs affaires.

Nous sommes, pourtant, restés au fond tels que nous étions au XVIIIe siècle! Le plus courtois, le plus souriant, le plus aimable des peuples! Mais nous avons été malheureux! Et le Français n'est pas fait pour le malheur. Il y a des gens dont le malheur développe les qualités : il gâte les nôtres; et nous donne des défauts que nous n'avions pas.

Non! le Français n'est pas devenu envieux, hargneux ni jaloux : il n'a pas cessé d'être aimable, car il n'a pas cessé de vouloir être aimé.

Etre aimé? Mais nous en rions nous-mêmes, parfois, avec une parfaite bonne grâce, de notre manie de nous croire aimés par toute la terre! Et, en revanche, nous sommes si prêts à aimer les autres, à nous engouer d'eux! Nous avons eu l'Anglomanie! Et vous souvenez-vous des fêtes russes? Des marins russes et de l'amiral Avelane à Toulon et à Paris?

Ivresse qu'on peut railler, transports débordants, un peu ridicules si vous voulez, mais que ces effusions étaient sincères et spontanées!

Il n'y avait pas plus d'enthousiasme à l'aube de la Révolution, à la Fête de la Fédération!

« Oh! il y a bien de la différence! »

Eh oui, mon ami! L'élan s'orientait tout différemment : mais l'énergie enthousiaste était la même. Tout est là! Vous êtes un esprit supé-

rieur, n'est-ce pas? Quand il y a, sous vos mains, un pareil flot d'enthousiasme, un réservoir si gonflé, c'est à vous d'en diriger la décharge, de la canaliser! Vous disposez là d'une force incomparable.

Dirigez-là, c'est votre rôle! Vous ne pouvez? Soit! Vous n'êtes donc, comme nous, qu'un nigaud. Laissez-nous tranquilles!

Non! Ce n'était pas le seul espoir de revanche qui jetait tout ce peuple aux bras des Russes! C'était la joie de donner son cœur, d'avoir trouvé un peuple ami, des étrangers à admirer.

Quel besoin d'enthousiasme nous avons! Nul peuple n'a besoin d'enthousiasme autant que le Français, car nul peuple n'est par l'enthousiasme soulevé si au-dessus de lui-même. Ah! l'abîme entre le Français découragé et le Français enthousiaste! Découragé, il n'est bon à rien! Enthousiaste, il est capable de tout!

L'univers témoin n'a rien compris à ce Paris fou des Russes, saoûl de vin cordial, et délirant d'amour. Nous avons étonné, puis égayé à nos dépens. L'univers n'a pas songé qu'il nous est arrivé de l'ébranler tout entier dans une poussée d'enthousiasme dont la fougue n'était pas plus violente que celle qui se dépensait en orgies furieuses dans ces rues du Paris épris des Russes.

Il est vrai qu'en nos épopées, notre enthousiasme se haussait jusqu'à des idées! Est-il défendu d'espérer que nous reverrons, pour des idées, ces mêmes transports irrésistibles?

Aujourd'hui, je retiens de nos effusions si raillées la preuve que nous ne sommes pas méchants, ni haineux, par nature.

La Haine de l'Allemand.

Beaucoup de Français, pourtant, s'imaginent haïr l'Allemand.

Et ceux qui ne le haïssent pas, sont presque tous jaloux de lui.

Je l'avoue! Mais en toute bonne foi, pouvait-il en être autrement?

Je fais de mon mieux pour me mettre dans la peau de l'Allemand, persuadé que sans cela il n'y a rien à faire, et pas moyen d'amener les deux peuples à se comprendre.

Mais il est indispensable aussi que l'Allemand se mette un peu à notre place!

La défaite nous a précipités d'un haut sommet jusqu'au fond d'un trou! Nous dansions sur le haut du toit, tout allumés, fanfaronnant, rieurs, un peu de vertige, peut-être, la tête un peu tournée par l'élévation, grisés d'air et poussant à pleine voix nos cocoricos.

Et puis la chute! le coup d'assommoir!

Et nous avons eu beau tâcher de faire bonne figure en nous relevant! Nous sommes restés humiliés, honteux au fond de nous-mêmes, avec le remords de nous être bêtement laissés rouler.

Roulés! Je suis convaincu qu'il y a beaucoup de cela dans notre ressentiment. Ah! Bismarck

nous a bien manégés, il n'y a pas à dire! Il est dur de pardonner à l'heureux bénéficiaire de tant d'intrigues si artistement conduites. A mesure que notre malheur prenait du recul et que nous pouvions mieux juger, nous avons vu plus clairement dans quel piège nous avions donné en vrais niais. Depuis de longues années, on nous guettait, patiemment!

Puis, un beau jour, la dépêche d'Ems! nous fonçons... le coup est fait!

*
* *

A côté de cet irritant artifice, de cette préparation savante de notre défaite qui nous la rend insupportable, il y a, tout à l'opposé, le sentiment d'une injustice du sort.

D'un côté, nous sentons que nous avons mérité ce sort et préparé notre destinée par notre étourderie et nos bévues. Mais d'autre part, nous n'avons vraiment pas eu de chance!

Quelle guigne affreuse, en telle épreuve, quelle noire déveine pour un peuple que cette collection de chefs incapables ou traîtres!

Car, au fond, les ruses de Bismarck, les stratégies de Moltke, allons donc! N'empêche que çà a tenu à un fil qu'ils n'en soient les mauvais marchands.

Plus on lit les études de leur grand Etat-major, plus on s'en convainc, et plus on rage!

Quand je pense qu'on nous a bernés comme des idiots avec des rengaines de trois contre un, et d'infernale supériorité stratégique! Alors

qu'ils se lançaient à l'aventure, au grand galop, courant après nous par toutes les routes, et qu'un général pouvait les ramasser tous en plein désarroi !

Au lieu de cela... Sedan ! Bazaine !

Messieurs les Allemands, c'est notre faute, oui, je sais bien ! Tant mieux pour vous ! Mais c'est très dur à pardonner ! Très dur ! Votre faute... on pardonne aisément ! Mais notre faute ! Vous la pardonner !

* * *

Et puis, chaque jour qui s'est écoulé nous a montré depuis 1870 la profondeur de notre chute et la hauteur d'où nous sommes tombés !

Nous ne l'avions pas su d'abord ! Nous ne savions pas que nous nous battions sur un tel sommet, bordé d'un tel précipice !

Quoi ! Nous nous étions battus avec l'Autriche, avec la Russie : vainqueurs, naturellement ; mais si, par impossible, nous avions été vaincus, étions-nous morts pour cela ?

Tandis que cette fois-ci !

Cette fois-ci il semble que la fortune nous ait fait jouer, sans nous prévenir, la partie décisive.

Ah ! si nous avions su ! Mais qui s'en doutait ?

Partie décisive ? Oui : il semble que 1870 ait marqué le commencement de notre déclin et de leur grandeur ! C'est comme une borne fatale d'où partent, en sens contraire, les deux adversaires après la lutte. Le vainqueur prend le chemin qui monte. Le vaincu, celui qui descend.

*
* *

Voilà bien des raisons de nos rancunes : et vous sentez pourtant qu'exprès je n'ai pas dit le pire! l'annexion brutale qui nous enlève un morceau de nous et nos meilleurs hommes! et leurs plaintes pendant des années, dans les liens. J'ai omis exprès d'en parler, parce que c'est le point vif, le point capital qu'il faudra toucher tout à l'heure. Une fois suffit.

*
* *

Ces ressentiments, très naturels, très fatals, ils nous rendent, parfois, idiots et stupides.

L'Allemagne, depuis la guerre, grandit. Elle grandit formidablement. Sa population augmente. Son commerce, son industrie se développent par une merveilleuse croissance. Elle s'est créé une marine.

Elle devient riche.

Nous nous sentons, nous autres, comme éclipsés et sous l'ombre! Ce feuillage épais envahit le ciel et cache tout un pan de lumière.

Mais qui nous a empêché de développer notre commerce et notre industrie? Notre jalousie est bonne pour des enfants! Cela fait hausser les épaules. Au lieu de grogner, nous aurions mieux fait de garder nos capitaux! On n'a pas idée de cela! Un peuple furieux contre le voisin qui fait bien ses affaires, et assez sot pour lui avancer tous les fonds! Brailler, au lieu de surveiller la Finance!

De plus, ce voisin ne peut chercher nulle part un débouché, sans que nous ne poussions des cris de paon!

Bismarck lance à l'Autriche le mot d'ordre fameux : *Drang nach Osten*! En marche vers l'Orient!

Par clairvoyance élémentaire, nous aurions dû nous en féliciter! Vers l'Orient? Cela détourne de nous le courant germanique! Aimez-vous mieux qu'il coule à l'Ouest?

Bismarck nous montre la Tunisie et l'Afrique; il montre à la race allemande l'Orient : nous avons chance de ne pas nous heurter!

Sommes-nous contents? Nous sommes furieux! exaspérés!

Pour moi, je ne trouve rien de plus bête que cette fureur qui nous prend quand l'Allemagne forme des plans sur l'Anatolie, sur le chemin de fer de Bagdad, sur toute l'Asie-Mineure. Je leur crierais de grand cœur « Bon voyage! »

CHAPITRE IV

La question d'Alsace-Lorraine.

Arrivons-y donc à cette cruelle question! A quoi bon reculer? Cela me coûte, et je ne puis m'y décider. Mais derrière tous les préambules, et toutes les conditions, et tous les examens, est-ce que tout le monde ne sent pas que la vraie question est là, derrière ces voiles qu'on hésite à soulever?

Chaque fois qu'on parle en France, en Allemagne, de paix européenne, de rapprochement, de concert entre nos deux pays, on sent que tant qu'on n'a pas prononcé les noms fatals de l'Alsace et de la Lorraine on n'a rien dit, on a parlé à côté, en taisant le principal, en y pensant d'autant plus qu'on ose moins en parler.

Touchons enfin à la blessure qui ne se ferme pas, ou si lentement, et posons nos doigts sur la plaie.

Y a-t-il vraiment des personnes qui répondent, quand on leur demande, pour assurer la paix, de distinguer et d'avouer tout haut leurs sentiments

véritables, que c'est là leur demander bien peu de chose ?

Cela n'a l'air de rien, peut-être! La condition semble aisée et facile à remplir!

Je la crois si difficile et si dure que je ne sais pas si nous pouvons la supporter. Car il s'agit de démêler, entre des états divers et contradictoires, ceux qui nous tiennent le plus à cœur; et de blesser, en déclarant publiquement nos préférences profondes, des sensibilités qu'il est atroce de faire souffrir.

Y a-t-il rien de plus pénible, de plus intolérable que l'idée de froisser par un mot, par un écrit, l'un de ces Alsaciens ou l'une de ces Lorraines, fils ou filles d'annexés, ou eux-mêmes survivants de la défaite?

Qui de nous acceptera légèrement de peiner l'une de ces « Dames de Metz » telles que nous les présente Maurice Barrès dans *Colette Baudoche?*

Cet obstacle, nous n'oserions jamais le franchir, si l'Alsace-Lorraine elle-même ne nous y aidait! Oui! Les annexés eux-mêmes! Eux seuls avaient qualité pour parler les premiers, et nous autoriser ainsi à parler après eux.

*
* *

Suis-je obligé vraiment pour être compris de tous les Français, de remuer toutes les vieilles souffrances, celles d'ici, celles de là-bas?

Ne répétons pas, une fois de plus, les plaintes et les phrases de douleur! On les a proférées,

on les a écrites, chaque jour, depuis quarante-deux ans. Des cris déchirants, d'abord, au moment où le fer nous coupa un morceau de nous-mêmes; puis d'éclatantes lamentations, mêlées à des clameurs de haine et à des serments de revanche; enfin de longs et pénibles gémissements, dont le temps assourdit la plainte.

Ces cris, puis ces clameurs, puis ces plaintes sortaient de nos cœurs, de tous nos cœurs. Pas un Français, pas un seul, du royaliste au communard, du cagot à l'athée, qui au lendemain de la guerre ne les ait poussés de toute son âme.

Pourquoi est-ce changé aujourd'hui? Pourquoi y a-t-il des Français qui ont cessé de gémir? Pourquoi y a-t-il des Français — j'en suis — auxquels il est arrivé parfois de ricaner quand ils entendent gémir?

C'est que le temps a coulé, c'est que quarante-deux ans ont passé, et qu'aux gémissements sincères des premières années se sont mêlées beaucoup de plaintes affectées, poussées chez nous par des individus parfaitement calmes et dont les yeux demeuraient secs.

Connaissez-vous rien de plus irritant que ce charlatanisme de douleur, qui est tout calcul, et qui, après avoir gémi, demande l'aumône? Cette façon de jouer nos malheurs sur l'orgue de Barbarie était exaspérante! Autour d'Emile Zola, les écrivains naturalistes en eurent les nerfs agacés jusqu'à grincer des dents. Relisez dans Henry Céard les pages crispées et mordantes, où la fille et les sous-offs, chez le

bistro, chantent la traînarde mélopée sur la patrouille allemande qui passe, et les petits enfants de l'Alsace!

Il est clair que l'auteur a entendu cela crisser contre ses nerfs, comme on entend une pointe d'acier crisser contre une vitre!

De là l'énervement de toute une génération, et le haussement d'épaules agacé.

On ne soumet pas impunément tout un peuple pendant un demi-siècle à subir tous les matins le récit de ses douleurs sur l'air d' « ils n'auront pas l'Alsace et la Lorraine »! Un sursaut se produit! Un geste qui repousse et qui se dégage! Déroulède explique Remy de Gourmont. Et n'allez pas croire que c'est affaire de littérateurs, et que ces énervements-là sont réservés aux artistes.

Le peuple se rend moins compte que les artistes de ce qu'il éprouve, et ne le dit pas si vite. Mais sa sensibilité est aiguë et juste, et son amour-propre très à vif. Il a senti qu'on le blessait, qu'on l'humiliait par cet étalage niais, qui divulguait ses intimes griefs en phrases ampoulées, en périodes ronflantes, en refrains pleurards. Hé, que diable! Quand une défaite est si insupportable que cela, on se bat dans les cinq ou six ans qui la suivent, au lieu de vieillir à brailler des rengaînes.

Carlyle, tâchant d'expliquer l'âme des puritains et leur horreur des cérémonies du rituel, nous décrit le sérieux et l'ardente profondeur de leur foi religieuse, l'angoisse de leur tête-à-

tête perpétuel avec Dieu, avec le Juge de leur péché; et rapprochant leur détresse, pour nous la rendre plus familière, de celle d'un père qui pleure son enfant, il demande ce qu'éprouvera ce père torturé quand un quidam, en oripeaux de théâtre, lui viendra proposer de célébrer en l'honneur de son fils des jeux funéraires à la mode grecque.

Les faubourgs qui, pendant vingt ans, eussent marché d'un joyeux élan à la revanche, éprouvèrent enfin ce dégoût irrité devant toutes les rodomontades et toutes les complaintes qui ressassaient l'Année Terrible et les Annexés et les rubans noirs.

Nous avions tort d'oublier que de vraies larmes continuaient là-bas de couler, quoiqu'on nous en présentât ici une insupportable caricature, et que des persécutions infligeaient des peines véritables à des annexés, à cause de nous, à cause de leur fidélité envers nous.

Seulement, il ne suffit pas de blâmer notre état sentimental; il faut le comprendre et le reconnaître, car c'est un élément important de la situation.

Or c'est un fait qu'il y a une portion de la population de Paris, et d'autres grandes villes, et même de villages perdus dans la campagne, qui, par un total retour, par un revirement complet de sentiment, ne tolère plus sans siffler, huer, bafouer, qu'on essaie de l'émouvoir en lui parlant de l'Alsace-Lorraine.

Les journaux chauvins peuvent insulter ce

peuple-là, déclarer que c'est la lie du peuple, la honte de la France, un ramassis d'étrangers! Au lendemain des obsèques d'Aernoult que deux cent mille ouvriers parisiens accompagnèrent, n'a-t-on pas imprimé qu'il n'y avait au Père-Lachaise que des Russes, des Italiens, des Allemands et des Polonais? On peut s'assouvir le cœur par ces faussetés et ces outrages. Mais nul n'ignore que la partie du peuple qu'on injurie ainsi est précisément la portion fougueuse, ardente et d'avant-garde, celle qui a de l'entrain, celle qui voici vingt ans frémissait de ferveur chauvine et guerrière.

J'en ai eu de mes propres yeux la vision très nette un soir de réunion publique, rue Lepic, aux côtés de Camille Pelletan.

Très en forme, Camille Pelletan attaquait à fond les chauvins réactionnaires; et véhément, plein de verve, il se déclarait plus patriote qu'eux.

La foule qui emplissait le préau de l'école, foule socialiste, très sympathique d'abord, et applaudissant frénétiquement les tirades contre la réaction, se refroidissait à mesure que s'échauffait le patriotisme de Camille Pelletan. Il n'en avait cure et ne s'en doutait guère, emporté par sa fougue. Posant la main sur son cœur, il s'écria : « Avez-vous oublié 1870? » — « Oui! oui! » protestèrent quelques voix en divers coins. « Ils ne me comprennent pas! » murmura Pelletan; et tout haut il reprit d'une voix plus éclatante : « Sentez-vous toujours, au

fond de vos cœurs, la plaie saignante de l'Alsace-Lorraine? » — « Non! » hurlèrent ensemble cent voix furieuses sans que, du reste de la salle, un seul cri contraire montât.

En cette même salle, huit ans auparavant, en période boulangiste, on eut assommé les blasphémateurs.

*
* *

Ce revirement est un fait; mais un fait qui a ses limites et que nous n'exagérons pas.

Nous nous cabrons quand on nous traite d'étrangers ou qu'on prétend que nous sommes une poignée d'agités et de furieux. Mais nous ne prétendons pas être aujourd'hui autre chose qu'une minorité.

Minorité? Elle a d'ailleurs le droit de demander à ceux qui la dédaignent pourquoi jamais ils ne s'adressent à la majorité sans l'utile précaution d'un masque? Quel est le candidat qui, dans les campagnes, sollicite les suffrages en réclamant la guerre de Revanche? Nos plus acharnés patriotes, nos revanchards les plus enragés, répudient alors les projets belliqueux. Eux? Fauteurs de guerre? On les calomnie! Défense nationale, rien de plus! la paix avec honneur, mais la paix assurée, et par eux mieux que par tous autres, car ils adorent la paix! Elle n'a pas de partisans plus convaincus! Quant aux réparations, ils ne les attendent que des « retours du droit ».

Majorité, minorité, laissons cela! Vous nous

concédez, par votre dissimulation, qui est un aveu précieux, que la France en immense majorité veut la paix et repousse la guerre, fut-ce pour la revanche. Je vous concède à mon tour, volontiers, que si l'on offrait aux Français non pas le choix entre la paix ou une guerre d'issue très douteuse, mais entre la paix ou une victoire assurée, ils n'hésiteraient pas à vous suivre : nos sentiments, je l'ai dit, sont mêlés et contradictoires.

Majorité, minorité ne nous voileront pas la vérité. Or il est vrai que quarante-deux ans ont coulé, mais qu'après tant d'années, il reste là-bas des gens qui se souviennent, et que la mémoire du passé fait souffrir. Mon camarade Jacob est de Metz. Ses parents sont restés là-bas. Jacob est socialiste, ennemi de la guerre, internationaliste; il ne mérite donc que le mépris et la haine des bons Français : il est Juif! Je l'aime beaucoup. Il n'a pas honte d'être juif, ni d'avoir un beau nez de Sémite avec des prunelles sombres où brûle la flamme orientale. Il vous regarde dans les yeux, et pour la bravoure, cet ancien zouave, qui a fait campagne sous Giovaninelli, en revendrait au besoin à plus d'un patriote.

Je me fie à Jacob qui ne ment pas. Quand il va au pays voir ses vieux parents, il les retrouve tenaces, obstinés dans leur aversion têtue de l'Allemand. Ils ont vu la guerre, haï l'envahisseur, tenu tête à l'insolence des Prussiens campés dans leur village ; et depuis quarante deux ans, ils n'ont pas changé, pas bronché, pas plié l'échine.

C'est un fait. Il faut le confronter avec le fait précédent, qu'il balance. Vous pouvez être libertaire, syndicaliste, socialiste, vous n'oublierez pas qu'il y a là-bas une famille de tailleurs qui n'accepte pas la violence qu'on lui a imposée.



Ceci mène plus loin, et la constatation d'une souffrance humaine nous conduit à un problème de droit.

Ces gens-là, les parents du camarade Jacob, on les a conquis et annexés malgré eux; et — oublions leur cas individuel — et toute l'Alsace-Lorraine a été annexée par la force, par la violence, par la guerre.

Alors, nous les internationalistes, nous les socialistes, ennemis de la guerre, de la force, de la violence, qu'est-ce que nous en pensons? Nous huons, nous sifflons les chauvins, les patriotes et les revanchards et nous avons bien raison, car ils sont haïssables, dangereux, et ma foi, si odieux qu'on est tenté de leur préférer, à distance, les Allemands. D'autant qu'ils ne se gênent pas, les gaillards, pour nous déclarer en toutes lettres qu'ils ne nous tiennent pas pour des compatriotes. Soit! C'est très bien! Nous les bafouons.

Mais que faisons-nous de nos principes? Et pourquoi approuvons-nous la violence? Pourquoi, condamnant la guerre, absoudre la conquête? A quelle heure une violation du droit

cesse-t-elle de nous indigner? Combien faut-il d'années pour légitimer l'oppression?

*
* *

Le droit de la guerre, nous ne le connaissons pas.

Mais il est vrai, et ceci ne dépend pas de nous ni de nos volontés, ni de nos adhésions, il est vrai qu'après un temps le fait brutal devient le fait accompli.

Nous haïssons la guerre et nous voulons la paix : or, la paix n'a de sens que si on accepte le *statu quo*, le fait accompli.

Voilà pourquoi les internationalistes, les ennemis de la guerre, ne sont point si illogiques qu'il semblerait.

Et puis, voyons! Il faut être juste! Quand l'Allemand nous dit pour justifier l'annexion de l'Alsace-Lorraine: « C'est le droit de la guerre! », nous haussons les épaules, car ce « droit de la guerre » est pour nous la négation du droit. N'empêche que si la France eût été victorieuse en 1870, il est infiniment probable qu'elle aurait profité de sa victoire pour prendre la rive gauche du Rhin. Donc, il y a un sens dans ce que dit l'Allemand. Cela veut dire : « Une partie se jouait, dont la condition était que le vainqueur ferait ce qu'il voudrait. Si vous aviez gagné, vous vous seriez servis à mes dépens. Vous avez perdu! »

*
* *

Naturellement, nous n'imaginons pas qu'un peuple puisse souffrir quand nous l'annexons. Nous le tenons pour honoré, pour favorisé. Les Français, les Allemands pensent ainsi. Nous n'aurions pas plaint les Luxembourgeois ni les Rhénans. Nous aurions dit : « Ils sont plus qu'à moitié Français! Ils étaient Français sous la Révolution! Ils seront très heureux bientôt! » C'est ce qu'ont pensé les Allemands à propos des Alsaciens et des Lorrains. Mon camarade Bernstein me confirmait, à Berne, que les Allemands ne soupçonnaient pas, en 1870, le profond attachement des Alsaciens à la France. Ils croyaient que leurs regrets disparaîtraient vite. N'est-ce pas ce que nous pensons, à cette heure-ci, des Marocains?

Les indignés, les défenseurs du droit humain, les revanchards, ils acceptent, ils réclament, ils exigent la conquête du Maroc! Et quelle conquête! pour livrer des populations arriérées, mais nobles, aux plus vils trafiquants, aux entreprises des plus éhontés mercantis! Bah! Qu'importe! Est-ce que le Marocain sent comme nous? Race inférieure!

Pour mettre en repos notre conscience, nous nions la sensibilité des victimes.

Celui qui torture un chien, une grenouille dit : « Croyez-vous que cet animal-là souffre comme nous? »

Mon dieu, j'imagine que les Marocains qui

nous voient arriver baïonnette au canon dans les défilés de leurs montagnes, conduisant contre eux les noirs du Sénégal, éprouvent, si calleuse que soit leur écorce, une souffrance quand la moisson brûle et le douar. Ils méconnaissent la supériorité de notre civilisation.

Mais ces Marocains ont tué nos soldats !

En effet! dès que nous posons le pied sur un sol à conquérir, les habitants deviennent aussitôt, s'ils résistent, des rebelles.

En Annam, les patriotes, les francs-tireurs sont, par nous, dénommés pirates. Encore une race inférieure, n'est-ce pas, ces gens d'Asie? Et dénués de tout raffinement?

Je me rappelle les yeux d'un Arabe à Chateaudun-du-Rummel. C'est une étiquette que nous posons sur un village dont le nom est Souk-el-Arba ou quelque chose d'approchant. J'y étais, chez un indigène ami, peu de temps après le massacre des consuls européens, aux alentours de la Mecque. Nous causions en prenant du café, et un grand jeune homme était là, en visiteur, accroupi, entouré dans son vaste burnous. On ne lui voyait que les yeux. Je racontais les circonstances de l'agression. Mon hôte traduisit ces quelques mots au visiteur.

Quels yeux, mes amis! Ils étincelèrent! Un jet de flamme! tout de suite éteint! mais, vrai, on aurait pu y allumer sa cigarette.

Il devait sentir quelque chose, ce grand gaillard-là !

Leur volonté d'aujourd'hui.

Seule, l'Alsace-Lorraine pouvait nous faire signe et nous permettre de lever les yeux.

A-t-elle fait ce signe? Quelle est sa volonté? Les interprètes ne manquent pas. Mais ils lui prêtent souvent la leur.

N'avons-nous pas vu plus haut des pacifistes prendre pour accordé que la population, consultée, voterait le retour à la France?

Et qu'en savent-ils? Le retour pur et simple? La dislocation en départements, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin? Le retour sans condition, sans autonomie? Je n'en suis pas sûr : c'est une question, en tout cas!

Quelle est aujourd'hui la volonté de l'Alsace-Lorraine? Je ne ne dis pas de l'Alsace-Lorraine de 1871, de l'Alsace-Lorraine en deuil, à genoux, éplorée et telle que l'éternisent, en statues de pierre, les sculpteurs patriotes.

Je dis de l'Alsace-Lorraine d'à présent, de cette région si pleine de vie, si active, si prospère, si industrieuse et qui n'a rien, je vous assure, des allures languissantes et geignardes que lui prêtent les mythes de nos cafés-concerts.

Le temps a passé. Chaque année apporte à une si belle contrée des modifications matérielles, et, par suite, des modifications morales. Cet apport annuel s'est répété quarante-deux fois! Nous n'entreprendrons pas, je pense, d'ex-

pulser, même en cas de guerre heureuse, l'Alsace-Lorraine d'aujourd'hui au profit de l'Alsace-Lorraine d'avant la guerre? Bien! Alors il faut tenir compte des immigrants.

L'afflux constant des immigrants venus d'Allemagne est une de ces modifications profondes qu'amènent les années. En rappelant *Colette Baudoche*, nous avons remercié Maurice Barrès de nous avoir fait cadeau d'un beau type d'immigrant : le professeur Asmus.

Ah! Cet Asmus! Quelle forte création de l'art! Et quelle somme de vie réelle ce personnage incarne! Il était dur, pour un écrivain patriote, de peindre un immigré qui ne fût pas haïssable ; mais le talent préserve des tentations banales, et Maurice Barrès n'a point été tenté par les dénigrements trop faciles. Il voit vrai. Nous pouvons nous fier en toute assurance à qu'il a vu.

Croyez-vous que la petite Colette ait dit son dernier mot à Asmus? Ce brave Asmus que nous avons fini, comme elle, par prendre en affection, n'est pas parti très loin! Il n'est pas dépité pour longtemps. Asmus reviendra ; et comme il est plein de cœur, et si docile, Colette regrettera de l'avoir affligé, et ce regret les rapprochera. En toute évidence, la conclusion du livre est le mariage de Colette et du professeur Asmus, un peu francisé par elle.

Cette fiction de *Colette Baudoche* nous éclaire la réalité avec la lampe merveilleuse! Car si Colette Baudoche épouse Asmus, souhaitera-t-elle encore la guerre?

Ni elle ni Asmus ne pourront plus s'y résigner. Et voilà le problème des immigrants qui nous apparaît tout entier, et non plus comme une simple modification matérielle, mais comme gros de conséquences morales.

Ne l'avons-nous pas entendue tout récemment, du côté de Mulhouse cette voix de Colette Asmus? Chaque fois que le conflit s'exaspère entre la France et l'Allemagne, nous l'entendons !

Oui ! Aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, un gémissement parfois s'élève d'Alsace-Lorraine. Mais au lieu de nous appeler au secours, et d'invoquer le jour de la revanche, il s'élève maintenant chaque fois que la guerre menace, pour la conjurer.

Les temps sont changés. Le meeting de Mulhouse a fait entendre une parole si nette et des invitations si catégoriques qu'on s'est ému dans la presse parisienne. Les journaux chauvins ont dit : « N'écoutez pas ! Ce n'est pas l'Alsace qui parle ! ». D'autres journaux ont eu l'idée d'y aller voir.

Parmi ces nombreuses enquêtes, j'ai été surtout frappé par celle de la *Petite République*, la première en date, par celle d'André Morizet dans l'*Humanité*, par celle de la *Libre Parole*.

Il s'en dégage à mon sens une impression commune. Sans doute, elles sont toutes sujettes à caution, à la même caution : est-ce que les Alsaciens et les Lorrains peuvent parler librement, et osent-ils étaler le fond de leur pensée?

S'ils sont obligés, par crainte, de la déguiser, quelle besogne faites-vous en les confessant publiquement? N'êtes-vous pas honteux? Vous les compromettez, vous les exposez à des représailles, vous leur arrachez des paroles qu'ils profèrent par contrainte, et vous nous les donnez pour l'expression fidèle de leurs sentiments intimes?

Permettez! Ils sont, en tout cas, libres de se taire. Or, beaucoup d'entre eux tiennent à parler et cherchent l'occasion de se faire entendre de nous, parce qu'ils ont quelque chose de grave à nous dire.

Et puis, sommes-nous obligés d'accepter leurs paroles au pied de la lettre? Il nous appartient de les peser, de les apprécier et les plus précieux indices seront, peut-être, involontaires.

Une chose demeure, au moins, parfaitement libre. C'est l'impression générale du journaliste français qui fait l'enquête. Après toutes les entrevues, il se forme d'après, ces conversations, et beaucoup d'autres qu'il ne rapporte pas, et mille signes extérieurs, une opinion d'ensemble qui vaut ce qu'elle vaut, mais qui, n'engageant que lui, est du moins absolument sincère. Mon confrère de la *Petite République* a formulé la sienne avec un très grand courage! Pour lui, le vœu profond de l'Alsace-Lorraine est l'autonomie. Elle entend vivre de sa vie propre. Elle y tient d'une volonté si ferme qu'elle revendiquerait, croit-il, cette autonomie même contre la France.

Le vieux protestataire M. Lalance n'a pas fait

entendre à André Morizet un vœu moins instructif. Il lui a dit, lui dont l'opinion est doublement précieuse puisqu'il garde en son cœur, comme un trésor, le souvenir de l'époque ancienne et la nostalgie d'une Alsace française, il lui a déclaré que, même pour assurer ce retour, il ne voulait pas de guerre.

Pas de guerre!

L'autonomie!

Je ne sais si je commets une erreur, trop aisée en ces difficiles sujets, mais je ne puis m'empêcher de croire que ces deux mots-là résument la volonté présente et l'intérêt présent de l'Alsace et de la Lorraine.

Quand on repousse, comme le pire des malheurs, la perspective d'une guerre, ne devons-nous pas conclure qu'on se résigne, fut-ce avec douleur, au fait accompli? Sommes-nous tenus de nous bercer d'illusions, comme la restitution volontaire des pays annexés en échange de Madagascar et de l'Indo-Chine?

Pourquoi nous leurrer? L'épée seule a pu nous les prendre, l'épée seule pourrait nous les rendre. Dire qu'on maudit toute guerre de revanche, c'est trancher la question.

Tenez! pendant que je corrige les épreuves de ce livre, M. Georges Bourdon publie en volume la passionnante enquête en Allemagne dont une partie avait paru dans le *Figaro*. Que vois-je en annexe? les extraits d'une conférence prononcée par le grand Alsacien Preiss, à Paris, à la Société de Géographie. Ah! voilà un lan-

gage qu'on ne contestera point! Car si des gouvernants brutaux peuvent obliger M. Preiss à se taire, nul ne le contraint à parler. Ecoutons-le! il se déplace exprès pour nous avertir que *l'Alsace-Lorraine veut avoir son autonomie, qu'elle acclame la devise « l'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains » et réclame sa mise sur pied d'égalité complète avec les autres parties de l'Empire!*

Faut-il encore supposer des sous-entendus?

Sommes-nous coupables d'en croire M. Preiss?

Une phrase du président de l'Assemblée d'Alsace-Lorraine à l'envoyé de la *Libre-Parole* m'a aussi beaucoup frappé. M. Ricklin, membre du Centre, catholiquealsacien parlant à un catholique français, peut craindre de le peiner en lui avouant brutalement l'acceptation générale du fait accompli. Mais cet aveu lui échappe par un détour qui serait le plus ingénieux du monde, s'il n'était l'explosion franche et loyale de l'animosité d'un croyant contre l'ennemi véritable. Ce sont, d'après lui, les libres-penseurs, les athées, les anticléricaux qui, par leurs excès, dégoûtent de la France les annexés d'esprit religieux.

Ah! Très bien! Je vous disais bien, tout à l'heure, qu'on nous livrerait, involontairement, les plus précieux indices.

Que nous importent, à nous, les motifs et les aversions de M. Ricklin? Cela importe fort aux catholiques, aux libres-penseurs, mais nous ne sommes pour l'instant ni catholiques ni libres-penseurs! Nous sommes exclusivement des

Français préoccupés de découvrir les vrais sentiments des Alsaciens-Lorrains. Les motifs ne nous regardent pas! Le fait, nous le retenons! Le fait est que, pour des motifs religieux ou autres, il y a des habitants des provinces annexées, et des plus importants, et des plus « représentatifs », comme M. Ricklin, qui regardent vers l'Allemagne avec plus de complaisance que vers la France.

C'est grave, cet aveu-là, dans un journal français et nationaliste! Ne l'exagérons donc pas : pourquoi dire qu'ils regardent vers l'Allemagne? Disons qu'ils ne regardent que chez eux, en Alsace! et non plus vers la France.

Mais prenons garde aussi d'atténuer trop! Ils regardent bien vers l'Allemagne, car ils appartiennent au Centre allemand, à un parti allemand. Il serait absurde de le leur reprocher! Le temps, disions-nous, apporte avec lui des modifications matérielles et morales. Les besoins religieux, la vie religieuse ne pouvaient demeurer toujours suspendus. Le besoin religieux a donc rapproché forcément les catholiques annexés des catholiques allemands, dans une lutte commune contre l'irréligion. Et ces croyants ne pouvaient non plus méconnaître longtemps que la France inclinait à l'irréligion.

De même, les besoins économiques ont rapproché les ouvriers alsaciens et lorrains des travailleurs allemands. Il y a un parti socialiste en Alsace-Lorraine : et c'est la Sociale Democratie d'Allemagne.

Ceux-là aussi ont dit, dans la dernière crise, un mot décisif quand, dans leur Appel au peuple de Paris, ils suppliaient la France d'aimer assez l'Alsace-Lorraine pour lui permettre de vivre heureuse, *même comme État autonome dans un empire étranger.*

*
* *

Voilà le mot décisif! C'est là-dessus qu'il faut se prononcer.

Tâtez-vous! Ne m'en croyez pas! Ne vous en rapportez qu'à vous-même!

Je ne vous demande qu'une chose : voir exactement la conséquence de ce que vous voulez.

Ne dites pas : « Ces Alsaciens-là, je les récuse! Je refuse de les écouter, car ce ne sont plus de purs Alsaciens! Ce sont des socialistes! Ce sont des catholiques! Parlez-moi du sentiment des purs Alsaciens! »

Si vous défalquez de la population d'Alsace-Lorraine tout ce qui vote pour les socialistes, tout ce qui vote pour les catholiques, tous les immigrés et tous les autonomistes, prenez garde! Je ne sais pas s'il vous reste une majorité.

C'est vous qu'il faut consulter maintenant! Car vous étiez déjà fixé, entre nous, et bien avant que je vous en parle, sur les vrais sentiments de l'Alsace-Lorraine! Vous saviez bien, sans m'avoir attendu, que son vœu est l'autonomie. Vous avez vu vous-mêmes l'ancien terrain protestataire abandonné pour ce nouveau

champ de manœuvres, la conquête de l'autonomie.

Or, cette conquête de l'autonomie, la facilitons-nous aux annexés par nos démonstrations bruyantes, par les serments de revanche et les gestes de matamore? Allons donc! Vous savez parfaitement le contraire. Loin de les aider nous leur nuisons par cet amour tapageur. Ce n'est pas à eux, mais à nous-mêmes que font plaisir nos fanfaronnades. Nous ne pensons pas du tout à eux, quand nous crânons, mais à nous seuls. Et ils le voient très bien! Ils savent à quoi s'en tenir! Ils nous l'envoient dire! Quand cela devient trop dangereux, ils nous supplient de les laisser tranquilles.

C'est vous seul qu'il faut consulter! Vous savez ce qu'ils veulent! Mais vous! Pouvez-vous vous résoudre à la perspective d'une Alsace-Lorraine devenue, dans l'Empire allemand, un État autonome et libre comme la Bavière ou le grand-duché de Bade?

Pouvez-vous? J'aime mieux que vous répondiez carrément « non », que de ruser avec vous-même et de consentir sans sincérité et avec une arrière-pensée.

Ne vous sauvez pas, non plus, par des faux-fuyants. Ayez le courage d'aborder la question en face, comme un homme, toute cruelle et coupante. Ne dites pas : « Je voudrais l'Alsace-Lorraine autonome, mais indépendante comme le grand-duché de Luxembourg. Cela ferait une ceinture d'États-tampons entre l'Allemagne et

nous, qui irait de la Mer du Nord au Mont-Blanc. Ce serait excellent! »

Tout à fait mon avis! Excellent, en effet. Savez-vous que cette idée séduisante fut caressée par Duruy, sous l'Empire!

Abandonnez-la, car il y a eu 1870. Laissez cela aux pacifistes et ne vous leurrez pas de l'espoir que l'Allemagne y consente sans guerre.

*
* *

La réponse est dure, n'est-ce pas?

Je ne m'en suis jamais mieux aperçu qu'en suivant la campagne d'Hervé. Elle lui fait le plus grand honneur, et aussi à son parti, et aussi à son pays.

Quel beau tempérament français que Gustave Hervé! Breton trempé dans le vin de Bourgogne! Allez donc me dénicher mieux! Dire qu'un gaillard de cette trempe-là s'est étiqueté un jour antipatriote et qu'il a trouvé des juges pour le croire!

Il a fini par s'aviser, comme nous tous, qu'il était peut-être insuffisant d'agiter de grands bras pour mettre la guerre en fuite, et de jucher dans les cerisiers des épouvantails à moineaux. Il a examiné les moyens pratiques d'assurer la paix et, tout de suite, l'Alsace-Lorraine l'a arrêté.

Brave homme! Comme le fond de son cœur est resté chaud et généreux! Lui qu'on n'accusera pas de chauvinisme, j'imagine, lui, sali par toutes les ordures que les patriotes professionnels lui ont versées sur la tête, avec son plus zélé

concours, il s'est senti incapable de tenter purement et simplement une entente avec l'Allemagne, en omettant l'Alsace-Lorraine, en la passant sous silence, en l'oubliant! Il lui a fallu donner un coup de main aux frères de là-bas, aux annexés, et, régler leur sort avant d'échanger l'étreinte définitive.

Je ne peux pas dire combien cet élan m'enchante. Et faites-y bien attention! Ce n'est pas un sentiment isolé. Hervé est typique, et il fournit toujours un exemplaire admirable de la façon dont réagissent beaucoup de Français.

Par quel moyen régler le sort des Alsaciens et des Lorrains? Comment leur assurer l'autonomie?

Réglons cela, dit Hervé, avec les camarades de la Social-Démocratie allemande : ce sera la condition du rapprochement.

Ah! le cas d'Hervé devient là de plus en plus caractéristique! Non, Hervé! Sur ce terrain-là je ne puis pas vous suivre. Non! Ce n'est pas le tempérament seul du Français que vous incarnez, mais son aveuglement!

Ne plaisantons pas Hervé : il s'appelle ici Légion! Une foule de Français ne veulent pas tenir compte du fait de 1870. Il y a les Français qui veulent venger 1870; il y a les Français qui omettent 1870. Ils se trompent, à mon avis, les uns comme les autres.

Mon cher Hervé, mettez-vous bien dans la tête que pour l'Allemand, pour tout Allemand socialiste ou pas socialiste, *il n'y a plus de question d'Alsace-Lorraine!*

« Mais vous plaisantez! Nos camarades social-démocrates! Ils ne peuvent pas vouloir l'oppression d'un peuple! Ils sont partisans de l'autonomie! »

Ah! Parfaitement! J'ai tort, en effet, et je complète ma formule : *Pour l'Allemand, il n'y a plus de question d'Alsace-Lorraine au point de vue extérieur; la question d'Alsace-Lorraine est une question intérieure.*

Cela n'empêche pas, naturellement, nos camarades allemands d'en parler avec nous. Ils nous écoutent là-dessus avec déférence; car ils sont courtois et amicaux, et ils croient nous devoir ces marques d'égards, cette fiche de consolation. Mais avec eux ou sans eux, soyez sûr de ceci : faire de l'autonomie ou d'une clause quelconque concernant l'Alsace et la Lorraine la condition expresse et préalable d'un rapprochement franco-allemand, c'est rendre impossible ce rapprochement.

Que voulez-vous! Pour conclure entente, il faut être deux. Il faut tenir compte des idées des deux.

« Hé justement! Vous ne tenez pas compte des idées du peuple français! Si vous ne réglez pas le sort de l'Alsace-Lorraine, il ne voudra rien savoir! »

Possible, mon ami! Ça, je n'y puis rien! Il est possible, en effet, que le peuple français préfère continuer : ce qui est, à mon avis, courir à sa perte. Je ne puis que l'avertir des conditions pratiques de guerre et de paix telles qu'elles

apparaissent, je crois, à qui veut y réfléchir.

Quant à l'Alsace-Lorraine, ne me croyez ni oublieux d'elle ni ingrat envers sa longue fidélité. Je pense seulement qu'en voulant les aider, nous nuirons aux annexés, et qu'en les laissant travailler, ils se tireront d'affaire tout de suite.

Pourquoi donc m'obstinerai-je à faire de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine la condition préalable du rapprochement, alors qu'il est clair comme le jour qu'elle en serait l'inévitable conséquence et la suite immédiate?

L'unique raison qui a suspendu jusqu'ici l'octroi de cette autonomie, c'est la persistance des sentiments français dans les provinces annexées. L'administration allemande en prend, à la fois, alarme sérieuse, et texte commode aux exagérations patriotiques et au maintien des mesures arbitraires.

Au retour de la Conférence de Berne, éclate comme une bombe la nouvelle que le Gouvernement allemand édicte contre l'Alsace-Lorraine de nouvelles ordonnances dictatoriales.

Là-dessus tout le monde nous rit au nez. Eh bien! la voilà, la reconnaissance!

Pardon! le gouvernement allemand ne nous devait aucune reconnaissance. Tous les gouvernements voient toujours de très mauvais œil le rapprochement direct des parlementaires. Ils savent que le but est de faire pression sur eux, et de remuer les assemblées pour peser sur les chancelleries. Ils ont horreur de cela. Le quai

d'Orsay nous l'a prouvé jadis à notre première visite à Londres.

Croyez-vous pourtant que la Conférence de Berne fut étrangère à l'accueil hostile que fit le Reichstag aux projets tyranniques? La présence à Berne de deux cents députés français avait produit en Allemagne une impression profonde. La récompense des « Bernois » fut l'état d'esprit ainsi créé dans le Reichstag, et l'échec piteux des projets.

Retenons ceci surtout. L'embryon d'autonomie, la caricature de constitution autonome récemment octroyées ont suffi à faire écarter comme illégales les mesures oppressives qu'on avait préparées.

Jugez par là de la valeur de l'autonomie vraie, et d'une constitution libre du Reichsland en Etat souverain.

Sitôt que la France aurait vraiment accepté le *statu quo* et signé le traité de Francfort, un seul cri, une seule voix retentirait par toute l'Allemagne! Il n'y aurait pas besoin des socialistes, ni des Alsaciens-Lorrains, l'Allemagne s'écrierait : « Donnez maintenant à l'Alsace-Lorraine la liberté et la dignité d'État allemand ».

Seulement, pouvons-nous, — je reviens à ma question, — pouvons-nous accepter cela?

Je suis convaincu que l'Alsace-Lorraine est prête à l'accepter; et même qu'elle le souhaite et nous le demande.

Mais vous? Pouvez-vous? En êtes-vous, de bonne foi, capable?

Sinon, soit! Je vous comprends parfaitement. Mais je vous comprends, à condition que vous compreniez vous-même tout le sens de votre « non ». Au bout de ce non, il y a la guerre. Il faut donc que, derrière ce non, vous mettiez toutes les chances de victoire. Faites un roi! Le plus tôt sera le mieux; et opérez, sous un chef monarchique, la silencieuse concentration de toutes les énergies nationales.

Si c'est oui?

Alors la paix est possible. L'entente franco-allemande est possible.

Nous allons voir où elle nous mênerait.

Vous aviez déjà opté!

Vous m'avez répondu oui!

Admettons-le! A titre, si vous l'exigez, d'hypothèse provisoire, et pour l'examen des conséquences.

Vous m'avez répondu oui! n'en rougissez pas, ne vous méprisez pas : vous aviez déjà dit oui depuis longtemps.

Seulement vous l'aviez dit sans vous en apercevoir, sans ouvrir la bouche, sans signe de tête, sans assentiment réfléchi.

Vous aviez dit ce oui sans vous en rendre assez compte et sans le peser! Parfois même on vous l'a fait dire sans vous avertir, par surprise, en vous prenant pour dupe, et même en vous faisant crier tout le contraire.

Il vaut mieux le dire en pleine connaissance de cause et après mûre réflexion. Votre honneur ne saurait exiger qu'on vous traite en jobard.

*
* *

Vous avez dit oui, une première fois, au lendemain de la défaite en acceptant la République. Pendant qu'on optait en Alsace-Lorraine pour la France ou pour le sol annexé, on optait en France pour la République et la Paix, ou pour le Roi et la Revanche.

Oh! Vous n'en avez rien su, je l'admets! Les républicains comme Gambetta criaient alors la revanche à tue-tête.

Le choix n'en était pas moins fait.

Et, au fond, si vous ne l'avez pas su positivement, est-il vrai que vous ne l'ayez pas soupçonné?

Vous vous êtes bien douté, au moins, que l'horreur de la défaite et la soif des vengeances n'emplissaient pas toute votre âme. Vous pensiez en même temps à autre chose, quand la première condition de revanche eut été de ne penser qu'à cela. Vous aviez été comprimé, écrasé, muselé sous l'Empire! Vous aviez envie de parler, d'agir, de vivre.

Avouez que la chute de l'Empire a été pour tous les républicains un soulagement. Tenez, j'ai là, à côté de moi, des souvenirs de M. Pierre Bertrand bibliothécaire du ministère des Affaires Etrangères.

M. Pierre Bertrand fut l'un des premiers envahisseurs du Corps législatif. C'est lui qui prit la place de Schneider au fauteuil présidentiel :

« *J'y pris place en riant, et en criant, comme nous faisions tous à ce moment. C'était un délire général de joie. L'Empire était à terre, nous avions la République, nous le savions et cela était obtenu sans que l'un de nous fut même blessé. Nous avions des raisons d'être joyeux et nous l'étions.* »

Sans doute! Sans aucun doute! Aucun d'entre nous n'était blessé, et nous avions des raisons d'être joyeux. Cependant l'heureux résultat n'avait pas été obtenu sans qu'à Sedan la France fut blessée et à côté des raisons d'être joyeux, il y avait des raisons d'être tristes.

Dans la colonne précédente, l'auteur nous avertissait même que « *Paris vibrait tout entier d'un même sentiment de douleur patriotique* ». Mais il semble bien que cette douleur, aussitôt après l'invasion du Palais-Bourbon ait été distraite par une autre préoccupation, car voici dans quel sentiment, nous dit M. Pierre Bertrand, on accueillait la République :

« *Je me dirigeai vers les boulevards. Partout la joie éclatait sur les visages. Après tant de malheurs on renaissait à l'espérance, et Paris avait comme un air de fête. La République n'était pas responsable de la guerre. Elle ferait la paix. Cette opinion était partagée par tout le monde.* »

Malheureusement il ne suffit pas de vouloir la paix. C'est même cette persuasion qui nous en fait étudier ensemble la possibilité et les conditions. Au lieu de la paix, ce fut le siège, puis le traité de Francfort et l'annexion. Mais retenez cette sincère page de M. Pierre Bertrand : elle a paru dans *Le Journal* du 4 Septembre 1909. Par elle, vous comprendrez l'état d'esprit de la gauche à l'Assemblée nationale. Sous l'Empire, on étouffait! On commence à respirer en liberté.

Donc, le Français se doute bien, au fond de lui-même, qu'en acceptant la République, il ne pense pas rien qu'à la Revanche! Il pense aussi à la Liberté, au gouvernement d'opinion, aux luttes d'idées, aux discordes intérieures.

Je vous demande un peu comment il aurait pu faire autrement! La France était divisée, déchirée entre deux tendances ennemies : fallait-il suivre Henri V au pied des autels et subir la Calotte après le Casque à Pointe? Merci bien! La Commune se fit hacher par les capitulards de la veille plutôt que de courber la tête sous un tel joug.

Non! La France ne pouvait pas opter autrement. Profondément meurtrie par la guerre et la défaite, elle ne pensait pourtant pas uniquement à cela! Elle était alors comme aujourd'hui M. Ricklin le président catholique de l'Assemblée d'Alsace-Lorraine. Elle pensait à autre chose qu'aux suites de la guerre! Sous l'Empire aussi, elle avait été durement meurtrie! Il était tout

naturel qu'elle se refît une vie intérieure, avant tout! Qu'elle optât pour la vie intérieure.

C'était tout naturel! C'était forcé! Soit! seulement je constate qu'elle a opté.

*
* *

Vous avez dit « oui » une seconde fois de la manière la plus tacite, mais la plus éloquente et la plus probante du monde.

Pendant quarante-deux ans, vous n'avez pas fait la guerre pour reprendre l'Alsace-Lorraine.

A mon avis, vous avez eu mille fois raison.

Mais votre volonté de paix, d'acceptation, pouvait-elle être plus clairement manifestée au monde?

Le monde l'a compris ainsi; et ce fut la première parole de M. de Kiderlen-Wœchter dans l'entretien notable qu'il eut, l'été d'avant sa mort, avec M. Bourdon, l'envoyé du *Figaro*, telle que la commenta dans ce journal même, M. Raymond Recouly.

*
* *

Enfin vous avez dit « oui », en acceptant l'Alliance russe, puis en ratifiant l'entente avec l'Angleterre.

J'admets que longtemps vous avez pu vous y tromper : l'aspect de l'alliance russe était tout militaire. Les textes importaient peu. Mais la Russie a manifesté par tant de signes éclatants sa volonté de ne pas se brouiller avec l'Allemagne qu'enfin vous avez été contraint de com-

prendre! Derrière ces grandes revues et ces parades militaires, après que la poussière des escadrons fut dissipée et la rançon de milliards payée à l'allié, vous avez dû vous avouer que le texte qui vous liait vous imposait l'acceptation du ***statu quo***!

Quant à l'Angleterre, cela frise le burlesque! Avec la Russie, nous jouons parfois une scène de farce italienne où le Cassandre est délesté de sa bourse par un Arlequin au fin sourire, qui lui crie « Je te protège! », en se moquant de lui par derrière. Avec l'Angleterre nous jouons la scène moliéresque où l'on crie la vérité sous le nez à un faux sourd qui ne veut pas entendre. « Un mari! », crie la suivante à Geronte, « c'est un mari qu'elle veut! un mari! un mari! un mari! » Géronte se bouche les oreilles.

Depuis la mort du roi Edouard, depuis nos sottises diplomatiques et notre renouveau de chauvinisme, l'Angleterre paraît convaincue qu'il faut nous corner aux oreilles de nous tenir tranquilles : ou gare! on nous lâche!

Que voulez-vous! l'Anglais est un peu brutal, par nature; de plus il ne nous doit rien! Il ne nous a pas emprunté d'argent, lui! Il n'a pas besoin de se gêner. Il ne se gêne donc pas. Il ne se gêne même pas du tout. Parfois il ne se gêne pas assez!

Nos journaux nous cachent pieusement ces incartades, le plus qu'ils peuvent! L'Anglais nous hurle dans la figure : « Allez-vous promener! Fichez-moi la paix. Vous m'embêtez, entendez-

12

vous, vous m'embêtez! Votre alliance! A aucun prix! Je m'en moque! »

Toute l'Europe se tord de rire à nos dépens. Le plus triste est que l'Anglais a raison et défend en ce cas la paix européenne contre nos chauvins. Le plus drôle, le plus lugubrement drôle est qu'on nous fait avaler tout cela... au nom de notre dignité nationale!

Nos journaux impriment avec componction : « *Le groupe libéral des Affaires étrangères, présidé par lord Courtney et le Comité des Affaires étrangères ont tenu une assemblée conjointe et voté un ordre du jour demandant de la façon la plus instante qu'il ne soit fait aucune tentative pour transformer en alliance l'entente avec la France...* »

Cela se passait l'été dernier, et c'est le texte de l'*Eclair* du 14 juin que je vous donne là : celui du *Temps* est moins châtié : il nous annonce une résolution « *répudiant énergiquement toute tentative ayant pour but de transformer en alliance formelle...* »

Et il y a quelques semaines vous avez lu des extraits du *Times* dans tous les journaux. Soyez tranquilles! On vous a épargné les plus véhéments passages! Et le *Times* incline plutôt d'ordinaire à une attitude énergique contre l'Allemagne! Or, il a suffi de la campagne chauvine des trois ans pour qu'il nous donnât sur les doigts, très cinglant, des coups de baguette! Et nettement, brutalement, il nous a crié que l'Angleterre voulait bien nous appuyer parfois,

mais jamais, au grand jamais, ne nous aiderait dans une guerre de revanche!

Voyons! Ne faisons pas les serins! La Triple-Entente, l'alliance franco-russe, toute cette chère diplomatie, acclamée, fêtée, caressée a pour condition le *statu quo territorial*! notre acceptation, notre amour de la paix! telle quelle! notre renonciation à la Revanche!

Vous voyez bien que vous aviez déjà dit oui!

*
* *

Vous avez raison, allez! Vraiment est-il indispensable à notre bonheur et à notre honneur de tenir en Europe emploi de bouffons?

Tout cela par l'obstination à ne pas voir clair!

Enfin nous valons tout de même mieux que cela! Nous ne sommes pas « la grande nation » comme nous l'avons tant répété, mais nous sommes une grande nation; nous avons un beau passé; notre présent n'est pas si désespéré. Faut-il que nous donnions ainsi le divertissement à tout l'univers? Prêtons nos milliards, s'il le faut, mais ne prêtons pas à rire!

Tsar bien aimé, grand ami de la France, protecteur souverain, nous nous réfugions à vos genoux par peur des Allemands, rançonnez-nous, faites-nous payer cher cet asile, soit!

Anglais, vous êtes un grand peuple, et tous les amis de la liberté ont pour vous un vrai culte. Je vous tiens pour l'asile sacré où nous allons nous réfugier quand la Commune est

vaincue et qu'on nous traque partout. Votre grandeur, votre prospérité sont les meilleures sauvegardes de la pensée libre. Mais il n'est pas indispensable à votre grandeur que nous soyons ridicules! Vous êtes trop pratiques, trop épris du *fair play*, trop attentifs à vos intérêts, pour ne pas admettre que nous songions aux nôtres?

Eh bien! chers Russes! chers Anglais! permettez une petite, une toute petite question!

Je vous approuve cent fois et mille fois de ne pas nous pousser à la revanche, de nous contenir dans la sagesse, de nous imposer le statu quo! C'est au mieux. Mais si la condition, excellente et *sine qua non*, de notre alliance, de notre Entente est l'acceptation du Statu quo, je demande :

A quoi diantre nous servez-vous?

Vous nous protégez, vous nous sauvez, vous nous défendez? Oh! braves gens, comme c'est gentil à vous! Mais contre qui?

Contre les Allemands?

Je vous en prie!

Vous nous imposez précisément, pour nous défendre, la condition qui, à elle seule, nous garantit leur amitié!

Qui donc ignore que tout l'effort de l'Allemagne et de son empereur a tendu pendant de longues années à sceller avec nous un étroit rapprochement, si nous consentions à l'accepter?

L'empereur Guillaume l'a tant désiré, ce rapprochement, qu'il a, pour l'obtenir, bravé jusqu'au ridicule, lui qu'on dit si glorieux. Nous l'en avons raillé! Nous avons trouvé fin, spirituel et délicat de le plaisanter sur les avances qu'il nous prodiguait!

Il est donc vrai qu'il les a multipliées. M. Jules Delafosse rappelait récemment qu'il nous exprimait ses condoléances même pour la mort de Jules Verne! Ce jour-là, il exagérait un peu.

Mais, de notre part, nous avons multiplié les rebuffades. Nous l'avons d'ailleurs payé cher; et l'on a ri, à nos dépens, plus que nous n'avions ri de lui.

Si donc la Triple Entente a exactement la même condition fondamentale que le rapprochement franco-allemand, pourquoi ne pas fonder la paix sur ce rapprochement aussi bien que sur la Triple Entente?

*
* *

Nous offrirait-il moins de sécurité?

La sécurité de la Triple Entente! Vous la croyez-donc si solide?

N'avez-vous pas compris, tout à l'heure, en deux mots, le jeu de l'Angleterre? Jeu que nous ne pouvons pas blâmer, notez bien, si nous aimons la paix, mais que nous n'avons pas intérêt à perpétuer!

Il y a en Angleterre des gens qui sont hostiles à l'Allemagne : ceux-là ne seraient pas fâchés

de nous exciter contre elle; et en tout cas, ils nous gardent sous la main en cas de besoin.

Les autres, tout le parti libéral, tous les socialistes, sont avant tout amis de la paix, résolus à ne pas intervenir dans une guerre entre l'Allemagne et nous, et « répudient » comme nous l'avons vu, toute alliance formelle.

Ils ne nous trompent pas; loisible à nous de nous tromper nous-mêmes!

Mais ne voyez-vous pas la situation? Elle est limpide comme de l'eau de roche! Si la guerre éclatait entre l'Allemagne et nous, l'Angleterre tiraillée entre ceux qui voudraient marcher et ceux qui résisteraient, demeurerait immobile. Au mieux, si les chauvins l'emportaient, la flotte anglaise attaquerait la flotte allemande. Quant à une intervention militaire, elle n'aurait pas été préparée sérieusement et notre destin serait réglé avant qu'un débarquement de deux cent mille hommes fût possible. Ils occuperaient peut-être l'île de Walcheren! ou Anvers! ou Calais!

La Russie? La Russie ne nous sert à rien, et nous ne lui servons qu'à donner de l'argent. Ses trois semaines de mobilisation et la contre-attaque de l'Autriche-Hongrie favorisée par la révolte polonaise, nous interdisent de compter sur elle au début de la guerre. De son côté, elle sait par expérience que nous refusons de tirer l'épée pour ses intérêts dans les Balkans, pour la Bosnie-Herzégovine, pour le cochon serbe.

Elle le sait; du reste, soyons justes! Les Russes nous plument, mais s'ils ne nous plumaient pas,

nous porterions, gogos, notre argent ailleurs où on l'engloutirait de même. Ils nous plument parce qu'il nous plaît d'être plumés. Mais ils n'exigent pas que nous ayons la haine de l'Allemagne; ils verront de très bon œil notre rapprochement et s'y associeront très volontiers. La Russie y gagnerait, comme nous, beaucoup plus qu'à l'hostilité.

Cela vaudrait mieux, pour elle et pour nous, que de rester faussement liés par une corde pourrie; et de crier à Saint-Pétersbourg contre les gouvernants français, à Paris contre la diplomatie russe! « La Russie? Sait-elle ce qu'elle veut? La Russie n'a pas de diplomatie! Elle change d'avis toutes les vingt-quatre heures! Elle est fausse comme un faux jeton! La *diplomatie russe*? *Une femme saoûle*! » — « Les Français? Vous croyez que nous causons sérieusement avec les Français! Ils nous envoient des types extraordinaires! Ce Monsieur Louis! Si vous l'aviez vu! Ces gens-là sont des gens de rien Que voulez-vous faire avec des républicains? Ils avaient autrefois des militaires, oui! Cela leur restait! Ils n'en ont plus! *Nos créanciers sont en France, mais nos amis sont à Berlin*! »

*
* *

Illusion volontaire, duperie, poudre aux yeux, dénigrement mutuel!

Nous n'aurons rien à regretter de ce côté-là; ni du reste, rien à abandonner, si cette consolation nous est nécessaire.

Voyons l'autre côté!

CHAPITRE V

L'Ogre et le Petit Poucet.

« L'autre côté? Arrêtez, imprudents! N'allez pas par là! C'est la demeure de l'ogre qui dévore les petits enfants! Vous allez être avalés! »

Pas possible! Comme ça tout crus? Sommes-nous si gosses et l'ogre si gigantesque?

Les mêmes hommes qui nous arrêtaient tout à l'heure, d'un air digne et supérieur, en nous disant : « Y songez-vous? L'honneur vous le défend! » Les voilà encore devant nous, mais cette fois avec des mines effarées et levant les bras au ciel : « Gare à vous, malheureux! On va vous manger! »

M, Jules Delafosse, narguant la Conférence de Berne, où vont « les esprits creux » amateurs des « niaiseries humanitaires » et des « manifestations de coquecigrues », nous prédit que le rapprochement ferait de nous « une nation vassale. » Selon lui, quitter « les voies douloureuses et hérissées d'embûches qui peuvent aussi nous conduire aux réparations attendues »,

les quitter « pour l'ornière allemande, ce serait déserter l'espérance. Et puis... il faut laisser quelque chose à faire à Dieu! »

Bigre! J'accepterais volontiers de m'en remettre à la Providence, mais si, par malheur, ce quelque chose que nous lui laissons à faire est un nouveau Sedan?

On a quelquefois des surprises avec la Providence. M. Jules Delafosse le devrait savoir. J'aime à le voir traiter d'un tel dédain les humanitaires. Il n'est pas, lui, un « coquecigrue », ni un songe-creux!

La France doit au régime impérial une réalité qui n'a rien de chimérique! Waterloo, Sedan... Je comprends qu'on le prenne de très haut quand on parle au nom de ce passé-là. Est-ce qu'après ces deux réalités, il en attend une troisième toute pareille? Mais que restera-t-il de nous après cette troisième-là?

M. Charles Maurras veut nous maintenir en état de « *paix défiante* », sans pourtant arriver à la guerre. Il redoute la « paix confiante », grâce à laquelle l'Allemand serait reçu chez nous « comme n'importe quel autre Européen, Américain, Asiatique, et pourrait porter sur notre pays démantelé toutes les forces de son Etat, de sa population, de son travail, de sa faim, de sa soif... » Il redoute pour nous « l'envahissement du nombre, de l'activité, de l'esprit d'entreprise, de l'organisation économique, industrielle et financière. »

Il est logique. N'ayant pas de roi, il juge que

nous n'avons pas de tête. Cet état d'infirmité... capitale lui paraît commander un repos absolu. Sage précaution, pour qui se place à son point de vue! « Infortunés Français! songe-t-il, on vous a coupé la tête; je vais, par un coup de force, vous en remettre une! En attendant, restez tranquilles dans votre petit coin! Les Allemands ont une tête! Tenez-vous loin d'eux! »

Très bien, je le répète, du point de vue royaliste! Mais les républicains écouteront-ils M. Delafosse et M. Charles Maurras? Attendront-ils le nouvel empereur ou l'avènement du roi?

Ils le peuvent d'autant moins que le petit coin de la paix défiante où nous veut tenir Maurras, n'est pas un sûr abri. Il est logicien, Charles Maurras, mais il est aussi utopiste! Sa paix défiante mène forcément et rapidement à l'état de guerre. Que pense-t-il, lui, royaliste, d'une guerre que le roi n'aura pas préparée?

Ces deux messieurs, et tous les effrayés donneurs d'avis, tous les agitateurs d'épouvantail nous rendent, malgré eux, un grand service. Ils nous obligent à regarder de près ce que peut donner le rapprochement de la France et de l'Allemagne, à préciser ses conditions.

Travail essentiel! Il ne faut rien faire à l'aveuglette, et si nous décidons de nous engager dans cette voie de l'entente allemande, il est indispensable de voir où elle nous mène. Mieux vaudrait ne pas risquer l'aventure que de nous avancer de quelques pas et puis de reculer

d'effroi : nous pourrions, marchant en arrière, trébucher très dangereusement.

*
* *

Je ne redoute pas du tout le résultat de notre examen ; le plus réfléchi, le plus minutieux, le plus attentif sera le meilleur. Les craintes qu'on nous marque viennent d'une idée fausse. Elles impliquent cette secrète pensée, ce postulat déjà écarté par nous, que les Français sont une race inférieure. J'excepte Maurras, qui ne nous tient pas pour tels par nature, mais nous juge temporairement inférieurs par défaut de l'organe essentiel. Cette crainte ne pouvant émouvoir des républicains, reste seulement la fâcheuse hypothèse qui nous assimile, en face de l'Allemand, aux races inférieures que nous colonisons.

Je répète que si cette opinion, peu flatteuse, et selon moi très fausse, était le moins du monde fondée, nous pourrions à notre gré nous rapprocher de l'Allemagne ou lui demeurer hostiles : nous n'en serions ni plus ni moins perdus ! Car il n'y a pas de recette, croyez-le, Messieurs les effrayés, pour assurer la survie d'un peuple inférieur quand il occupe un aussi beau territoire que le nôtre. Quand on a l'avantage d'habiter entre l'Océan, la Manche et la Méditerranée, il faut mériter cet honneur-là. Il faut être dignes de sa position.

Je ne nous tiens pas pour déchus et je nous trouve capables de lutter d'entreprise et d'ac-

tivité avec tous autres. Etonnante, cette peur soudaine! Hé quoi? Il y a cinquante ans, Anglais et Français auraient ricané si on leur eût parlé de l'esprit d'entreprise des Allemands. Et parce que, depuis 1870, ils ont prospéré merveilleusement, les voici tout à coup devenus non plus seulement des rivaux, et des rivaux heureux, mais des ogres? des croquemitaines auxquels on ne saurait échapper qu'en les fuyant à toutes jambes? Que d'humilité, fiers patriotes! Mais merci! Vous nous obligez à remarquer que si nous nous rapprochons des Allemands, l'entente n'a de sens que si, d'abord, on est résolu à collaborer franchement avec eux, à mettre de côté toute jalousie, tout ombrage! Sinon, restons comme nous sommes et attendons la fin.

Que donnera ce contact entre la France et l'Allemagne? Il faut le prévoir sous deux aspects: l'accroissement du nombre des Allemands sur notre sol moins peuplé que le leur; et la mise en valeur de ce sol par l'entreprise industrielle.

Ces deux problèmes se posent déjà, remarquez-le, dans l'état actuel de « paix hostile »

Métèques et naturalisés
ou
les Allemands chez nous.

C'est Charles Maurras qui a lancé « les Métèques ». Ce mot grec prend, sous sa plume, un sens peu flatteur.

Les Juifs, les Protestants, les Francs-Maçons, les Métèques, pouh ! Quelle tribu! Ce professeur-là? C'est un Métèque! Méfions-nous. Il parle de justice, de vérité? C'est, vous dis-je, un métèque! Tout s'explique.

Mais Monsieur Maurras, vous devez vous tromper! Il est auvergnat! Auvergnat? Lui? Il s'appelle Preuss! Voilà un nom qui sent la choucroute plus que la soupe aux choux, n'est-ce pas? Il est né à Clermont, soit! Mais son père? Son père aussi peut-être; mais son grand père, en tout cas, arrivait droit d'Allemagne.

Méfiance! Il n'est pas de chez nous! Il a dans les veines un sang étranger.

Quand il parle autrement que nous, c'est la voix du sang ennemi.

Devant le succès du mot, Charles Maurras, tout naturellement, a été conduit à l'étendre un peu. Il est maintenant très élastique; et fussiez-vous issu d'aïeux beaucerons et normands, vous pouvez un beau jour, si vous pensez mal, vous réveiller métèque.

Mais, à l'origine, Maurras dénonçait un phénomène évident : le grand nombre des immigrants qui vivent en terre française et s'y fixent.

Quand une nation prend peur des immigrants, les compte et s'effraie de leur influence, c'est pour elle un triste symptôme. Je doute de sa vigueur et de son ressort. Les peuples forts ne craignent pas l'afflux des étrangers. Ils les assimilent si vite qu'en peu de temps on ne les reconnaît plus. En France, naguère, les choses se

passaient ainsi; l'étranger s'y trouvait bien, comme aujourd'hui, mais de plus il s'éprenait, pour son nouveau pays, d'admiration. Nos idées, nos façons de vivre et de penser l'enthousiasmaient, le pénétraient à fond, et très vite il se sentait Français.

J'ai un vieil ami, un ancien compagnon de lutte politique, qui est le type même du Français, solide, courageux, brave homme! Franc. parler, mine réjouie, rire cordial, saillie facile et vive répartie.

Je savais qu'il était né à Montmartre et qu'il avait galopiné tout gosse dans les ruelles de la vieille butte. A cause du nom, et sans y penser, je m'étais toujours figuré qu'il devait être de souche alsacienne.

C'est lui qui m'a, un jour, appris que son père était venu du Wurtemberg.

Hé! Je vous jure encore qu'il n'est pas possible de trouver meilleur Français, mieux pétri de nos défauts et de nos qualités! Cœur d'or, tête chaude, frondeur, un peu cocardier, je vous défie de découvrir mieux dans le plus pur terroir de Provence, de Touraine ou de Normandie.

Après tout, que sait-il de l'Allemagne et du Wurtemberg, cet enfant de Paris? Un ouvrier allemand quitte son pays, vient à Paris, s'y marie : les gamins vont à l'école voisine et poussent sur le pavé parisien avec les petits camarades, polissonnant de concert, et sans soupçonner la plus légère différence entre eux et les copains avec qui ils font des parties de billes.

Si vous me dites que le père n'en vient pas moins d'Allemagne, vous avez raison! Il vient de là-bas, de Souabe ou de Franconie! Quelle impossibilité physiologique, je serais curieux de le savoir, quelle tare de race le disqualifie à tout jamais? Il nous arrive peut-être du vieux Frankenland, de la vieille terre des Francs, soit! Et voilà de quoi vous lui faites grief? Avouez qu'il est bizarre que l'on soit empêché de jamais devenir un bon Français par le seul fait qu'on vient de la contrée d'où arrivèrent jadis ceux qui ont donné à notre patrie son nom!

Laissons ces cocasseries! Il n'y a là nulle question de race, ni de psychologie ni de physiologie!

Question de race? La race française contient déjà, heureusement pour elle, une forte proportion d'éléments germaniques. Heureusement pour elle! J'aime beaucoup les Provençaux, j'adore les Gascons, les Basques, tout le précieux Midi, mais diable! S'il n'y avait qu'eux, la France serait tout de même un peu autre! et je crois qu'elle ne gagnerait rien à être, par impossible, dépouillée de son bon sang germanique!

Ne nous plaignons-nous pas, déjà, qu'il nous en manque? Est-ce que nous n'avons rien perdu, — mettons à part la défaite, la souffrance, l'amputation du territoire, — n'avons-nous rien perdu d'essentiel en perdant les Alsaciens? Bonnes têtes carrées, courages inébranlables, cervelles pratiques et pleines de sang froid,

vous faisiez un merveilleux équilibre à nos Méridionaux!

Il n'y a pas de question de race à opposer aux nouveaux arrivants de souche germanique.

Je suis fort éloigné, comme bien vous pensez, de gober les yeux fermés l'œuvre du comte de Gobineau! Mais sous le fatras des rêveries nordiformes dont il se repaissait avec une si extraordinaire faculté gobinante, il y avait l'idée très juste de la valeur ethnique des éléments germains.

N'est-ce pas la fonction propre, et l'honneur, et la riche vertu de notre sol, de fondre ensemble les populations de la Méditerranée et les populations venues du Nord? Splendide mélange humain! Ses produits ont fait notre grandeur. Notre terre est le creuset où il s'accomplit. Si la population actuelle de la France était frappée de cette déchéance dont certains patriotes la croient atteinte, cette infériorité prouverait que la qualité du dernier mélange est épuisée. Je n'en crois rien ; mais je ne m'effraie pas de voir les Italiens affluer au sud, à Marseille; les Belges et les Flamands peupler des faubourgs entiers de Lille et de Roubaix; les Suisses et les Allemands grouiller à Paris et dans nos départements de l'Est! Je me dis que nous absorberons, que nous digérerons, que nous assimilerons tout cela. C'est la besogne traditionnelle de notre pays. La France continue.

De temps à autre, un homme politique, un journaliste se met en tête « d'arrêter le flot des naturalisations ».

Fameuse idée ! Grosjean l'avait eue sous une législature précédente, et Georges Berry la reprend sous celle-ci. Il n'est pas malaisé de la formuler en termes exacts : *Etant donné un pays où la natalité faiblit, et un pays voisin où elle demeure considérable, si vous empêchez les immigrants de combler le vide et de maintenir un certain équilibre, de quelle façon cet équilibre se rétablira-t-il ?* »

La réponse est évidente ! A mon avis, ce n'est pas les naturalisations qu'il faut diminuer, c'est la réelle fusion des naturalisés qu'il faut obtenir.

Il n'y a pas, je le répète, de question ethnique à invoquer ici, ou plutôt elle serait tranchée en faveur des apports germaniques ; mais il y a une question de milieu social.

Le milieu social est-il favorable ou défavorable à l'assimilation ? Tout est là. Ce petit gamin de Montmartre dont le père est arrivé du Wurtemberg, je vous l'ai montré jouant par les ruelles, sans soupçon d'une différence entre lui et les autres gamins du quartier. Il grandit Français.

Peut-être n'en aurait-il pas été de même si, dès l'école, on l'avait appelé : « Sale petit Boche ! Prussien ! », et si à la moindre dispute, à la première querelle de jeu, on lui avait jeté sa naissance à la figure.

En le traitant d'étranger, on l'eût maintenu étranger.

Voilà le point important ! La question qui

domine tout le problème des immigrants et des naturalisés est celle-ci : le nouveau venu continue-t-il sur notre sol à se rattacher à son ancien pays? Ou bien se rattache-t-il à nous?

Où est son centre?

L'Allemand est si peu rebelle à l'assimilation que Bismarck se plaignait amèrement des Allemands d'Amérique et de leur rapide oubli de la patrie ancienne. Au contraire, ils mettaient, d'après lui, une espèce de gloriole à se proclamer Américains au bout d'un bref séjour aux États-Unis.

Ils étaient attirés vers un centre nouveau et pris dans un tourbillon.

En va-t-il encore de même aujourd'hui! Je n'en jurerais pas! Il me paraît probable que l'Allemand est plus réfractaire qu'autrefois à l'assimilation, et que la France par contre devient moins capable d'assimiler.

L'Allemand doit être plus réfractaire, parce que la patrie allemande a plus de prestige et de gloire qu'autrefois. Il est donc flatteur de rester lié à elle. La rapidité des communications, l'arrivée facile des journaux allemands, l'habitude plus répandue d'écrire et le maintien des correspondances avec les parents demeurés au pays sont autant d'obstacles à l'oubli de la contrée d'origine et à la rapide absorption dans le milieu français.

De plus, ce milieu a perdu beaucoup de sa force de séduction. Au fond, j'oserais le dire, le problème de la naturalisation est un problème

d'Idéal. Quand les idées d'un pays sont nouvelles et révélatrices, quand la cité dans laquelle on tombe est frémissante d'enthousiasme et d'attente fiévreuse, le nouveau venu, saisi dans ce torrent, oublie tout, et transformé, reconnaissant, fier, il espère et combat au milieu de ses nouveaux compatriotes. Il y eut un temps où débarquer d'un village bavarois à Paris, c'était quitter les routines dormantes, bucoliques et patriarcales pour une civilisation ardente, bouleversant les âmes, emplissant les cerveaux de pensées inconnues.

Aujourd'hui, ce n'est plus cela du tout! Un renouveau d'enthousiasme rendrait à la France sa capacité d'assimilation : mais c'est un autre problème, et il y a beaucoup d'autres raisons, dont je ne parlerai pas dans ce livre-ci, qui font de ce renouveau d'enthousiasme une question de vie ou de mort.

Si, à l'affaiblissement de notre attrait, vous ajoutez l'hostilité hargneuse, alors vous rejetez l'étranger et vous l'empêchez de prendre racine. Il demeure chez vous un Allemand en France au lieu d'y devenir un Français d'origine germanique. Au lieu que, malgré tout, malgré la grandeur allemande, malgré les « verein » multipliés, malgré les journaux et les lettres, la France continue en fait à fixer définitivement parmi nous beaucoup d'ouvriers allemands qui y prennent femme. Il suffit pour cela que la France reste douce et que l'étranger s'y sente bien accueilli.

Le rapprochement franco-allemand aurait

donc pour effet, si ce point de vue est exact, *d'aider puissamment à l'assimilation rapide des immigrés et de faciliter leur fusion dans la masse française.*

La paix, la paix confiante, l'entente cordiale tendent ainsi à supprimer le danger de cette présence. Je comprends que Léon Daudet s'effraie de la multitude des Allemands à Paris et des associations qui les relient ; le titre de son livre est significatif : l'*Avant-Guerre !*

Si nous continuons de marcher vers la guerre, il est tout naturel qu'on s'inquiète de cette complication.

Mais une politique de paix et d'entente, au lieu de haïr en ennemis ces *Allemands de Paris* et de les maintenir, par là, à l'état d'*Allemands dans Paris*, les transformera vite, eux et leurs enfants, en Français. La condition nécessaire et suffisante de cette transformation est le contact étroit et amical entre l'émigré et le milieu. Par bonheur, notre ouvrier parisien n'est pas haineux ; il est avenant et cordial. Il est enthousiaste.

C'est par lui que Paris garde son pouvoir d'opérer des enchantements et des métamorphoses.

L'Entreprise industrielle.

Pour juger à leur juste valeur les périls dont nous menace l'esprit d'entreprise des Allemands, prenons bonne note de deux faits actuels.

En ce moment même, sous le régime de la paix guerrière, un certain nombre d'industriels allemands exploitent les richesses de notre sol. Les deux cas les plus importants sont ceux de la région de Meurthe-et-Moselle où le minerai allume d'âpres convoitises, et de la Manche où le fameux Thyssen a établi à Diélette ce que Léon Daudet appelle le Gibraltar allemand.

Mais ce ne sont pas les seuls ; et Léon Daudet dans l'*Avant-Guerre* en a cité bien d'autres exemples. Ceux-là demeurent toutefois les plus typiques, car il s'agit là non pas seulement d'Allemands installés en France et y dirigeant, comme le ferait à leur place un indigène, des entreprises locales, une meunerie, par exemple, Baumann installé aux Moulins de Corbeil. L'œuvre industrielle de Thyssen et celle des minerais allemands de Meurthe-et-Moselle ont ceci de spécifique qu'elles se relient directement à des centres industriels sis en territoire allemand, auxquels elles fournissent des matières premières et dont elles sont par conséquent des prolongements et de vraies emprises sur sol français.

Retenons donc ce premier fait : sans contester que le régime de paix guerrière, par une perspective d'animosité, ne puisse détourner certains industriels allemands de s'établir chez nous, il y en d'autres (précisément les forts, les influents, les plus capables de se faire respecter) qui, dès maintenant, prennent pied en France et y fondent d'importantes affaires. Inutile d'ajouter que le traité de Francfort,

comme le simple droit des gens, les y autorise et que s'ils étaient molestés, le gouvernement allemand aurait vite fait de les recommander impérieusement à la bienveillance des autorités françaises. Perspective d'animosité? Quelle plaisanterie pour les gros manieurs d'affaires!

Croyez-vous que Thyssen se propose d'habiter Diélette? Que lui importe l'animosité des commères? Il n'aspire point à leur faire visite! Bon pour un pauvre bougre de tailleur allemand d'être victime des petites tracasseries du voisinage! Thyssen passe sa vie dans quelque riche demeure d'Allemagne, et ses ingénieurs, ses directeurs, ses employés mènent l'affaire de Diélette. Ne comptez donc pas sur votre animosité pour effrayer les grands industriels : il y a des millions à gagner, et ils n'ont cure de vos coups de chapeau. Quant à vos cailloux, s'il vous prenait fantaisie d'en lancer, ils vous retomberaient vite sur le nez et vous blesseraient. De plus en plus, *même en régime actuel*, vous les verrez arriver chez nous. Voilà un premier fait acquis.

Voici le deuxième. Pendant que des industriels allemands viennent en France pour y fonder des entreprises, les capitaux français par les bons soins des banques françaises, sortent de France et vont en Allemagne fournir des fonds aux entreprises allemandes.

Ce phénomène divertit beaucoup les Allemands et les égaie à nos dépens, en même temps qu'il les enrichit : le plaisant, pour eux, s'y mêle à l'utile.

Si un traité plus cruel que celui de Francfort nous eut, après une guerre plus désastreuse que celle de 1870, imposé cette forme de rançon, ce tribut annuel, ce prélèvement perpétuel, nous gémirions sur notre esclavage, nous le dénoncerions à l'indignation des cœurs sensibles et de l'univers civilisé, et les Déroulède le maudiraient en vers de mirliton.

Aucun traité ne nous y oblige. Nous le faisons volontairement ; et c'est en toute liberté que nous appauvrissons chaque année la production française de son aliment naturel en arrosant de nos épargnes la production étrangère. Tout le monde le sait. Tout le monde approuve.

Les banquiers allemands n'ont pu s'en taire. Le fait est si stupéfiant que des cris d'étonnement leur échappent. Et puis ils ne risquent rien! On peut parler tout haut : nous sommes sourds.

Dites-moi, Daudet, est-ce une manœuvre d'Avant-Guerre? Qui donc a forcé nos banquiers à vider nos poches au profit des industries allemandes? Je ne vois pas ici d'intrusion prussienne, d'infiltration germanique. Ce n'est pas eux qui sont venus chercher, dans ce cas-là, notre argent chez nous! Ils n'ont pas eu à prendre cette peine. Nous leur avons évité le dérangement. Nous le leur portons à domicile.

Et rien, non plus, n'obligeait le gouvernement à concéder des mines aux Allemands ou aux hommes de paille des Allemands. Le gouvernement n'avait qu'à faire comme la Suède

qui confie le soin d'exploiter ses minerais à des sociétés de type spécial où l'État garde la majorité. Nous avons protesté quand on s'est remis à concéder des mines. On ne nous a guère soutenus!



Appuyé sur les deux faits de suprême importance que je viens de constater, je tâche de prévoir ce qui peut nous arriver de pire après un rapprochement franco-allemand. Je suis obligé d'avouer que j'aperçois plutôt une chance : puisque nos banquiers paraissent décidés à ne confier nos capitaux qu'à des mains étrangères, puisqu'ils ne veulent faire les fonds d'entreprises industrielles que si elles sont dirigées par des étrangers, et même par des Allemands, ils n'auront peut-être pas d'objection à les leur confier encore pour des entreprises sur sol français. Ils n'exigeront peut-être pas comme clause essentielle que l'argent confié aux Allemands ne soit employé qu'en territoire allemand. Ils n'interdiront plus notre sol à nos milliards, j'espère, si les Allemands l'en veulent féconder? Qui sait? Ce serait peut-être une façon de garder notre argent chez nous?

Avec un rapprochement cordial, il est un type financier et industriel qui, je crois, se multiplierait beaucoup : la société franco-allemande. L'association de Français et d'Allemands, des capitalistes et financiers français avec des industriels et des techniciens allemands, devien-

drait extrêmement fréquente, beaucoup plus que l'installation en France du pur Allemand à la Thyssen. Ne préférez-vous pas cela ?

Sérieusement, puisque nos banquiers ont tant de confiance en eux, ils ont leurs raisons pour cela. S'ils estiment, ces hauts arbitres des placements, que la capacité technique, la science pratique, la solide méthode des Allemands sont d'utiles garanties, ne vaut-il pas mieux que l'entente cordiale nous les apporte et les fonde avec notre esprit d'épargne en une collaboration heureuse? Cela ne vaut-il pas mieux que cette invasion en temps de paix que dénonce Daudet, etque rien, sinonla guerre, n'empêchera?

Car, de toute nécessité, *un sol aussi riche que le sol français doit être mis en valeur* : soit par nous, si le gouvernement trouve le moyen d'amener la Finance à confier aux entreprises françaises les capitaux français; soit par la collaboration de nous et d'autrui, si les financiers jugent qu'il faut compléter nos qualités par des qualités étrangères; soit par les étrangers seuls, si nous laissions décidément, par incapacité, la place vacante.

En résumé : *Nous envahissons le Maroc en donnant pour seule raison que les Marocains sont incapables de le mettre en valeur. Soyons capables de mettre la France en valeur si nous ne voulons pas qu'on la colonise...*

Le rapprochement avec l'Allemagne nous empêche-t-il de mettre la France en valeur?

Il nous y aiderait, plutôt.

Jusqu'à l'Alliance.

M. Maurice de Waleffe m'objectait que les Allemands émettraient après l'entente des exigences impossibles.

« Vous n'y songez pas, disait-il, ils demanderont l'admission des valeurs allemandes à la Bourse de Paris! »

J'y songe très bien, et M. de Waleffe a tout à fait raison! En effet, les Allemands demanderaient certainement cela, entre autres choses; ou plutôt ils n'auraient même pas, l'entente faite, à le demander. Ils s'y attendraient comme à une suite logique de notre accord. Cette perspective, comme on l'a vu dans les précédents chapitres, ne m'effraie nullement; et je suis beaucoup moins alarmé par l'offre ouverte de titres allemands aux placements français que par le transport méthodique de nos capitaux à l'étranger.

M. de Waleffe a donc raison, et tous ceux qui nous obligent à prévoir les suites du rapprochement nous rendent service. Il n'y a pas, en ce sujet, d'erreur plus pernicieuse que de s'imaginer qu'une entente avec l'Allemagne est possible sans une collaboration intime et cordiale.

Le *Temps* résigné à la Conférence de Berne tâchait, au moins, d'en limiter le péril en bornant l'objet de ses débats. Il y a, d'après le *Temps* un différent historique entre la France et l'Allemagne dont il n'appartenait pas à la Conférence de Berne de s'occuper. Il convenait sagement

de laisser de côté cette question réservée et de s'appliquer seulement à améliorer les rapports entre les deux grands pays.

A mon avis, le désir exprimé par le *Temps* est chimérique. On peut être utopiste avec gravité. Pourquoi améliorer les rapports des deux pays, s'il est secrètement admis qu'il y a entre eux un « différend historique » et que ce différend ne peut se régler par voie d'entente amiable? Il se règlera donc d'autre façon, c'est-à-dire par la guerre. En ce cas, pourquoi se donner tant de mal pour améliorer leurs rapports? Est-ce utile ? Je n'en sais rien, ni vous non plus. Ceci concerne, dans chaque pays, ceux qui ont charge de prévoir et de préparer la guerre. C'est une question de stratégie qui est du ressort du grand état-major et du Conseil supérieur de Guerre. Notre paix n'étant qu'une veillée d'armes, qu'une préparation à la guerre, les rapports de la France avec l'Allemagne ne sauraient être que des rapports d'Avant-Guerre, selon l'expression si caractéristique de Léon Daudet.

Un rapprochement n'est sincère, possible, utile que dans l'hypothèse contraire et en se mettant dans l'état d'esprit tout opposé.

Je vais plus loin! J'ai déjà dit, et je répète qu'il serait extrêmement périlleux d'ébaucher un rapprochement pour rompre ensuite l'entente commencée. Nous avons gâté nos affaires à maintes reprises par cette erreur d'engager à l'étourdie des démarches concertées entre Alle-

mands et Français. et d'y renoncer ensuite sans gêne.

Nous avons une façon d'inviter les gens avec grâce et légèreté, pendant l'effusion d'une heure, et puis de pivoter en riant sur nos talons et de les planter là. « Oh non! Voyons! Il n'y a pas moyen! J'en avais parlé en l'air, mais vraiment vous n'êtes pas possibles! »

Les gens sont furieux, ne disent rien et se mordent les lèvres. A la première occasion, ils nous jouent un mauvais tour et nous font un public affront.

Comme nous avons oublié tout cela, nous autres, nous n'avons garde de songer à ce mince incident, déjà si vieux, et nous nous demandons avec surprise, avec colère, quelle mouche les pique.

« Ils sont insupportables, ces voisins-là! Ils nous cherchent noise sans rime ni raison! Querelles d'Allemands! »

Un jour, les automobilistes de France, fêtés, choyés à Berlin ont l'idée de rendre la politesse. C'est tout simple, n'est-ce pas? On va organiser quelque chose de tout à fait gentil! Et l'on invite un prince allemand au Circuit d'Auvergne.

Au circuit d'Auvergne? Entendu! Les Allemands enchantés se félicitent. Les Français sont charmants.

Revenus en France, les Français n'y pensent plus. Approche la date! Va-t-on écrire au prince allemand pour lui rappeler l'invitation? Halte-là! La presse ne l'entend pas ainsi! Est-ce qu'on

se moque de nous? Le gouvernement s'alarme. De quoi se sont mêlés ces automobilistes? Ils nous fourrent là dans une belle affaire! Et s'il y a des manifestations? Si le prince est sifflé?

Pas moyen décidément. Ma foi, le plus simple est de laisser tomber le projet. N'en parlons pas, voilà tout. Au fond, il ne devait pas y compter sérieusement, le prince! Il comprendra bien que c'est impossible! Il est trop intelligent pour... Oui, ne disons rien, c'est le plus simple!

C'est le plus simple en apparence, et tout se passe très bien; notre presse nationaliste ricane discrètement de la déconvenue de cet Allemand effronté. Mais comme le prince n'écrit pas aux journaux allemands pour se plaindre, comme il n'éclate pas en récriminations publiques, comme nul diplomate n'en parle au quai d'Orsay ni à Berlin, nous en concluons que tout s'est terminé le mieux du monde et que personne n'y songe plus.

Nous avons tort!

Une autre fois, le *Journal* organise, de concert avec un journal allemand, un circuit d'aéroplanes Paris-Berlin. Les étapes sont arrêtées, les engagements commencent. Halte-là! Nos aviateurs n'iront pas en Allemagne! Tout Paris irait les siffler au départ! Il faut lâcher l'idée, renoncer au projet, et avertir les Allemands que c'est impossible.

Nous croyons que les Allemands ne s'en souviendront pas. Nous avons tort. Ils s'en souviennent.

*
* *

Une entente?

Attention! Avec l'Angleterre nous avons procédé par règlement général d'anciens litiges et protocoles de désintéressement.

Parfait! Mais gardons-nous de croire qu'avec l'Allemagne on puisse procéder de la même façon. Avec l'Angleterre d'ailleurs, ce règlement n'était possible et utile que par l'entente cordiale qui remplaçait l'hostilité. Avec l'Allemagne, il n'y a pas d'entente possible, de cordialité possible sans un revirement complet de notre part.

Les Allemands et nous, nous pouvons nous tenir pour ennemis ou pour amis. Nous ne pouvons pas nous considérer comme indifférents. Une indignation nous a saisis quand, avec une brutalité calculée, on nous fit entendre dans les journaux allemands qu'en cas de guerre avec l'Angleterre, nous servirions d'otage.

Pour moi, j'ai été moins blessé de la brutalité que touché de la franchise. Ah ça? Aurions-nous préféré qu'ils le fissent sans le dire? Avions-nous douté un seul instant que les choses dussent se passer ainsi? Grande naïveté! Peut-être y a-t-il chez nous des Français qui auraient volontiers regardé de loin l'Angleterre détruire la flotte allemande sans nous mêler de rien? Tout comme il y a des Anglais qui nous verraient sans déplaisir combattre l'Allemagne, à condition que l'Angleterre demeurât spectatrice!

Persuadons-nous que pour les Allemands nous serons des alliés ou des adversaires, jamais

des neutres! Et ne geignons pas sur cette nécessité, où l'on nous réduit! Ce n'est pas la volonté de l'Allemagne qui nous l'impose, mais la force des choses.

C'est un engrenage, comme la Surenchère des Armements.

Limitation des armements suppose entente; entente suppose rapprochement; rapprochement suppose oubli du passé et collaboration entière à l'avenir: le vrai nom de cette collaboration est Alliance.

A quoi bon se leurrer, se duper, pour prendre ensuite, quand on découvrira la vérité, des mines effarouchées, crier au viol, reculer en jetant les hauts cris?

Très dangereux, ce petit jeu! Il commence par des politesses et finit par la rixe! C'est une petite promenade à deux qui débute avec des mamours et mène droit au champ de bataille.

Pas de çà! A aucun prix! Les amis de la paix doivent exiger d'eux-mêmes la pleine conscience de leurs désirs et des conditions nécessaires à leur réalisation. Ils doivent supplier les autres de ne bouger qu'à bon escient. Je ne demande pas à être cru sur parole! Il est possible, cela va sans dire, que je me trompe lourdement; et que, sur ce chemin où je ne vois pas de halte, il y ait à mi-route un abri commode, à égale distance de l'hostilité et de l'alliance. Pour moi je n'en vois pas. Plus j'y réfléchis et plus je me sens persuadé que les Allemands, une fois le rapprochement commencé, nous demanderont chaque jour

davantage et nous tireront à eux. Je répète qu'à mon avis, cela ne dépend même pas de leur volonté. Si nous nous laissons tirer ainsi sans avoir vu d'avance où nous irions, il en résultera ceci : ou bien nous aurons un jour à nous dégager violemment, et ce sera la guerre; ou bien nous consentirons, un à un, tous les sacrifices demandés sans recevoir aucune compensation.

Si, au contraire, nous savons prévoir, nous traiterons sur le pied d'égalité et nous recevrons autant que nous donnerons. Nous ne consentirons plus de sacrifices successifs, mais nous exécuterons, par l'effet d'une décision une fois prise, des actes réfléchis, conformes à cette décision. Ils ne nous seront pas imposés, ils seront voulus. Les actes imposés qu'on subit un à un par l'effet d'une contrainte réitérée abaissent et affaiblissent. La conduite qu'on adopte après réflexion, en pleine connaissance de cause, peut être pénible : elle vous donne la sensation fortifiante d'avoir réfléchi, pris parti, et d'agir du moins comme on a voulu.

*
* *

Je me suis placé, dans l'examen du rapprochement, au point de vue français.

Or il faut être deux!

Quel est le point de vue allemand?

Ah? il y a un point de vue allemand? Oui, au fait! Cela les regarde aussi. Mais quoi? On le connaît le point de vue allemand! Ils seront enchantés! Ils seront trop heureux! Ils attendent

cela depuis tant d'années! Ils n'osent même pas l'espérer!

Cette douce conviction où nous sommes que notre amitié est précieuse et que, pour les Allemands, elle serait à la fois le plus flatteur des triomphes et le plus somptueux cadeau n'est pas complètement fausse; et c'est elle qui nous conduit à négliger totalement, quand nous parlons d'entente avec eux, ce qu'ils peuvent en penser. Nous tenons leur consentement pour acquis. Gustave Hervé lui-même, en posant la question d'Alsace comme condition préalable, ne s'occupait que de l'opinion des Français.

Amour-propre très pardonnable s'il n'était imprudent. Il nous expose au péril que je signalais plus haut, aux démarches imprévoyantes, suivies de fâcheuses découvertes et de brusques reculs.

Les Allemands, nous l'avons dit, ont multiplié pendant de longues années les avances. Mais les situations de nos deux peuples ne sont pas fixes. Elles varient, au contraire, chaque année; et le rapport qui résume les forces et les ressources de l'un par comparaison avec l'autre est en changement perpétuel.

Le rapport de population, par exemple, se modifie chaque année au profit de l'Allemagne. Le rapport des forces navales a varié de la la même façon.

En revanche, l'alliance russe a incontestablement amélioré au profit de la France, pen-

dant les premières années, le rapport des forces militaires.

Ce changement perpétuel peut amener chacun des deux peuples à modifier son appréciation de l'autre. Tous les éléments du rapport ne sont pas d'ailleurs mesurables. On dénombre une population, on sait le compte des canons et des soldats, on compare des tonnages. Croyez-vous que cela épuise tout? Vous comprenez bien que si pendant vingt ans l'un des deux peuples en présence suivait une conduite avisée, faisait ses preuves de prudence et de méthode, tandis que l'autre causerait à bâtons rompus dans la perpétuelle conversation diplomatique que tiennent entre elles les grandes puissances, oublierait ses propres desseins de la veille, inquiéterait ses adversaires, puis leur ferait d'entières soumissions, blesserait ses alliés et les soutiendrait mal, vous comprenez bien que le premier gagnerait dans l'opinion des autres, et dans la sienne propre, tout ce que perdrait le second.

Supposez que l'Allemagne ait, à une heure donnée, des raisons sérieuses de considérer la France comme un redoutable adversaire, fortement soutenu par la Russie et capable sous l'inspiration d'Edouard VII de la mettre en gra d péril. L'entente avec la France peut lui sembler un coup de partie décisif qui dissipe tous les dangers et mette l'Europe à leur commune discrétion.

Dix ans après, Edouard VII est mort, l'An-

gleterre refroidie, la Russie incertaine et versatile : l'Allemagne n'a plus peur de la France et se sent de taille à tout braver. L'alliance française représente-t-elle toujours pour elle la même valeur? Ces mots signifient-ils toujours la même chose?

Outrons exprès le raisonnement pour en révéler mieux la portée. Les diplomates allemands formés à l'école rude de Bismarck peuvent, sans inconséquence, multiplier à telle date les avances à la France, comme au plus désirable des auxiliaires, et dix ans plus tard multiplier contre elle les provocations comme en vue de la plus désirable des conquêtes.

L'Allemagne d'aujourd'hui peut trouver grand intérêt encore à nous avoir pour sûrs amis. L'Allemand de demain peut trouver plus d'intérêt à nous réserver comme une proie qu'à solliciter notre alliance.

Nous avons déjà perdu beaucoup de temps. N'en perdons pas davantage! Si le rapprochement nécessaire s'était fait il y a dix ans, — je dis nécessaire, inéluctable et qui s'opérera infailliblement, mais faut-il attendre une nouvelle guerre? — nous eussions été accueillis avec plus d'empressement et de gratitude; il n'eut tenu qu'à nous de jouer le grand rôle dans cette nouvelle puissance diplomatique, d'incomparable force, formée par l'accord intime de la France et de l'Allemagne.

La situation n'est plus la même. Nous n'apportons plus autant. Mais n'exagérons plus! La

France peut encore apporter à l'Allemagne une valeur de premier ordre : suprématie militaire incontestable, par la réunion de nos forces qui fixe désormais l'hégémonie de l'Europe occidentale; formidable appoint de capitaux qui développe le crédit de l'Allemagne et l'assied sur une base sûre; vaste champ colonial ouvert à l'entreprise germanique. Voilà de grands et sérieux apports! Ils sont si beaux que vous allez crier : « Et nous? Que recevons-nous en échange? Qu'y gagnons-nous, à cette alliance? Que va-t-on nous donner? »

Calmons-nous, je vous prie! pas d'emballement! Nous pouvons *encore aujourd'hui* offrir tout cela! Prenons garde que demain on ne se croie en état de nous le prendre de force! Notre situation pour négocier l'entente est bonne! Profitons-en, car il faut, en la concluant, être assez forts au moment du contrat pour y imposer les clauses de sauvegarde qui nous assureront la durée et la continuité de notre force présente.

Gardons-nous comme du feu de demander à l'Allemagne ce *qu'elle ne peut pas nous donner*. Elle ne peut pas nous donner l'Alsace-Lorraine; elle ne peut pas nous en donner, fût-ce un mince morceau; elle ne peut pas nous les échanger en tout ni en partie, par voie de troc, contre des colonies, fut-ce contre toutes nos colonies; elle ne peut pas nous donner leur neutralité. Je ne crois même pas, et j'en ai donné les raisons, qu'elle consente à discuter leur autonomie comme une condition préalable du rapproche-

ment dont elle est la suite naturelle et certaine.

Ne demandons pas l'impossible; cette sagesse nous permettra d'obtenir tous les possibles.

Le seul fruit de l'entente franco-allemande doit être pour la France de fonder définitivement la paix européenne et de s'assurer pour l'avenir, dans l'Europe occidentale consolidée, les conditions de son libre développement et de sa légitime influence.

CHAPITRE VI

L'Europe après l'entente.

Cela n'ira pas tout seul! Et si je mesure avec complaisance la valeur de nos apports, si je me tiens en garde contre les demandes impossibles, c'est pour nous rendre plus forts à soutenir nos exigences raisonnables.

Les clauses auxquelles je fais allusion sont les clauses militaires destinées à assurer la proportion des forces armées des deux pays; et les clauses diplomatiques destinées à assurer notre entière indépendance et notre influence légitime dans les conseils de l'Europe.

Ne nous y trompons pas! Nous sommes et serons dans cette grave discussion, dans cette discussion de vie ou de mort, nous sommes et serons handicapés. Les représentants de la France trouveront en face d'eux comme partenaires l'empereur Guillaume et la chancellerie allemande, c'est-à-dire des volontés réfléchies, énergiques et rusées. Les intérêts de la France ne seront pas servis, snas doute, avec autant

d'intelligence, d'énergie et de prévoyance que les intérêts de l'Allemagne. Voilà un premier point qu'il faut, à part nous, reconnaître de bonne grâce, car cette lucidité nous rendra plus précautionneux et plus exigeants. Ce n'est pas seulement dans la discussion des clauses, mais plus encore dans leur application ultérieure que nous pouvons souffrir de cette qualité différente des deux volontés en présence! Nous avons donc de bonnes raisons pour ouvrir l'œil avant de rien commencer.

D'autre part, épargnons-nous une illusion enfantine! Soyons d'avance assurés que jamais le peuple allemand ni son empereur n'accepteront de s'engager dans un système d'alliance ou d'accords diplomatiques aboutissant à leur mettre les menottes. Espérer cela, ce serait revenir à cette erreur de certains pacifistes que nous avons démasquée déjà. L'Allemagne a gardé de la Conférence d'Algésiras le souvenir d'un piège dangereux; et tenez pour certain qu'elle se défiera et prendra ses précautions contre le retour de ce danger et contre sa permanence.

Il faut s'attendre à la voir réclamer dans les conseils de l'Europe une prépondérance analogue à celle que la Prusse possède au Bundesrath au milieu des autres Etats germaniques.

Voilà en gros les difficultés, les périls, les ambitions contraires que nous devons prévoir, si nous concluons l'entente. Il fallait d'abord les montrer ensemble. Mais pour en apercevoir le détail et trouver les façons de sortir d'em-

barras, figurez-vous l'Europe telle que la fera le rapprochement franco-allemand.

*
* *

Notre recherche antérieure nous a conduits à penser que l'on doit, sans forcer les termes et par pur souci de n'être point dupes, comprendre le rapprochement de la France et de l'Allemagne comme une vraie et intime collaboration ; que la détente ne signifie rien ou signifie l'entente ; et que cette entente équivaudrait à une alliance entière et y aboutirait.

Si cela est vrai, il suffit de considérer le système actuel des alliances pour découvrir que, par l'effet de cette transformation profonde dans les rapports des deux grands pays, l'axe des forces tendrait à se déplacer. Cet axe, aujourd'hui, est représenté par la ligne qui unit Berlin et Vienne. Si une ligne nouvelle unissait Paris, Berlin et Vienne, est-il téméraire de penser que la partie de cette ligne qui joindrait Paris à Berlin serait le véritable axe du système? Il va sans dire que rien de tel n'arriverait, si Berlin s'appuyait sur Paris avec moins de confiance que sur Vienne! En ce cas, la ligne Berlin-Paris ne serait pas effectivement établie. Nous sommes tombés d'accord que le rapprochement franco-allemand devait être cordial et définitif, ou ne pas être.

L'Allemagne n'aurait nul sacrifice diplomatique à faire pour opérer ce rapprochement : l'Autriche ni l'Italie n'ont d'intérêts opposés

aux intérêts français. Entre elles et nous, il n'y a que des sympathies; et nous ne cèderons pas à un optimisme excessif en prévoyant qu'elles accueilleraient avec une vive satisfaction notre accession au groupement des puissances de l'Europe centrale. Cet élargissement de la Triple Alliance, qui en changerait du tout au tout le caractère, leur apporterait la perspective de nous trouver prêts, le cas échéant (et sous les réserves indiquées tout à l'heure) à appuyer leurs vues contre les vues de l'Allemagne.

La France n'aurait pas à sacrifier l'amitié de la Russie, mais il est clair que l'alliance russe perdrait sa raison d'être. La Russie, je le répète, s'y résignerait aisément. Beaucoup de Slavophiles seraient désolés de ne plus compter sur l'appui de la France contre les Germains. Mais la Russie officielle et gouvernementale est profondément attachée à l'amitié allemande. Sans doute, il ne lui a pas déplu de nous utiliser à l'occasion comme épouvantail, et même au besoin comme marchandise, et elle regrettera de perdre en nous de généreux et prodigues prêteurs. Son regret sera pourtant mince, car au fond, à Pétersbourg comme à Paris, on sent parfaitement que la vertu de l'alliance est épuisée.

Quant à la désolation des Slavophiles, elle ne doit pas nous toucher! J'aime beaucoup les Russes et je m'entête à compter beaucoup sur eux pour l'avenir. Mais, quant à présent, je ferai volontiers mon deuil des sympathies slavophiles.

Pourquoi donc, en cas de conflit, nous entêterions-nous à considérer que la France doit forcément se ranger du côté des Slaves contre les Germains?

Je ne crois pas du tout à la fatalité de ce duel. Nous ferons tout pour le prévenir, et le rapprochement franco-allemand tendrait, selon moi, à en diminuer les chances. Mais je n'ai jamais compris ceux des publicistes de chez nous qui s'obstinent à nous imposer le rôle d'alliés naturels des Slaves. Il me semble que la civilisation européenne est jusqu'ici le patrimoine commun des Français, des Allemands, des Anglais, des Italiens, et que le triomphe des Slaves, la suprématie des peuples slaves, l'hégémonie russe, risqueraient de le compromettre.

Si belles que soient leurs destinées futures, et je suis persuadé qu'elles seront magnifiques, les Slaves d'à présent ne représentent pas la culture. Ils représentent tout le contraire.

Nous unir avec eux pour détruire les Germains ou placer ces derniers sous leur joug, auquel nous n'échapperions pas longtemps non plus, ce serait montrer au monde la France travaillant avec la sauvagerie contre la civilisation. Hé! J'avoue qu'il y a des précédents; mais je n'en tire pas gloire. Notre brillant roi François Ier n'hésitait pas à lancer les Turcs contre Vienne. Il sapait ainsi fort habilement la monarchie universelle; et la puissance dangereuse de la Maison d'Autriche. Mais il jouait gros jeu,

et si ce rempart eut été détruit, comme fut détruit l'empire byzantin par la complicité des Occidentaux, si une nouvelle vague venue de l'Asie eut trouvé ouverte la route de l'Europe centrale, que serait-il advenu de nous? Et puis, sommes-nous François Ier? Il se sentait sûr de tenir en main cette diversion efficace, et de brider au besoin les Turcs. « Je lâche les chiens », disait-il. Tenons-nous le tsar, ou est-ce lui qui nous tient en bride?

*
* *

Notre entente avec l'Angleterre s'élargirait. Rappelons-nous que ce sont les Anglais qui ont refusé d'en serrer les liens et d'en faire un instrument de guerre! Mais passerions-nous pour cela de l'entente à l'hostilité? Du tout! Je ne consens pas à revenir aux sentiments d'après Fashoda! Vous en souvenez-vous? Je vous en prie, ne les oubliez jamais! Il y a plaisir à les rappeler à nos guerriers! Dieu! Qu'ils étaient enragés! Le nom seul d'Angleterre les faisait écumer de fureur. On revenait aux temps lointains de Béranger, au lendemain de Waterloo, à la perfide Albion. Quels traîtres étions-nous pour ne pas sentir l'outrage, et la patrie humiliée, et le drapeau... Il est vrai que les mêmes, oui, les mêmes qui à cette heure-là nous mordaient de leur mieux, les mêmes hommes qui m'ont dit : « J'accepterai l'alliance allemande et j'oublierai 1870, et l'Alsace-Lorraine, pour abattre l'Angleterre! », ces mêmes-là tournaient l'an dernier

vers l'Angleterre, après Agadir, un regard confiant et plein d'espoir.

Ah! Clemenceau nous donne volontiers, à propos du départ de Delcassé, et d'Algésiras, de « l'humiliation sans précédent »! Sans précédent?

Allons donc! Rappelez-vous Fashoda! Et Marchand évacué, et Delcassé pleurant! La dernière humiliation nationale est toujours sans précédent, parce qu'elle efface le souvenir des autres!

Nous ne reviendrons plus aux sentiments d'après Fashoda : mais si nous trompons les calculs de quelques marchands de la Cité, n'ayons nul repentir! Nous ne sommes pas forcés de nous battre pour faire plaisir à des gens qui comptent bien rester à l'abri des coups les plus dangereux. Quant aux Anglais raisonnables, leur souhait très vif est l'entente de l'Angleterre avec la France et l'Allemagne.

Est-elle possible, cette entente, dans l'Europe nouvelle? dans l'Europe telle que la ferait le rapprochement franco-allemand?

L'Angleterre est un monde à part. Elle forme avec ses colonies une région particulière du monde, qui, comme chacun sait, comprend six parties : l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Océanie, l'Amérique, et l'Angleterre.

Elle ne peut donc entrer à fond et définitivement dans aucun système européen. Elle y serait à l'étroit. C'est trop petit pour elle.

Mais l'amitié n'est pas impossible entre elle et l'Europe; et elle s'y résoud chaque fois que l'Europe lui semble fortement unie.

« Oubliez-vous, me dit-on, que la grande raison de l'Empereur Guillaume, quand il cherchait notre alliance, était de détruire la puissance anglaise? Si nous nous rapprochons de l'Allemagne, celle-ci comptera, dès le lendemain, nous avoir pour auxiliaires dans sa lutte contre l'Angleterre ».

Je demande où serait pour l'Allemagne l'intérêt de cette lutte après notre accord? L'Angleterre est inquiétante et irritante pour les Allemands, tant qu'ils la soupçonnent de nous exciter contre eux, et la voient prendre notre parti dans un conflit comme celui d'Agadir. L'empereur Guillaume a décidé depuis longtemps que l'Angleterre ne serait plus maîtresse unique des mers. Mais notre accord, ôtant à l'Angleterre tout espoir de diviser l'Europe, l'évince de la politique continentale et fait tomber le premier grief allemand. L'union de la flotte française avec les autres flottes européennes supprime toute suprématie de la marine anglaise. La route est donc libre : c'est tout ce que les Allemands ont demandé à l'Angleterre dont ils ne convoitent aucune colonie.

Ils voulaient simplement la certitude qu'ils pourraient se tailler, eux aussi, leur domaine colonial, sans être à la merci de la flotte britannique. Je ne vois donc plus quel intérêt pousserait l'Allemagne contre l'Angleterre.

Nul intérêt, soit! Mais l'hostilité, la rancune, l'ambition, n'en faites-vous point de cas?

J'en fais peu de cas, quand ces sentiments,

très humains, ne peuvent s'appuyer sur une forte base d'intérêt positif. J'en fais peu de cas quand il y a une « opinion européenne » comme celle qu'invoquait M. Pichon dans son discours du 16 mai dernier. Cette opinion européenne ne saurait vivre durablement qu'après l'entente franco-allemande, mais elle apparaîtrait aussitôt.

Qu'importe alors qu'une mauvaise tête allemande continue à vouloir du mal aux Anglais?

Cet Allemand sera aussitôt équilibré par d'autres Allemands qui entonneront le refrain de la parenté saxonne et des cousins germains.

Il sera maîtrisé surtout par la froideur et l'indifférence de l'Europe, qui n'est pas émue par des ressentiments tout superficiels que nul intérêt ne soutient plus. A présent, l'Europe, coupée en deux camps, ne peut guère former d'opinion unanime. Mais sitôt réunie et rassemblée en un faisceau, sa volonté paraît et pèse lourd.

Dans cette opinion européenne, l'opinion française a toujours compté pour beaucoup. Nous serions, le cas échéant, un puissant modérateur; et c'est pourquoi il me semble que notre entente avec les voisins de l'Est préviendrait tout conflit anglo-allemand, loin d'y pousser.

*
* *

L'opinion européenne! La volonté de l'Europe! C'est bel et bon, mais à côté de l'opinion des peuples, à côté du sentiment public et des articles de journaux, il y a la volonté des gou-

vernants et le jeu des pouvoirs établis. Quand nous aurons rapproché la France de l'Allemagne, il restera, tout de même, une armée allemande, une armée française, un empereur allemand, un gouvernement français, un roi d'Italie, un empereur d'Autriche! Vienne à surgir un de ces vastes problèmes diplomatiques tels que le récent conflit balkanique, tels que l'invasion de la Tripolitaine par l'Italie ou du Maroc par la France? Qui tranchera? Qui décidera?

Nul ne tranchera? Alors, demain, l'entente peut se rompre, et la guerre éclater. Car Allemands et Français peuvent se trouver entraînés vers des camps opposés.

L'une des deux puissances, l'Allemagne ou la France, fera-t-elle toujours prévaloir sa volonté? Alors l'autre se dira vassale et subalterne.

Le vote des puissances siégeant en Conférence suprême s'imposera-t-il à l'une d'elles? Mais nous avons vu quel souvenir profond Algésiras a laissé dans l'esprit des Allemands!

Il est donc essentiel de prévoir et de fixer, avant de conclure accord, comment cet accord jouerait pratiquement.

Ne disons pas qu'on verra plus tard; qu'à chaque jour suffit sa tâche, et qu'on se perd en chimères à vouloir ainsi déterminer, d'avance, le fonctionnement des Etats-Unis d'Europe.

Hé! Je le sais bien! Je le sais, que ce n'est pas pour demain! Mais j'ai si peur qu'un pas en avant, vers l'entente, ne soit suivi d'un pas

en arrière, vers la guerre! En petit, à Berne, nous avons frisé cela de tout près!

Et puis n'avons-nous pas, nous autres Français, l'expérience de l'Alliance russe? La difficulté d'arrêter une ligne de conduite commune aux deux alliés nous a permis plus d'une fois d'apprécier à quels embarras on s'exposerait le jour où il faudrait concentrer, non plus deux, mais trois, quatre puissances aux pensées différentes.

Ce n'est pas pour demain, disions-nous? Soit! Mais, pourtant, dès le lendemain de l'accord franco-allemand, ne voyez-vous pas ce qu'il y aura de nécessairement changé?

Eclate, par exemple, la guerre des Balkans! Est-ce que nous nous trouvons à la Conférence de Londres, nous, gouvernements de France et d'Allemagne, dans les mêmes rapports qu'aujourd'hui? Si oui, il n'y a ni entente réelle ni accord solide, mais une ombre, une apparence, un rapprochement fragile et prêt à s'évanouir. Donc, si l'accord est sérieux, il aura dû déterminer comment, à l'avenir les deux gouvernements s'accorderont, et comment seront tranchés les différends!

Cela ne peut être l'effet que de ces clauses dont j'ai parlé, qui règleraient la proportion des armements, et la proportion des suffrages.

La limitation des armements.

La fixation du chiffre de soldats que la France et que l'Allemagne tiendraient sous les armes serait la première difficulté, mais le premier bienfait de leur accord.

En avons-nous ouï parler de la limitation des Armements! du désarmement « progressif et simultané »!

Ce sont les termes mêmes de la proposition que mon vieil ami Dejeante déposa, comme un brave petit bougre, il y a tantôt quinze ou vingt ans! Nous en étions très fiers, dans le groupe socialiste, et ma foi, cela ne nous semblait pas reculé dans un très lointain avenir. Car tout est relatif. Notre plus illustre disciple fut le tsar. Ni plus ni moins! Le tsar, converti à cette belle idée, reprit la proposition Dejeante et la présenta à l'Europe. Sans plus de succès que Dejeante! On fit plus de façons pour lui que pour Dejeante; on marqua des égards dont nous n'avions pas été régalés : car le commun des hommes s'obstine à faire acception de personnes. Mais le résultat fut absolument le même. Dejeante, et nous, et le tsar, ensemble nous chûmes dans le néant.

On ressuscite, parfois, notre idée, sans trop y croire.

Un ministre anglais, quand la flotte allemande augmente trop, s'écrie : « L'Europe est prise de folie! Nos petits-neveux ne comprendront pas! »

La vérité est qu'une limitation concertée des

armements est une mesure de paix, parfaitement logique au cours d'un progrès pacifique, parfaitement absurde en état de guerre ou d'avant-guerre.

Clemenceau le faisait très justement remarquer, dans un article de l'*Homme libre*. Comment voulez-vous que deux Etats qui, demain, vont se battre, fassent convention de limiter leurs chances en limitant leurs armements? A peine signée l'invraisemblable convention, chacun s'appliquerait à la frauder, à la tourner, comme la Prusse échappait aux limitations imposées par Napoléon! Les voisins se surveilleraient anxieusement, s'épieraient, s'accuseraient. Quel nid de querelles!

La limitation des armements n'est pas seulement une mesure de paix; c'est une mesure partielle, qui ne se conçoit pas isolément, mais comme fraction d'un ensemble, comme élément d'un système organisé.

Supposez, par impossible, la France et l'Allemagne décidant, sans modifier leurs relations actuelles, de limiter leurs armements. Sur quelle base? L'Allemagne aussitôt proposera une proportion basée sur le chiffre de la population. La France riposte que l'on entretient une armée pour se défendre; et qu'il ne s'agit pas de savoir combien il y a, derrière elle, de gens à protéger, mais combien il y a, devant elle, d'ennemis à repousser.

Impossible de rapprocher ces deux points de vue. Pourquoi? Parce que les deux armées dont

on veut limiter le chiffre sont destinées à combattre entre elles. Facile, au contraire, dès que les deux armées ne sont plus destinées à se combattre, mais à coopérer, le cas échéant, à la commune défense. Alors une réduction considérable devient possible, car le groupement nouveau des puissances européennes de l'Ouest et du Centre n'a guère à redouter qu'une hypothétique invasion d'Asiatiques! Les Jaunes, plutôt, serviraient de prétexte aux gouvernants pour maintenir des armées destinées, en réalité, à tirer sur nous autres, socialistes, en cas de révolution. Quel risque court l'Allemagne à reconnaître aux Français le droit au même chiffre qu'elle-même? La crainte d'une attaque traitresse? Mais en ce cas, le concours immédiat des autres puissances alliées lui est acquis. Avec la disparition de l'antagonisme franco-allemand le principal obstacle me parait levé; et je crois possible la rédaction des clauses militaires qui garantiront l'indépendance des deux peuples, jusqu'à ce que, le temps ayant fait son œuvre, le souvenir même des craintes passées et des haines d'autrefois nous étonne.

La proportion des suffrages.

L'institution et les règles destinées à donner, à chaque puissance, voix au chapitre, sont une besogne beaucoup plus compliquée. Je rappe-

lais tout à l'heure les notoires difficultés qui ont gêné souvent les gouvernements de France et de Russie, les tiraillements, les mésententes. Des divergences, non moindres, nous ont séparés à plusieurs reprises de nos amis Anglais, au cours de la crise balkanique, et ont donné de la tablature aux diplomates. La Triple Alliance aussi connaît parfois les dissensions. Elle sait mieux les cacher, mais qui a perdu mémoire de certaines périodes de tension violente entre l'Autriche et l'Italie?

Les interventions personnelles de l'empereur Guillaume, les négociations directes des chancelleries ont toujours suffi à tout apaiser.

Les moyens qui ont suffi dans un groupement à trois, suffiraient-ils encore dans un groupement à quatre? Il est sage de prévoir le contraire; et nous avons pour cela des raisons d'autant plus sérieuses que, par sa force d'attraction, le bloc des puissances européennes tendrait plutôt à s'augmenter encore.

L'Espagne resterait-elle en dehors? N'aurions-nous pas intérêt, pour notre part, à ce que l'adhésion espagnole accompagnât la nôtre ou la suivît de près?

En ce cas, l'Europe se trouve donc comme en état de conférence permanente. Les difficultés et les cas épineux ne peuvent plus guère être tranchés par des négociations directes et séparées d'une chancellerie à l'autre. Or, nous avons reconnu qu'il ne fallait pas espérer que l'Allemagne se résignât de bon gré, et de gaieté de cœur, à

remettre ses intérêts aux mains d'une conférence comme celle d'Algésiras.

Il faut s'attendre de sa part à la même exigence que la Prusse a fait accepter par le reste de l'Allemagne. Au lieu d'une conférence où les puissances ont voix égale, elle proposera quelque organe analogue au Bundesrath, en s'y réservant un nombre de suffrages supérieur à celui d'aucune autre puissance. Voilà ce que nous avons à prévoir et ce que nous aurions à discuter, le cas échéant, pour nous faire attribuer un nombre de suffrages garantissant, comme je l'ai dit, notre influence dans les conseils de l'Europe. Je ne nie pas la difficulté. Je ne la cache pas. Je l'étale. Mais je ne la crois pas insurmontable. Même avec un nombre de voix légèrement inférieur à celui de l'Allemagne, ne pourrions-nous espérer qu'en mainte occurrence les Latins d'Italie et d'Espagne se joindraient à nous? Et par contre, il n'y a là rien d'alarmant pour l'Allemagne, car l'intérêt italien et espagnol balancerait assez souvent les sympathies latines pour que jamais ne se formât un concert organisé et permanent contre elle.

Le meilleur moyen de rendre le nouveau Groupement plus solide, et ses relations intérieures plus souples, serait d'augmenter le nombre des participants.

Les États secondaires ou neutres, comme la Suisse, la Belgique, la Hollande, n'auraient aucune raison de rester en dehors. Cela touche au rêve? Je le reconnais bien volontiers! Mais

à quel moment, je vous prie, avons-nous perdu pied? Quand avons-nous cessé d'être en contact avec la réalité?

Est-ce au point de départ? Est-ce le rapprochement franco-allemand, la détente entre nos deux pays qui vous paraît chimérique? C'est possible! Alors, convenez qu'au fond de vous-même vous croyez à la guerre, et qu'en dehors de cette guerre, tout vous semble utopie et songe-creux.

Est-ce plus tard? Et me suis-je aventuré trop loin dans la voie des conséquences? Tant que vous voudrez! Cela me paraît prudent, je vous ai dit pourquoi. Mais je ne tiens pas à vous imposer ces conséquences-là. Je les propose seulement à vos réflexions. Vous les estimerez peut-être plus éloignées et plus douteuses qu'il ne me semble? Pour moi, je ne puis le cacher, le rapprochement franco-allemand me paraît un fait historique énorme, tout plein de conséquences, et ouvrant à l'univers une ère nouvelle. Par un côté, par son début, il est positif, étroit et limité, et nous est commandé par le seul souci d'éviter une guerre imminente. Par un autre côté, par le côté de l'avenir, il me paraît former l'embryon des futurs Etats-Unis d'Europe.

TROISIÈME PARTIE

IL FAUT CHOISIR

Etats-Unis, désarmement, chimères ou réalités, vous en jugerez comme il vous plaira, mais vous retiendrez ceci, qui est pour moi le plus important : chacune des deux décisions, chacun de ces deux partis dont vous êtes forcé d'adopter l'un ou l'autre, est chargé de conséquences graves, et traîne après soi toute une queue d'événements compliqués et bouleversants.

Aucun des termes de cette option n'est simple ! On croit d'abord le contraire ! On se dit : « Bah ! au pis aller, si les choses se gâtent par trop, nous accepterons l'entente allemande ! » Et disant cela, on s'imagine qu'il suffira d'un geste, qu'on n'aura qu'un signe de tête à faire, et que tout sera fini !

Tenez ! le 29 mai 1912, désespérant de voir l'entente franco-anglaise prendre la force d'une alliance, le nationaliste *Echo de Paris* imprimait dans ses nouvelles d'Allemagne : « *L'Angleterre ne peut pas nous demander de tenir tête à l'Allemagne et à toute l'Europe centrale avec la simple base de l'entente cordiale qui ne lie même pas à nous nos amis anglais et qui ne les oblige pas.*

Nous serions forcés par conséquent, par néces sité vitale, D'ACCEPTER L'ALLIANCE ALLEMANDE, *le jour même où l'alliance des trois empires serait conclue.*

Ce serait pour beaucoup d'Allemands un jour de grande joie et pour beaucoup de Français un jour de grande douleur, mais il faut vivre avant tout ».

Curieux, cela, n'est-il pas vrai, dans un grand organe nationaliste! L'alliance allemande acceptée par la France! Et une Europe nouvelle formée de la Triple-Alliance grossie de la Duplice!

Mais nous venons de voir tout ce que cette solution, qui me paraît la meilleure, recèle de difficultés et de complications. Elle est bonne, elle est nécessaire : elle n'est pas simple!

Rejetez-vous cet inquiétant rapprochement? Prenez garde! vous choisissez encore, et malgré vous! Vous choisissez la guerre; et si, du même coup vous ne choisissez pas le roi, vous avez les plus grandes chances de choisir la défaite.

Non, ce n'est pas simple! Mon effort ici est de le montrer, et de découvrir, sous le voile de l'apparente et coutumière simplicité, l'enchevêtrement des complications menaçantes.

Dramatique option! Mais vous n'y échapperez pas. C'est ici comme le pari de Pascal. Vous êtes engagé! Refuser de choisir, n'est-ce pas une manière de faire un choix? c'est sans doute choisir encore : car c'est continuer. C'est donc vous laisser, tout endormi, tirer par les événe-

ments; et si, comme je le crains, la surenchère des armements nous entraîne à la guerre, refuser de choisir, c'est choisir la guerre.

Dormir en wagon-lit, parfait! A une condition, pourtant! Si vous croyez au déraillement, dormirez-vous? Si vous savez que la voie est détruite après Belfort, ne voulez-vous pas vous réveiller avant Belfort?

Décidons-nous, l'heure est venue.

Préférons-nous la guerre? Préférons-nous la paix? Jusqu'ici nous avons examiné les conditions et les conséquences de la Guerre et de la Paix. Il nous a semblé reconnaître que la guerre exigeait un roi, et que le régime républicain s'accordait mal avec une politique belliqueuse. Par contre, nous avons été conduits à penser que la paix européenne exigeait le rapprochement de la France et de l'Allemagne, c'est-à-dire l'acceptation par nous du traité de Francfort.

Peut-être sommes-nous devenus ainsi plus capables de nous décider! En tout cas, ce contraste violent, cette opposition tranchée et brutale, la Guerre, mais le Roi, ou bien la République, mais la Paix et l'Alliance Allemande, changent pour nous la signification banale de ces mots de guerre et de paix, qu'on prononce couramment, sans être attentif à leur valeur tragique.

Et maintenant que la Guerre et la Paix ont pour nous leur sens plein, laquelle préférons-nous?

CHAPITRE I

Ceux qui choisissent la guerre.

Pourquoi pas la guerre, après tout?

Il y a des gens qui, très froidement, sans se monter la tête, y inclinent.

« Oui! les Schneider, les fabricants d'armes, les associés de l'usine Krupp, les accusés de Liebknecht? »

Il y en a d'autres! Je sais des hommes réfléchis, cultivés, perspicaces, d'excellents Français qui, dans le secret de leur âme ou dans l'exposé public de leur pensée, veulent la guerre.

Et j'en sais d'autres, en nombre infini ceux-là, qui moins fixés, moins arrêtés, plus hésitants, inclinant d'ordinaire vers la paix, serrent les dents, à certaines heures et grommellent: « Après tout, si les Allemands nous y forcent...! »

Injurions-les, ces batailleurs! Je veux bien! C'est une tradition sacrée que je ne briserai pas. Je n'y saurais manquer sans renier tous les saints et tous les apôtres, et la plupart des Pères et la plupart des Eglises. L'humanité comme un vaillant char-

retier suit sa route pénible en jurant à pleine gueule. L'Académie s'est honorée en accueillant l'engueulade, car le progrès moral fut toujours accompagné d'un torrent d'invectives, roulant et revenant de ceux qui tirent à hue à ceux qui tirent à dia ; et nos polémiques pâlissent, timides continuatrices, auprès des augustes et magnifiques tonnerres d'engueulades des prophètes d'Israël, et des Apocalypses, et des Souverains Pontifes, et des chefs de la Réforme, et des héros révolutionnaires.

Je consens à injurier ceux qui veulent la guerre. Injurier, c'est acte de foi, c'est pieux, et cela soulage.

Mais quand on est soulagé? La raison revient avec le calme. Raison, désir de comprendre, nécessité d'écouter ! Que disent-ils ? Qui sont-ils ?

Oh! ils disent bien des choses qui me choquent beaucoup ; et quelques-unes qui me choquent moins ; et il y a parmi eux toute espèce de gens.

C'est M. de Mun, dans ses vigoureuses campagnes de presse ; c'est Paul Bourget ; c'est le Junius de l'*Echo de Paris* dont je veux, bien que résolu à ne pas alourdir de citations ces vérités que vous contrôlez tous les matins, citer tout de même cet extrait qui dit tout :

La valeur éducative de la guerre n'a jamais fait de doute pour quiconque est capable d'un peu d'observation réfléchie. L'histoire entière le prouve : les époques de forte culture intellectuelle n'apparaissent chez les peuples qu'après qu'ils ont tra-

versé la douloureuse mais féconde école du sacrifice sanglant. Sans remonter à Rome et à la Grèce, nous vérifions cette loi chez nous, sous la Restauration. Nous la vérifions sous Louis XIII et sous Louis XIV. Une génération qui a su se battre lègue à ses héritiers les magnifiques vertus d'intelligence que développe l'habitude de l'énergie périlleuse et ordonnée, et de la mort regardée en face. L'art et la littérature prennent à cette discipline ce sérieux à la fois et ce ressort, ce sens du réel et cette décision, qualités militaires par excellence, qui transposées dans le domaine des idées font les vrais créateurs et les vraies œuvres.

Malheur aux nations sans histoire, louangées par le plus lâche des proverbes et auxquelles l'héroïque frisson du danger fut trop longtemps épargné!

Les redoutables nigauds qui prêchent le pacifisme prêchent ainsi, et ces malfaisants idéologues ne s'en doutent pas, la dégradation des mœurs et la corruption de l'esprit, tout ce vice byzantin dont nous avons pu trembler que la France ne fut infectée. Quel soulagement quand nous constatons aujourd'hui qu'il n'en est rien.

Oui! La guerre est vraiment la Régénératrice sacrée, puisque sa seule idée suffit à remettre d'aplomb du coup l'âme nationale..... »

Je m'arrête. Tout serait à citer, mais cela suffit. La page est superbe, d'ailleurs, et la plume de Junius fut, en ce matin du 7 septembre, tenue, si je ne me trompe, par Paul Bourget. Non pas que Denys Cochin ne fût capable de l'écrire, cette ode qui charrie l'in-

vective, mais il y a telle tournure de phrase (l'art et la littérature prennent à cette discipline ce sérieux, *à la fois*, et ce ressort...) qui vaut presque signature. Le même Paul Bourget répondait, d'ailleurs, dans un interview publiée par *Le Gaulois*, au sujet de l'Enquête d'Agathon, que tout lui semblait dominé par la question de *la guerre inévitable* entre la France et l'Allemagne.

Une simple remarque en passant : Paul Bourget, lyrique adorateur de la guerre, se réjouit, l'avez-vous remarqué, de voir la France d'aujourd'hui telle qu'il la désire. Que voulez-vous que pense un Allemand cultivé, curieux des lettres parisiennes, et il y en a beaucoup, en lisant un tel avis sous la plume d'un écrivain comme Paul Bourget dont il connaît le talent et la clairvoyance? Or si cet Allemand s'avise de dire au Reichstag, ainsi renseigné par Paul Bourget, que la France n'est point pacifique, une clameur d'indignation retentira dans la presse française et le très distingué correspondant berlinois de *L'Echo de Paris* dénoncera les *mensonges* du chancelier allemand! Que diable voulez-vous que les Allemands y comprennent?

Comprenons, pour notre part, que nous n'avons pas le droit de mépriser l'avis des fauteurs de guerre puisqu'ils ont dans leurs rangs des hommes de ce talent. Chauvins, crétins, cela rime, mais la synonymie n'est pas absolue.

Ni chez nous, ni en Allemagne non plus, car il y a des pangermanistes dont les qualités personnelles ont arraché l'estime de leurs adver-

saires. Ne disions-nous pas, tout à l'heure, un mot du correspondant berlinois de l'*Echo*?

Ecoutez-le parler des pangermanistes, qu'il exècre :

Les pangermanistes ne sont pas tous des braillards ou des imbéciles.

L'un d'eux qui fut président de la Ligue pangermaniste ou d'une de ses sections importantes exerçait en même temps, il y a cinq ans les fonctions assez considérables de président du Reichstag. C'était le prince de Stolberg-Wernigerode, le modèle d'un président impartial.

Un second pangermaniste, le comte de Reventlow, malgré la vivacité de sa plume, m'apparaît comme un homme loyal, d'un talent incontestable...

Les pangermanistes ne sont donc pas tous des fous ou des pantins négligeables.

Voilà exactement ce qu'il faut penser de nos chauvins et de nos fauteurs de guerre : tous ne sont pas, quoiqu'il semble, des fous, ni des pantins, ni des braillards ni des imbéciles.

Et vous avouerez que si la guerre avait la moitié des vertus dont l'orne Junius, vous voudriez aussi vous battre, ou du moins y encourager les autres.

Gardez-vous pourtant de croire que la guerre n'ait pour partisans que ces adorateurs à la de Moltke, qui la regardent comme providentielle et tiendraient l'humanité pour déchue, sans la guerre.

Au-dessous de ces intrépides apologistes qui

voient en elle le cordial régénérateur, et le souverain tonique des peuples forts, il y a des hommes d'Etat, des diplomates, des ministres qui, connaissant bien la situation internationale, estiment que la France ne peut se relever que par une campagne heureuse, et que la victoire seule lui rendra son rang dans le monde.

J'en connais. J'ai toujours été saisi de la facilité avec laquelle ils omettent l'éventualité de la défaite. Vous rappelez-vous M. Delafosse qui nous disait : « Il faut laisser quelque chose à faire à Dieu! »

L'excellent homme! Je l'admire beaucoup! il se fait la tête d'un notaire, et il croit que c'est la tête d'un ambassadeur. Mais, tout comme lui, les hommes d'Etat, assez nombreux, qui ne reculent pas, dans leurs entretiens, devant la perspective d'un conflit armé entre la France et l'Allemagne. écartent d'un geste de la main, supérieur, comme une abeille importune, la possibilité d'une défaite. Quand on parle de ce « règlement de comptes auquel on finira par se décider, nécessité pénible mais inévitable », il demeure entendu que la France sera victorieuse.

Merveilleuse assurance! Si la confiance suffit, nous l'emporterons sous de tels chefs. Mais la confiance superbe de la veille croûle aisément le lendemain. Nous avons connu cela. Il y a eu Lebœuf.

Et si, tout de même, nous étions battus? On a le droit de compter ses chances, mais il est bon de peser ses risques! Que risque la France?

Que risque l'Allemagne? La même chose? J'ai peur que non. Si les chances sont égales, les risques sont différents.

Admettons que les chances soient égales! En cas de guerre, l'Allemagne, la France ont autant de chances l'une que l'autre de l'emporter.

C'est, je crois, l'hypothèse la plus favorable pour nous.

Admettons-la donc! Malgré sa population plus nombreuse, malgré sa parfaite organisation, malgré la supériorité du haut commandement, l'Allemagne ne possèdera pas une chance de plus que nous, soit!

Mais les risques?

Nous sommes vainqueurs! Nous pouvons reprendre les provinces perdues, reprendre même la rive gauche du Rhin, frapper les Allemands d'une contribution de guerre effroyable. Oui! Nous pouvons cela. Nous ne pouvons pas davantage. Nous ne briserons pas l'unité allemande, car si nous la brisions, le souvenir du demi-siècle d'unité, l'image de la puissante Allemagne impériale s'installerait au cœur de tous les Allemands, plus solide statue de la Germania que celle dont nous aurions abattu le bronze dans la forêt des Vosges. Nous aurions beau séparer sur le papier l'Allemagne du Nord de l'Allemagne du Sud, et remuer, du bout de notre sabre, les vieilles cendres pour y retrouver les brandons des anciennes discordes. Nous n'y trouverions que des charbons éteints. La défaite cimenterait l'unité plus fortement encore que

ne fit la victoire : une défaite au lendemain de laquelle ils ne penseraient guère, eux, à autre chose qu'à se venger! Vous n'êtes pas persuadés encore? Attendez! Je veux vous persuader. Il y a une chose, du moins, que vous ne pourrez pas faire, pas même essayer, pas même rêver : vous ne pourrez pas peupler l'Allemagne de Français, en y versant le trop-plein de notre population, puisque nous n'avons pas de trop-plein, ni même notre plein!

Voilà donc le risque limité que court l'Allemagne en cas de guerre.

Notre risque à nous est illimité. Ce que nous risquons? C'est bien simple : nous risquons de disparaître. Défaite pour nous peut signifier fin. Je vois que de temps à autre on met dans la bouche des Allemands des menaces terribles : trente-cinq milliards d'indemnité, le reste de la Lorraine, la Champagne... à mon avis, il s'agit de bien autre chose. Ils n'essaieront pas du tout, j'en suis convaincu, d'annexer à l'Allemagne une nouvelle province française. La France subsistera, mais dans quel état! A l'état « terre vuide de gent, bonne à conquerre » comme dit le trouvère. Sera-ce au lendemain de la conquête, ou dix ans après, qu'importe? L'Allemagne regorgeante ne pourra s'empêcher de remarquer que le kilomètre carré de terre française est d'un bon tiers moins peuplé que le kilomètre carré de territoire allemand, et pourtant d'une fertilité double. La prochaine guerre, cette anxiété me hante, ne sera pas pour

nous une guerre ordinaire, une de ces guerres bourgeoises dont nous avons coutume, ce sera le prélude d'une invasion comme celle des Burgondes ou des Normands, un mouvement de races, et pour reprendre encore une vieille phrase de Bourget, « un déferlement de cette marée de peuples que les invasions poussent de l'Est à l'Ouest depuis des siècles et des siècles » et aussi du Nord de l'Europe vers la Méditerranée ! Nous ne pouvons pas peupler l'Allemagne, qui est surpeuplée, mais l'Allemagne peut coloniser la France.

Il ne sera plus question, comme pour les immigrants d'aujourd'hui, dont s'effraient si fort les nationalistes, d'assimiler les nouveaux venus ! Leur centre ne sera pas chez nous, car il n'y aura plus de centre chez nous : c'est eux qui nous absorberont.

Je ne puis m'empêcher de trouver folle la partie qui s'engage à égales chances et à risques inégaux, disproportionnés, effroyablement disproportionnés !

Combien de fois l'ai-je objecté, je ne dis pas seulement aux hommes politiques, mais à tous ces braves gens dont nous parlions tout à l'heure, qui sont légion, et d'habitude inclinent à la paix, mais que l'irritation d'une heure crispe et rejette à la guerre.

Bouglé le disait, paraît-il, au cours d'une séance de la Société de philosophie : « Il y a des heures où l'on se sent guerrier ! » Et ces guerriers d'une heure (dangereux guerriers ! car

la guerre moderne est affaire de méthode et de préparation, non pas de coup de tête ni de crise de nerfs, ni d'accès de colère!), vous en rencontrez partout.

Partout! Au fond de vous-même d'abord. Rappelez-vous la saisie du *Carthage* et du *Manouba*! Ennemis de la guerre, amis de l'Italie, nous étions aussi furieux que les autres. Quittes à nous imaginer qu'on violait, par cette offense, le droit des gens et qu'on arrêtait d'honnêtes infirmiers!

Vous en rencontrez au sortir d'un groupe socialiste, d'un groupe de libre-pensée, d'une loge maçonnique. dans les milieux les plus hétéroclites et où vous les attendiez le moins.

Chaque fois que l'horizon diplomatique s'obscurcit, je suis sûr d'avoir à calmer, pendant une demi-heure, en remontant vers la rue Lepic, mon ami André Lebey, « parce qu'à la fin, mon cher Sembat, en voilà assez! Cela ne peut continuer ainsi! »

Vous en rencontrez à la Conférence de Berne. Oui, en pleine Conférence de Berne! Vazeille ayant raconté dans son journal, que *Le Temps* s'est hâté de reproduire, l'algarade soulevée à l'occasion de la phrase sur l'Alsace-Lorraine, il n'y a plus d'inconvénient à compléter sur un point son récit. Une parole lui échappa, dans son discours, révélatrice, qui frappa tout le monde et souleva un long murmure. Exposant que la reprise de l'Alsace-Lorraine n'est pas seulement pour la France une question de senti-

ment mais « de force et de vitalité », il s'écria : « Enfin! Si nous étions plus forts, si nous étions soixante millions, nous ne serions pas ici! »

Nous y étions donc, selon lui, à cette conférence de paix, parce que nos forces ne nous permettraient plus d'affronter les champs de bataille? Bizarre pacifisme, qui ne s'estime que le pis-aller d'une aventure plus belle! Avant d'accabler Vazeille, tâtons-nous bien! Il est franc, Vazeille, il a de brusques façons de s'ouvrir à vous qui montrent le fond du cœur; il est typique et représentatif. Tâtons-nous! Sommes-nous sûrs que si choix nous était donné entre, non pas la guerre ou la paix, non pas la guerre avec ses chances incertaines et contraires, mais entre la Paix ou la Victoire, sommes-nous sûrs que la majorité des Français ne se jetterait pas, d'un élan, vers la victoire? J'ai déjà posé la question.

C'est que l'instinct de guerre, voyez-vous, se lie intimement et profondément à l'idée de patrie. Je plaide mal, malgré mes efforts d'impartialité, la cause de la guerre. Je suis pour elle mauvais avocat.

Ne m'en croyez pas, si vous voulez juger impartialement, et ayez grand soin de compléter et de rectifier ce que je vous dis si mal par les sons d'une autre cloche.

Il est une page magnifique écrite en un jour d'épanchement irrésistible par un grand artiste libertaire. Cette page est d'Elie Faure; elle a paru dans les *Hommes du Jour*. On sent que ce

jour-là il avait besoin de tout dire, de se livrer tout entier, de débonder un coin de son âme où s'amassaient depuis longtemps des sentiments qui ne trouvaient pas d'issue. Tout sortit ce jour-là, tout jaillit, et ce fut un jet superbe comme le splendide jet d'eau d'un parc Louis XIV au soleil couchant.

Vous ne l'appellerez pas chauvin, cet anarchiste? Pourtant son article s'intitulait « Pour la Patrie », et jamais la patrie ne fut plus parfaitement célébrée :

« *Le profond esprit national... il est la vie, il distribue parmi les hommes le désir d'affirmer ce qui monte d'eux-mêmes et de renverser les obstacles qui contrarient leur loi. Il est l'effort cent fois brisé d'une masse anonyme combattant pour des intérêts communs... l'artiste et le guerrier, ici et là ont représenté quelque chose qui ne pouvait vaincre ailleurs... Toute patrie est le feu d'un de ces Phares qui brillent pour diriger le voyageur vers des rivages étrangers ..*

... Là, la guerre a passé pour conquérir un promontoire. Et puisqu'il y a de la lumière en haut je dois aimer tout ce qui l'a voulue ou preparée, les terrassiers et les maçons, et ceux qui leur portaient la nourriture, et celles qui leur donnaient l'amour, et ceux qui protégeaient leur travail... *je suis reconnaissant à tous les hommes d'avoir entretenu sur les hauteurs le foyer de la patrie.*

... L'esprit libre accepte les conquêtes et les attentats accumulés par les ancêtres, et en projette l'ombre sur sa route selon son profond désir »

Alors la question est de savoir s'il y a encore, en France, une lumière à protéger, une lumière qui nous soit particulière et ne brille pas ailleurs. Ce n'est pas nous, j'imagine, qui dirons non, n'est-ce pas? En ce cas, si du dehors on veut l'éteindre, cette lumière, notre devoir.. voilà pourquoi des gens optent pour la guerre!

CHAPITRE II

Nous, qui voulons la Paix!

« A bas la guerre! ... » Avez-vous remarqué une chose? Dans les meetings contre la guerre, on ne crie jamais « Vive la Paix! »

Jamais! ou presque! J'ai beau fouiller ma mémoire, je n'entends retentir à mes oreilles que le cri furieux : « A bas la Guerre! Guerre à la guerre! », mais « Vive la Paix? » Non! Plutôt rare! Cela détonnerait.

Très significatif! Une première explication : nous ne sommes pas des agneaux; et il y a dans ce cri, qui est à peine un cri, quelque chose d'un peu bêlant et plaintif qui ne remplit pas la gorge.

L'explication n'est pas suffisante; et cette rareté des : « Vive la Paix », cette espèce de répugnance, et ce petit malaise, décèlent autre chose de beaucoup plus profond et nous éclairent nos motifs.

Acclamer la paix? Nous sommes venus ici protester et combattre un fléau, une canaillerie,

la guerre que nous haïssons, et les scélérats qui la préparent.

« Mais, puisque vous haïssez la guerre, vous chérissez la paix! »

Cela paraît évident, rigoureux, irréfutable. Pourtant, contre cette logique, on ne sait quoi tout au fond de l'âme populaire dit non. Et c'est l'âme populaire qui a raison.

Crier : « Vive la Paix ! » comme cela, tout simplement? Alors cette paix-là nous suffit? et nous sommes contents? Jamais! Crions : « Vive la Sociale ! » si vous voulez, mais pas : « Vive la Paix ». A bas la guerre va très bien, parce que le sens est clair et vrai. Oui, nous haïssons toute guerre, quelle qu'elle soit; mais il n'est pas vrai que nous chérissions toute paix. Le peuple ouvrier ne chérit pas la paix bourgeoise, cette paix où il est, sans bataille, traité en vaincu. Il sent confusément qu'en l'acclamant, il aurait l'air de souhaiter seulement la fin d'une alarme, la reprise du train-train des jours, le manège où l'homme ensommeillé tourne la roue.

Ce n'est pas cela du tout ! Et ainsi quand nous cherchons les motifs de ceux qui veulent la paix, nous découvrons aussitôt que, pour la plupart, ce n'est pas tant la paix qu'ils veulent que la guerre qu'ils repoussent.

*
* *

Changeons un peu la question : pourquoi exécrons-nous la guerre?

Nos ennemis les chauvins nous prêtent un

motif : la peur. « Lâches pacifistes, nous crient-ils, vous avez peur de vous battre ! » Et pour détourner le peuple de venir avec nous, des messieurs d'apparence tranquille célèbrent en mots enflammés le courage, et deviennent héroïques sur l'estrade.

Peine perdue ! La longue habitude des manifestations m'a fait voir que parmi tous les sentiments qui peuvent exciter une foule contre la guerre, la peur exerce la plus faible action.

On s'y trompe parfois, et un orateur essaie de toucher cette corde-là. L'évidence que je signale éclate alors et devient sensible dans la froideur de l'auditoire. L'orateur est animé des meilleures intentions ; il croit, sans y avoir songé, que le bon moyen pour dégoûter les gens de se battre, c'est de leur parler du danger. Très rare, cette erreur-là ! Nos militants ont l'instinct de la foule. Mais quand, par hasard, elle se produit, c'est que l'orateur croit accomplir un devoir, et l'effet est pénible et instructif. Lui qui, tout à l'heure, vibrait si sincèrement indigné contre les requins, les Schneider, les Krupp, il n'a plus l'air maintenant d'être ému par ce qu'il dit. Il voudrait être celui qui a peur ! Il ne peut pas ! cela ne vient pas ! et cela ne porte pas davantage sur ceux qui écoutent. Ils n'ont pas peur plus que lui.

Oh ! on fait vibrer d'horreur des salles immenses en décrivant les abominations des champs de bataille, et les carnages, les tueries, les amoncellements des cadavres bulgares et des cadavres turcs, et le choléra, roi des charniers humains

entassés par les shrapnells. De la peur, cela? Allons donc! De l'horreur, vous dis-je, de l'indignation, de la compassion, mais aucun retour égoïste sur soi-même, et regardez les figures! Sont-ce les faces pâles de ceux qui ont peur? Ils sont plus près de la colère et de la fureur que de la crainte, et ils ont plus envie de taper que de fuir.

Le Français n'est pas craintif ni poltron. Il n'est pas, comme on nous l'a chanté durant trois quarts de siècle, un héros immortel. Sitôt qu'il doute, doute de sa cause, doute de ses chefs, doute du succès, le héros meurt en lui. Mais en bonne condition morale, il est plein d'élan, brave gaiement, héros farceur; et à l'état calme, dans une salle en train d'écouter, il a, au fond de lui-même et sans y penser, conscience profonde de ces forces qui dorment en lui et qui s'éveilleraient si vite. Il a même, à son insu, la nostalgie de l'heure héroïque où il serait tout lui-même et sortirait tout ce qu'il peut. Vous lui parlez folie des guerriers ivres qui se ruent à l'assaut, duperie des pauvres Bulgares égarés qui se font massacrer pour des intérêts faux, vous lui montrez le paysan des Balkans qui s'arrache à son coin de terre et court tuer des Turcs, et qui ne reviendra jamais... il sait que vous avez raison, il vous écoute avec intérêt et vous applaudit poliment.

Mais, au fond de son cœur, il sent que l'enthousiasme qui transportait ce paysan dans son glorieux délire est une flamme si brûlante qu'un

jour de ce feu vaut mieux qu'une vie de torpeur engourdie ; et que ce jeune homme qui sera tué la semaine prochaine aux remparts de Tchataldja aura vécu plus longtemps que s'il était mort dans son champ à soixante-quinze ans.

Il sent cela profondément, et s'il méprise cet enthousiasme guerrier, c'est qu'il connaît un autre enthousiasme et une autre guerre, qui lui semblent supérieurs, et du haut de quoi il contemple avec compassion et dédain ce vieil enthousiasme soldatesque qu'il a connu et qu'il a surmonté.

***

Puisque la peur n'est pas le vrai motif qui nous fait détester la guerre, c'est donc l'intérêt.

En effet, voilà notre thème. Vous nous l'entendrez développer en toute circonstance. L'intérêt économique de la classe ouvrière est opposé à la guerre qui gaspille les milliards, gâche les existences humaines, détruit pour détruire. Le parti socialiste et la C. G. T. sont là-dessus d'accord. Les manifestes syndicaux et les appels de nos fédérations développent à l'envie cette idée.

Pourtant, voyons ! Est-ce vraiment là notre motif essentiel, intime et dernier?

En temps de paix, que reçoit l'ouvrier dans la masse des produits, et quelle est sa part dans les richesses que crée le travail? Sur la production on prélève, pour le producteur, juste ce qu'on ne peut pas lui refuser, soit parce qu'en lui

donnant moins, il n'aurait plus de quoi vivre, soit parce qu'il est assez fort pour exiger un peu plus. Dans l'un et l'autre cas, tout ce qu'il reçoit est aussitôt absorbé par la vie quotidienne et l'entretien de la famille. Que lui importe le gaspillage des milliards? Il n'en touche ni plus ni moins.

Ces milliards pourraient rester sur sol français et développer la production? Sans doute! Ou ils pourraient, probable aventure, filer à l'étranger et s'y évanouir. Une remarque juste, pourtant! Tout ce que les budgets de guerre et de marine dévorent est enlevé aux budgets sociaux, aux retraites, aux œuvres de prévoyance et de solidarité. Mais croyez-vous que jusqu'ici cela puisse beaucoup toucher l'ouvrier? Il ne les connaît guère que par ouï-dire et par programmes, ces belles œuvres d'assistance sociale. Pour nous, députés, militants socialistes, l'argument a toute sa valeur, mais pour l'ouvrier? Il y croit pieusement, plus qu'il ne le vérifie par expérience.

Nos camarades métallurgistes aux fonderies de Ruelle et les travailleurs des arsenaux de Brest ont des scrupules exquis et touchants, qui eussent enchanté Renan. Ils sont ouvriers, ils sont socialistes, et ils sont furieux de travailler à des œuvres de mort, condamnées par leurs principes. Pourtant, ces fabriques d'instruments de mort assurent leur vie ; ils le voient et s'en indignent. Qu'on nous fasse, crient-ils, fabriquer des locomotives! Question de prin-

cipes, évidemment, et non pas d'intérêt économique.

En temps de paix, l'Etat se désintéresse de la vie ou de la mort de la famille pauvre. En temps de guerre, en temps de siège, il est forcé de prendre des mesures pour assurer sa subsistance. La société est bouleversée, on lève des contributions sur les riches, on opère des réquisitions, et le soin d'assurer la nourriture quotidienne devient une fonction publique. L'ouvrier qui n'a rien en temps de paix, n'a rien à perdre en guerre et ne risque rien que sa peau. Il risque sa peau, mais en échange il reçoit un fusil. Avec ce fusil-là il pourrait faire bien des choses. Il y songe. Non, décidément, ce n'est pas l'intérêt économique qui excite la haine de l'ouvrier contre la guerre.

Le bourgeois a plus de raisons que lui, je l'avoue, et surtout le bourgeois qui touche à la Finance. L'intérêt financier est même si fort qu'en mainte circonstance les financiers se sont prononcés contre les dispositions belliqueuses des gouvernants. Prononcés, vous m'entendez, non pas comme nous par ordres du jour! Ces messieurs ont des procédés plus efficaces. Quand ils parlent aux ministres, voire aux empereurs, ministres et empereurs prêtent l'oreille : car les banquiers prêtent l'argent. Durant la crise d'Agadir, la Bourse de Berlin fut un comité pacifiste d'une grande puissance. Les banquiers allemands ne s'en cachèrent point : ils agirent publiquement, conférèrent au grand jour, et

envoyèrent des délégués au gouvernement allemand. Leur action fut très efficace, et il est extrêmement significatif qu'ils n'aient pas craint de l'exercer publiquement, sans souci de donner des armes à la diplomatie française. Ils voulaient la paix, voilà tout; et ils le disaient, sans plus, aussi brutalement, aussi directement que les ouvriers.

Cette action des Financiers a suggéré au Grand Illusionné Normann Angell le rêve doré, et d'autant plus fou qu'il a la forme démonstrative, d'un monde d'affaires, tout d'affaires, où la guerre serait impossible. Beau tableau! Les Sabines de la Bourse se jettent entre les soldats ennemis et leur arrachent des mains leurs armes. Qui voudra faire la guerre? Angell en a dénoncé la Grande Illusion; il a fait tous les calculs. Ses chiffres prouvent qu'elle ne rapporte rien. C'est une détestable opération. Le vainqueur y perd.

Admirable candeur des hommes d'affaires! Notre psychologie est enfantine! Nous divisons le monde en rêveurs, qui vont bâillant aux nuages, faisant des vers aux étoiles, et en hommes pratiques, qui n'ont d'yeux que pour le réel et manquent d'imagination. Psychologie de bibliothécaires! Les poètes rêvent gros tirages et prix aux concours; quant aux grands hommes d'affaires, ils ont une imagination puissante qu'ils disciplinent et canalisent. Arrivés, quand ils se détendent et lui donnent libre cours, c'est un déluge de contes bleus, de bergeries et d

romances. Cher monsieur Normann Angell, votre livre est intéressant, et votre intention excellente. S'il n'a pas empêché la guerre des Balkans, c'est, croyez-vous, que les affaires y sont à l'état naissant. Mais la grande illusion est celle qui vous a bouché les yeux, comme à tout homme possédé d'une idée.

L'Allemagne a vraiment trop profité de sa victoire de 1870 pour que vos chiffres nous impressionnent. « Ah! Pardon! C'est autre chose! Ce n'est pas la victoire elle-même! C'est l'unité conquise et la chute des barrières intérieures! Il a eu des à-côté! » Hé oui, cher monsieur, c'est cela tout justement! Il y a toujours des à-côté dans la victoire! Votre tort est de n'en considérer que les chiffres, les cotes de Bourse et les statistiques. Savez-vous ce que l'Allemagne gagnerait de plus clair à une nouvelle guerre contre la France?

« Les gisements de la Lorraine, peut-être? »

Non, mieux que cela! Ce qu'elle ramasserait sous les murs de Paris, c'est la Belgique et la Hollande, tout simplement. La Germania inferior... et ses dépendances coloniales qui sont notables. Il est vrai que, comme me l'assurait sur le lac de Thoune par une belle journée toute bleue, mon excellent collègue Franklin Bouillon, retour de Berne et plus savoureux que jamais, il est vrai que l'Angleterre ne le permettra pas.

Seulement, on se passerait sans doute de sa permission, malgré le terrible corps de débar-

quement! Car nous aurons peut-être un corps anglais de débarquement! A peu près comme en 1870 nous eûmes Garibaldi!

*
* *

Les financiers peuvent contribuer dans une large mesure à prévenir certaines guerres : celles qu'un gouvernement subirait, celles où il se laisserait tirer par les événements et pousser par la presse chauvine. Je doute qu'ils empêchent jamais une guerre méditée, voulue et préparée par un gouvernement fort. Mais qui donc est de taille aujourd'hui à empêcher cette guerre-là?

Il n'en reste pas moins acquis que l'intérêt financier et bourgeois, s'il ne possède pas tout l'ascendant que lui prête Normann Angell, risque, davantage que l'intérêt économique ouvrier, d'être lésé par la guerre : et cependant le bourgeois en général est moins hostile à la guerre que la masse ouvrière. Phénomène notable! Dans la classe ouvrière, c'est la partie la plus consciente et la plus active qui est la plus violemment opposée à la guerre : dans la bourgeoisie, c'est souvent la partie éclairée qui se déclare patriote et belliqueuse.

*
* *

Ceux qui haïssent la guerre ne la détestent donc ni par lâcheté ni par pur intérêt. Le vrai motif est que la guerre est la négation de notre idéal. C'est par idéal révolutionnaire, par con-

viction socialiste ou libertaire que les faubourgs des grandes villes se dressent à la moindre menace de guerre, pour maudire ce retour à la barbarie. C'est par idéal de justice, par zèle civilisateur que les pacifistes, les arbitragistes, les sociétés de « Paix par le Droit » protestent de toutes leurs forces contre les manœuvres des diplomates belliqueux.

Entre les Guerriers et Nous, il y a conflit d'Idéal.

« Conflit d'Idéal? La pauvre chose! » C'est que vous entendez mal le mot; il ne vous dit rien; ou peut-être il vous choque. Cela m'est égal : écartons-le si vous voulez! Je veux dire que la perspective d'une guerre, et spécialement d'une guerre européenne, et plus encore d'une guerre entre la France et l'Allemagne, heurte en nous, et y détruit, d'un choc confus mais douloureux, tous nos sentiments préférés, tous nos espoirs de prédilection, bouscule et brise nos images intérieures d'avenir, nos représentations d'humanité future. Quand on me parle de guerre prochaine, quand Vaillant me dit pendant la guerre russo-japonaise : « Delcassé veut nous jeter, malgré nous, derrière la Russie, et l'Angleterre est avec le Japon! » Quand j'apprends après Agadir que l'Allemagne prépare l'ultimatum, quand pendant la crise balkanique nous risquons de blesser l'Autriche et de mobiliser ainsi le brilland second, je ne songe pas, aucun d'entre nous ne songe : « Dieu! Que j'ai peur! Où me cacher! » Je ne songe pas, et

aucun d'entre nous ne songe : « Que vais-je perdre? » Je songe : « Ah! Salauds! Brigands! Idiots! Bandits! La guerre? Mais c'est le retour des sauvageries! La sanglante violence reine encore du monde! Les vies humaines fauchées par centaines de mille! Et les âmes des survivants empoisonnées pour cinquante ans par ce spectacle de massacres, cette contagion de brutalité, cette irruption de force sans règle, cette épidémie d'assassinats et d'oppressions! » Voilà mon réflexe intérieur. La guerre détruit la vie collective telle que je la veux, celle que je conçois, celle dont je tâche de fomenter le développement : la Guerre nie la liberté, nie la justice. Ils mangeraient, oui, ils mangeraient comme les Maoris d'autrefois, les cadavres de ceux qu'ils tuent, ils ne me dégoûteraient pas davantage.

Rappelez-vous la page de Bourget que nous avons lue plus haut! Sentez-vous le conflit d'idéal?

Pour le mieux voir encore, ce contraste révélateur, plus cru, plus brutal, en plus mordante lumière, recourez à Charles Maurras.

Charles Maurras nous a rendu le grand service de pousser à bout les tendances nationalistes, de les réunir, de les filtrer et d'en distiller les idées essentielles. Il a intégré le nationalisme et prouvé que le nationalisme intégral, c'est la Monarchie.

Service sans prix! Je le compare à ces cures d'obsessions psychasthéniques que nous ont fait connaître les beaux travaux de Pierre Janet :

une malheureuse tombe en des crises de nerfs épouvantables; on ne sait que faire pour en éviter le retour. L'aliéniste ingénieux soupçonne une obsession devenue inconsciente. Il l'endort, et ramenant au jour, par les révélations de son sommeil, les profondeurs de son âme, couche par couche, il finit par retrouver le rêve obsédant, dont elle a perdu conscience, mais dont la terreur, présente et cachée, la jette en ces accès frénétiques. Il découvre même, à la racine, l'origine première de ces terreurs : un incendie, la nuit, dont elle faillit, jeune fille, être victime, et qui lui a laissé dans l'esprit cette épouvante.

C'est à peu près le cas de la France! cette femme, dont le secret est connu, on peut désormais la sauver, par un traitement approprié, par des suggestions qui effaceront en elle le souvenir de cet incendie. Charles Maurras rend à la République un service pareil. Elle était travaillée par des accès périodiques de nationalisme. Rien de plus dangereux que ce militarisme diffus, insaisissable, partout répandu. Charles Maurras l'empoigne, l'isole, en fait une maladie spéciale, construit le type nationaliste, et lui donne son nom. Ah! nous respirons! Nous entrevoyons la délivrance! Parfaitement! Connu! C'est le vieil ennemi! C'est la vieille lutte à continuer! Le péril était que la faction royaliste fut morte. Morte? Elle l'était presque! M. de Mun rallié, Denys-Cochin aussi ; à la Chambre, l'inertie ou Baudry d'Asson! dans le peuple, les risées ou, bien pis, l'oubli, les yeux tout ronds d'éton-

nement, quand un farceur déclarait : Moi, je suis royaliste ! Seulement tout ce qui aurait dû se dépenser en cris de Vive le roi, en complots royalistes, se dépensait en boulangisme, en déroulédisme, en acclamations autour du cheval noir avec un général dessus, ou en processions revanchardes place de la Concorde.

Enfin, Malherbe vint ! Parti de l'intérieur du nationalisme, Charles Maurras éprouva le besoin de voir clair et de regagner le grand jour. Forant sa route, il parvint à la lumière et retrouva le roi. La route qu'il avait ouverte était si droite que tout nationaliste fut contraint de passer par là, à moins de ne pas bouger. Toute pensée nationaliste sait dorénavant qu'elle se termine en pensée royaliste et que sa seule conclusion logique est la royauté.

Charles Maurras a donc accompli une vraie restauration de l'idée royaliste, et il l'a exposée de façon si ample, éclairée d'arguments si lumineux, appuyée et munie d'exemples si quotidiens et de preuves si éclatantes qu'on peut désormais s'enthousiasmer sans ridicule pour le Roi, dont le nom seul faisait sourire, et que nous écrivions avec un *y* pour en savourer l'archaïsme. Des jeunes gens s'enflamment, font tapage dans les rues, se battent au Théâtre-Français, interrompent les pièces de Bernstein, chassent Thalamas de la Sorbonne, dans une telle flambée d'enthousiasme qu'il a bien fallu s'apercevoir que l'enthousiasme républicain vacillait comme le lumignon clignotant d'une veilleuse et que même

l'enthousiasme socialiste et révolutionnaire dut se fouetter, se tisonner pour rallumer des feux qui s'éteignaient.

Plus tard, si Maurras rate « le coup », le fameux coup de force, très facile à l'heure du déjeuner, plus tard si nous fondons la République, nous lui élèverons une statue. Les républicains ont besoin d'être en danger. Il nous faut un péril. Jamais nous n'avons été plus forts que contre Boulanger, ou qu'en période dreyfusarde. Charles Maurras nous fournit ce péril.

Par lui, le nationalisme prend conscience de soi-même et forme un corps de doctrine. Idéal, ou enthousiasme, ou doctrine, prenez le mot que vous voudrez, ou tous à la fois : opter entre la politique belliqueuse ou la politique pacifique, préférer la Guerre, préférer la Paix, vous entrevoyez maintenant que cette décision suppose le choix d'un idéal, d'un enthousiasme, d'une doctrine. Voilà pourquoi la question n'était pas si simple! Il y avait cela au fond. Il y avait à prendre ce parti définitif.

Choisir? disons plutôt, car on ne choisit pas un idéal, un enthousiasme, comme une douzaine de mouchoirs de poche, disons prendre conscience de cet idéal secret que nous portions en nous-mêmes sans le tirer au jour; nous rendre compte de nos intimes préférences et des espoirs qui nous font battre le cœur, et des perspectives qui nous laissent froids; vérifier nos systèmes d'idées et constater leur faiblesse ou leur solidité.

Voilà l'utilité, voilà la grande leçon du contraste qui oppose face à face les deux Avenirs. Hercule ne fut pas plus favorisé que vous! Vous êtes, comme lui, dans une aube claire, à la fourche de deux routes, entre deux déesses, deux vertus qui vous font signe. Par où passez-vous? Allez-vous à Droite? Allez-vous à Gauche?

A Droite! monsieur, à droite! vous crie Maurras, l'avocat du roi. J'écoute, Maurras! développez! Où nous mènerez-vous? Où conduit-il, votre chemin? Je vous donne carrière et champ libre : le coup est fait, le Roi règne : après?

Après? Heureuse France! C'est ton relèvement qui commence! Tout n'est pas fait, certes, quel niais l'a dit? Mais tout devient possible! Nous opérons, sous le chef monarchique, la silencieuse concentration des énergies nationales; l'armée, la marine sont régénérées, entraînées, commandées. Nous avons une diplomatie, des plans suivis, une intrigue secrète, et nous lions partie avec la Russie, avec l'Autriche, avec l'Espagne, avec l'Angleterre. Que dis-je! Nous avons des princes à marier! Des princesses qu'on épouse. Enfin, la victoire couronne l'œuvre du roi! Nous reprenons l'Alsace, la Lorraine et le Rhin! L'Allemagne, divisée par nos soins, redevient le champ de lutte où la Maison d'Autriche combat la Maison de Prusse, pendant que la Maison de France est arbitre de l'Europe!

Parfait!

Et après?

Après? Nous maintenons, nous développons,

nous grandissons notre situation! Et des mariages diplomatiques! Et des Richelieu! Et des pères Joseph! Et des alliances! Et des Ligues! Et des victoires! Et la Maison de France....

Oui! enfin, Maurras, tranchons le mot : la vieille histoire continue, le présent retourne au passé, nous revivons les ruses de Richelieu, les manœuvres de Bismarck, les grandeurs de Louis XIV! Et quand c'est fini, on recommence! j'entends bien! Vous ne voulez pas nous ramener au passé en ce sens que vous ne ramenez pas la perruque, ni l'habit à ramages! Vous êtes moderne en ce sens que le roi ira à Versailles en auto et que les armées françaises prendront le train! Cela ne suffit pas, je vous assure! La Maison de France, la Maison de Prusse, les diplomates, les intrigues savantes des chancelleries, si vous saviez comme nous en avons assez de tout cela! Comme tout cela est vieillot, musée de Cluny, antique défroque! C'est usé jusqu'à la corde! Cela m'échauffe un instant, et puis je bâille! Comment? c'est vrai? Je suis condamné, et l'Europe avec moi, à vivre enfermé dans ce manuel d'histoire d'avant la Révolution? On s'est trompé en quatre-vingt-neuf, il faut rentrer dans la route royale et n'en plus sortir! Merci bien! La Maison de France, la Maison de Prusse, la Maison d'Autriche à perpétuité! Mais je m'en fiche, Maurras, je m'en fiche absolument! Qu'ils se gourment entre eux ou s'accordent, qu'importe?

Voyez-vous, j'ai grandi avec d'autres espoirs.

J'ai cru que la Révolution ouvrait une route nouvelle! Tenez : la route de Gauche! Elle n'est pas si facile à décrire que la vôtre, bien entendu, car le passé vous aide à figurer votre avenir. Si je dis par exemple que la Guerre choque et détruit en moi le rêve d'une civilisation de douceur : je sens que ce n'est pas tout à fait cela! Car ce n'est pas l'aventure que je redoute, ni le risque, ni la vie humaine jouée en riant, pour un bel essor, comme l'aviateur qui se tue! Non! J'aime déjà mieux parler de civilisation, de justice économique, de liberté! du règne organisé du droit, remplaçant la force. Mais le vrai besoin, l'essentiel de ce moment historique où nous sommes en 1913, c'est qu'il faut pour nous empoigner la perspective de quelque chose de plus vaste, de plus ample, de plus large! la création d'un organisme supérieur!

Je me plaignais de l'étriqué de la Maison de France, de Russie, d'Autriche. Croyez-vous que je méconnaisse la grandeur de notre passé? Mais il est passé. Ses résultats sont acquis! Dépassons-les! Son œuvre grandiose fut de fondre les diverses provinces du royaume en une France, et la Révolution tira, en la faussant même un peu, la conclusion. Il y eut la Nation, trop centralisée, je crois, mais organisme vaste et supérieur aux provinces.

Par toute l'Europe, la même besogne s'est accomplie. Le principe des nationalités contre lequel vous ne cessez de vitupérer, n'a été que l'adjuvant intellectuel, l'expression verbale de

ce profond besoin, de ce grand mouvement, de cet Acte par excellence du XIXe siècle : constituer des Nations, des organismes supérieurs aux petits Etats, aux petites provinces.

Eh bien! Maintenant? Vous croyez que cela va s'arrêter? Jamais de la vie! Nous voulons continuer. Il nous faut maintenant pour nous émouvoir, je vous le répète, quelque chose de large, la perspective d'un organisme supérieur, groupant les petits organismes nationaux et s'en composant, comme les nations ont groupé en elles les provinces : une Confédération, une Grande Alliance, une Europe, des Etats-Unis, tout ce que vous voudrez, mais quelque chose dans quoi les diplomates, les diplomaties, les chancelleries et les guerres nationales feront l'effet d'insectes ou de nains, l'effet que nous font aujourd'hui les guerres des barons entre eux, et le siège de la tour de Montlhéry, ou Renaud de Montauban.

Attendez, crie Maurras, attendez! Henri IV avait un projet de république chrétienne! Moi aussi j'ai un projet de Fédération européenne! Mais sous l'égide de la Maison de France!

Vraiment, Maurras, vous parlez aussi de Fédération européenne? J'en suis ravi, vous avez comme nous votre utopie! et assez proche de la nôtre! Mais, en ce cas, mettons-nous à l'œuvre tout de suite, et sans détours si longs, et sans attentes qui dureront des siècles, et sans ce bel avenir de sang, de batailles, de bouleversements et de massacres dont vous nous régalez.

L'Internationale ouvrière me paraît remplir aujourd'hui (outre sa fonction économique, qui est d'organiser la production collective) la même fonction intellectuelle et politique qu'a remplie au XIXe siècle le principe des nationalités. Elle va aider au mouvement de création d'un organisme supérieur. Je souhaite ardemment que la France aide à ce mouvement et à cette création, au lieu de se mettre en travers, et vous devinez ma raison. Dans cet organisme, je souhaite qu'elle entre à sa place, à sa bonne et belle place, celle à laquelle lui donnent droit et son passé et son présent. Au lieu que j'ai peur, si elle n'y entre que de force, qu'elle n'y entre broyée, mâchée, dévorée.

*
* *

Les frontières des patries actuelles ne sont pas pour nous des clôtures éternelles, infranchissables. Nous, surtout, nous Français, nous avons eu il y a plus d'un siècle notre ivresse d'unité. Les Allemands la savourent encore à longs traits, cette ivresse-là. Pour eux, c'est tout neuf. Et ils l'ont attendue si longtemps! Pour nous, nous sommes en avance; et nous regardons, par dessus l'horizon français, se lever le soleil nouveau des Etats-Unis d'Europe. Ne prenez pas la peine de me dire qu'il est dangereux d'être en avance! Je n'ai écrit ce livre que pour diminuer, si je puis, ce péril et montrer le moyen pratique de l'éviter, qui est l'entente franco-allemande, et la fondation d'une solide Paix.

Pendant que j'achevais de relire ces pages, un débat s'élevait entre M. Edmond du Mesnil dans le Rappel, *et M. Charles Maurras dans l'*Action française. *Ecoutons-les! D'accord ils disent : « La Patrie avant tout! » Mais ajoute le premier « dans le cadre de la République! »*

Et si ce cadre abîme le tableau? questionne Charles Maurras.

En ce cas, concède M. Edmond du Mesnil, je le relègue au grenier!

Dispute excellente! Elle montre que ces problèmes de la patrie et de la République se posent chaque jour de façon plus pressante et plus impérieuse, et elle précise les termes.

Patrie, République, Nationalisme, Guerre et Paix, voilà des mots en effet qu'il faut définir chaque jour plus exactement.

Le souci de M. Edmond du Mesnil est celui de tous Français d'aujourd'hui. Il l'avoue, d'autres ne l'avouent pas, c'est la différence. Tous se demandent, à voix haute ou en secret, si la Patrie et la République ne sont pas de principe contraire.

La Patrie telle que l'entendent les nationalistes? Sans hésiter, il faut répondre que oui!

Oui! il y a contradiction entre la République et la patrie des nationalistes. M. Driant demandait un jour à la Chambre une définition du nationalisme. M. Jules Delafosse s'est mis en tête de le satisfaire. C'est un homme précieux. Savez-vous à qui il emprunte les éléments de sa définition? à notre ami Raffin-Dugens, ancien maître d'école et député de d'Isère. Mon vieux Raffin, tu as formé là un excellent élève! Les nationalistes, avait dit Raffin, sont des patriotes qui ne peuvent aimer leur patrie qu'en haïssant les pays voisins; et M. Delafosse lui accorde qu'en effet « le patriotisme est fait d'antagonisme et non de fraternité ».

« Par cela même, continue-t-il, qu'on aime son pays plus que les autres, on l'aime contre les autres, en ce sens qu'un pays n'est grand et fort que par relation et que tout accroissement que gagnent ses voisins le diminue ».

Que pensez-vous d'un artiste, d'un peintre, d'un littérateur, qui se sent diminué par le succès d'un autre? Cela existe, certes! C'est fréquent. Dans le monde politique aussi, on se jalouse. Est-ce un vice ou une règle morale? Que pensez-vous de la grandeur d'âme, de la puissance intérieure et du génie de l'homme qui sent ainsi?

Dès que l'Allemagne et l'Italie « furent constituées en grands états, la France se sentit menacée, par con-

séquent diminuée... le patriotisme ainsi entendu est une affection égoïste et jalouse ».

Egoïste et jalouse! Voilà les propres expressions de M. Jules Delafosse. Eh bien! Ne faisons pas de morale! Laissons de côté la noblesse de ces sentiments-là! Mais nous avons le droit de traduire et d'énoncer en psychologues, en sociologistes, que le nationalisme, ainsi défini, se ramène à la conscience d'une déchéance, *de même que défini par Maurras, qui voulut rectifier Delafosse, il se ramène à la* conscience d'une oppression. *Si la France n'est ni déchue ni opprimée, il n'a pas de raison d'être !*

Il y a donc une sorte de patrie que la grandeur d'autrui diminue, fait déchoir et dont l'effort doit être d'abaisser les voisins? Voilà ce que j'appelle, d'accord avec M. Delafosse, la patrie des nationalistes. Voilà la patrie guerrière, le patriotisme belliqueux.

Je le répète : cette patrie-là est en contradiction avec la République.

La patrie qu'admet la République, la patrie dont elle est le couronnement, c'est une patrie qui éprouve à l'égard de l'Europe civilisée les mêmes sentiments que la Normandie, l'Auvergne et la Provence éprouvent pour la France; et que la Bavière, la Saxe et la Prusse éprouvent pour l'Allemagne. Dans une Europe organisée, la grandeur de chaque pays, loin de nuire aux autres, serait nécessaire à la prospérité générale.

Pourquoi cette patrie-là périrait-elle? En quoi blesse-t-elle les intérêts de l'humanité? Elle les sert, au contraire. Le sol et le climat, l'histoire et la langue composent à chaque patrie une figure particulière et une âme originale. Cette originalité, loin de menacer la civilisation humaine, la crée. Elle ne menace donc pas l'avenir. L'avenir la menace-t-elle? Pourquoi? La Bavière, état allemand, dépérit-elle? Ne reste-t-elle pas très différente de la Prusse? Pourquoi la France, état européen, ne resterait-elle pas très différente de l'Allemagne? N'a-t-elle pas comme l'Allemagne son peuple à part, et sa langue à elle? Si nous réussissons à organiser la paix et l'Europe, il me semble que voilà la République, la Patrie et l'Internationale en parfait accord, et nous n'avons pas à reléguer la République aux greniers.

Vous ne l'y jetteriez d'ailleurs, M. du Mesnil, qu'en y déposant avec elle, dans la poussière et dans l'oubli, le meilleur de vous-même, et le meilleur de la France.

Voyez-vous, votre métaphore était mauvaise! La République n'est point un cadre, dans lequel on aurait, par hasard, fourré la France.

Notre patrie a produit la République, comme sa forme naturelle. On ne la lui ôtera plus, je pense, à moins qu'elle ne soit bien malade, ou qu'on ne l'écorche.

Charles Maurras oppose toujours à la République la tradition, le passé, la patrie. Est-il vrai que la Révolution, la démocratie, la République n'aient été

dans le cours de notre histoire qu'une maladie, qu'une série d'accidents funestes? Le beau développement de la royauté française! Nous l'admirons tous. Pourtant, je me suis toujours senti ému, en lisant l'histoire d'Angleterre, du non moins beau développement de leurs libertés publiques. Chez nous, l'un après l'autre, tous les efforts, au cours des siècles, avortaient! Chez eux, les villes gardaient leurs franchises et les Parlements augmentaient leur puissance. Quel contraste entre l'éclipse de nos Etats-Généraux et la force grandissante de leurs parlements! Eh bien! la Révolution nous apparaissait comme la reprise de ces efforts avortés, et la victoire qui triomphalement avait racheté tant d'échecs!

M'inviterez-vous à ne pas copier l'Angleterre? Soyez donc tranquilles! Il est impossible à nos Français de copier l'Angleterre. Notre liberté n'est pas la même. Ils sont, là-bas, épris avant tout d'indépendance individuelle : domicile inviolable; pas d'arrestation arbitraire... nous sommes à l'étranger, vous le voyez! Nous n'avons jamais connu cela! Sous la Révolution comme sous l'Ancien Régime et sous la République actuelle, le Français va en prison comme on veut! L'Anglais craint le caprice du policier plus que l'attaque du criminel : le Français a peur du criminel plus que du gendarme. La liberté, pour lui, signifie autre chose! il pense au citoyen plus qu'à l'individu, au droit de la cité de ne pas obéir à un maître au droit des citoyens de se concerter pour faire la loi.

Illusion? Mais sans doute! Sans aucun doute! Qu'il entre là-dedans, au début, une forte part d'illusion, c'est inévitable! Cela veut dire que le gouvernement d'opinion ne donne pas tout de suite et du premier coup tous ses fruits! Est-ce étonnant?

« Se concerter pour la loi et le gouvernement? Concert des irréflexions, des ignorances, des impulsions, des appétits! Et alors, les intérêts privés ont beau jeu à piller l'Etat, au nom de l'opinion. L'opinion? On la fabrique! Cela se travaille! Cela s'achète et cela se vend! »

Vous avez raison là-dessus, Maurras, et les socialistes sur ce point vous avaient devancé : mais croyez-vous que cette opinion-là doive être éternelle! Toute la question est là! Le peuple est-il capable, un jour, délivré des entraves économiques, de se former des opinions plus réfléchies, plus impartiales et mieux renseignées?

Prenez garde! Vous savez que je ne veux forcer personne. Si vous tenez pour démontré que jamais il n'en sera capable, je m'arrête, et je respecte cette conclusion de votre effort intellectuel. Mais de mon côté, je vous affirme qu'en ce cas les destins de l'humanité ne m'intéressent plus. Si les hommes ne sont bons qu'à obéir éternellement, je m'écarte de ces troupeaux. J'espère autre chose : un éveil, un progrès d'intelligence; et il me semble que je ne me trompe pas, et que déjà, sous nos yeux, contre cette opinion fabriquée, droguée, saoûlée, la classe ouvrière et

quelques bourgeois intelligents commencent à former une opinion de meilleur aloi, une opinion plus avertie et plus critique.

La valeur de la République, c'est qu'elle oblige un peuple à cet effort. Elle met tout le monde en demeure de réfléchir et de se décider. Faute de quoi c'est l'incohérence et l'aboulie actuelles : la République ne nous laisse qu'une issue : savoir et vouloir. Rude épreuve? Mais rude école!

Parbleu! Ce ne sera pas, du jour au lendemain, la foule intelligente! Mais c'est forcément, chaque jour, la foule mieux avertie que la veille.

N'est-ce pas un grand bien? C'est le premier de tous! C'est la porte ouverte à tous nos espoirs! Je vous ai dit, un jour, que si cette espérance nous manquait, la vie ne vaudrait plus la peine d'être vécue. Vous vous êtes mis à rire, en me montrant le soleil, et même la lune. C'est trop de prévenance. Il reste, en effet la nature, et l'art, et les femmes, et si vous voulez, la bouteille. Vous savez par vous-même qu'il faut autre chose. Taine disait qu'il n'y a au monde qu'une œuvre digne d'un homme, l'avènement d'une grande vérité à laquelle il se donne. Les Républicains ont conçu l'avenir de l'humanité civilisée comme un progrès continu d'intelligence et de volonté collectives. Le grand homme, c'est très beau : nous en avons célébré beaucoup depuis les origines. Nous souhaitons maintenant voir de grands peuples.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE : Optons ! v

PREMIÈRE PARTIE

La Condition de la Guerre.

CHAP. I. — Un point d'interrogation. 3
CHAP. II. — L'État républicain jugé par ses fidèles serviteurs 9
CHAP. III. — Une jeune culotte. 17
CHAP. IV. — Le possible et l'impossible. 23
CHAP. V. — La preuve par la N'Goko. 35
La preuve par Agadir 42
Les négociations espagnoles 46
La preuve par la saignée 50
La Guerre veut le Roi ! 52
CHAP. VI. — Le vrai sens de la République 59

DEUXIÈME PARTIE

Les Conditions de la Paix.

CHAP. I. — Les mauvais moyens : triple Alliance et triple Entente 75
CHAP. II. — L'appel à l'opinion : les pacifistes. . . . 92

Chap. III. — L'appel à l'opinion : les moyens révolutionnaires 104
Ce jour-là ! 111
Plutôt l'Insurrection 115

Chap. IV. — Une question d'État d'esprit 130
L'embarras des richesses 132
La Haine de l'Allemand 141

Chap. V. — La question d'Alsace-Lorraine 146
Leur volonté d'aujourd'hui. 158
Vous aviez déjà opté ! 172
A quoi diantre nous servez-vous ? . . . 180

Chap. VI. — L'Ogre et le Petit Poucet 184
Métèques et naturalisés ou les Allemands chez nous 188
L'entreprise industrielle. 196
Jusqu'à l'Alliance. 202

Chap. VII. — L'Europe après l'entente. 214
La limitation des armements. 225
La proportion des suffrages 227

TROISIÈME PARTIE

Il faut choisir !

Chap. I. — Ceux qui choisissent la guerre 233
Chap. II. — Nous, qui voulons la Paix !. 249
Appendice 269
Table des matières 277

SORTI DES PRESSES

DE LA MAISON FIGUIÈRE

LE 15 DÉCEMBRE 1916

